



Conseil Municipal de la Ville de Montpellier

**Séance ordinaire du
mercredi 27 mars 2019**

PROCES-VERBAL



Ordre du jour du Conseil municipal

**Séance ordinaire du mercredi 27 mars 2019
- Salle du Conseil**

Adoption de l'ordre du jour

Adoption du Procès-verbal du Conseil municipal précédent

Articles L 2122-22 et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales – Lecture des décisions prises depuis la dernière séance publique du Conseil municipal

1. Taux d'imposition de la Ville de Montpellier pour 2019
2. Programme Local de l'Habitat 2019 2024 - Avis sur le projet
3. FONCIER - Acquisition au Conseil Départemental de l'Hérault de la Chapelle des Récollets
Rue Proudhon
4. Théâtre de la Vista - La Chapelle - Embellissement des façades - Demande d'autorisation d'urbanisme
5. Modification n°13 du Plan local d'urbanisme (PLU) de la Ville de Montpellier - Avis simple sur le projet de modification
6. Modification n°13 du Plan local d'urbanisme (PLU) de la Ville de Montpellier
Avis au titre de l'article L.153-39 du code de l'urbanisme
7. Périmètre de sauvegarde du commerce et de l'artisanat de proximité
Préemption du droit au bail 1 rue Maréchal et rue Aristide Ollivier
Lancement de la procédure de rétrocession et approbation du cahier des charges
8. Quartier Centre Historique Mise en vente d'un immeuble situé 7 boulevard Pasteur
Parcelle cadastrée BZ n° 307
9. Quartier Malbosc - École Marguerite YOURCENAR : Régularisation foncière de la parcelle TL 451
10. Quartier Port Marianne - Secteur La Baume
Rachat des parcelles cadastrées SA n°8 et SA n°10 à l'Etablissement Public Foncier d'Occitanie

11. **DROIT DE PREEMPTION**
Préemption de la propriété de la SCI TOULOUSE TC
909 avenue de Toulouse
Convention Ville / ACM Habitat
Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole
12. Concession d'aménagement Ville/SERM Quartier Port Marianne - Parc Marianne et sa future extension, avenue de la Mer, plaine du Mas de Carbonnier - Convention de transfert de maîtrise d'ouvrage de Montpellier Méditerranée Métropole à la Commune de Montpellier - Autorisation de signature
13. **MONTPELLIER GRAND COEUR**
Aide à la requalification des devantures des locaux d'activités
Attribution de subventions
14. Adhésion à une association pour l'année 2019 dans le cadre de la thématique SANTE - Club Décibel Villes
15. Convention entre la Ville de Montpellier et l'association VISOV relative à la participation des Volontaires Internationaux en Soutien Opérationnel Virtuel à la gestion de crise
16. Convention entre la Ville de Montpellier et la Croix Rouge Française
Installation d'antennes relais radioélectriques sur la toiture de l'Hôtel de Ville
Autorisation à signer la convention
17. Attributions de subventions dans le cadre de la thématique SECURITE - Exercice 2019
18. Mise à disposition, à titre gratuit, des salles dans les maisons pour tous
19. Dénomination de la nouvelle école primaire Joan Miro - Quartier Port Marianne
20. Extension du restaurant scolaire de l'école élémentaire Condorcet (quartier Montpellier Centre)
Approbation de l'opération - Autorisation de déposer les demandes d'autorisations d'urbanisme
21. Convention de Partenariat Ville de Montpellier/Montpellier Méditerranée Métropole/Services Départementaux de l'Education Nationale /Réseau Canopé
Parution du recueil de nouvelles
Mystères de Montpellier, Tome 10 à l'occasion de La Comédie du Livre 2019
22. Convention de partenariat pour le projet Chœur d'Enfant des Ecoles de Montpellier
Ville/Direction des Services Départementaux de l'Education Nationale/Association Swing Gum Enfance - Année scolaire 2018-2019
23. Participation de la Ville aux séjours de vacances d'été 2019
24. Attributions de subventions Propositions Artistiques et Culturelles pour l'Ecole SAVARY - Exercice 2019

25. Ecoles privées sous contrat d'association : participation financière de la Ville pour l'année 2018-2019
26. Ecole Akira KUROSAWA - Construction locaux scolaires - Demande autorisation d'urbanisme
27. Ecole maternelle Alphonse Daudet - Retrait d'un bâtiment modulaire et remise en état de la cour
Demande d'autorisation d'urbanisme
28. Ecole élémentaire François RABELAIS - Retrait de bâtiments modulaires et remise en état de la cour - Demande d'autorisation d'urbanisme
29. Eurovolley France 2019
Convention de partenariat pour l'accueil de l'Eurovolley à Montpellier avec le Comité d'Organisation du Championnat d'Europe de Volleyball 2019
Autorisation de signature
30. MARATHON DE MONTPELLIER
Valorisation de l'aide logistique apportée par la Ville de Montpellier pour l'édition 2019
Approbation des subventions en nature
31. Réalisation d'un site provisoire d'accueil de BMX Freestyle - Complexe sportif de Grammont - Terrain stabilisé Grammont 10 - Approbation de l'opération - Autorisation de déposer les autorisations d'urbanisme
32. QUARTIER CROIX D'ARGENT
Terrain Paul Valéry - Construction d'un Club House et vestiaires
Autorisation de déposer un permis de construire
Demande de subventions
33. Attributions et modifications d'attributions de subventions dans le cadre de la thématique SPORTS - Exercice 2019
34. Carte Été Jeunes 2019 - Attributions à titre gratuit
35. Bourse Initiatives Jeunes 2019 - Participation de la Ville
36. Bourse d'aide à la Citoyenneté - Modification du dispositif BAFA
37. Attributions de subventions dans le cadre de la thématique JEUNESSE - Exercice 2019
38. Cimetière municipal Saint Etienne - Travaux d'aménagement
39. Elaboration du Règlement Local de Publicité intercommunal (RLPi) de Métropole Montpellier Méditerranée - Débat sur les orientations du RLPi
40. Demande d'autorisation préalable de pose d'un dispositif ou d'un matériel supportant de la publicité, une préenseigne ou une enseigne sur un bâtiment communal - Autorisation de dépôt

41. Dénomination des voies et espaces publics - Quartier Cambacérès
42. Appel à projets - Contrat de Ville Attribution de subventions à l'association ADAGES Exercice 2019
43. Appel à projets - Contrat de Ville Attribution de subventions à diverses associations Exercice 2019
44. Attributions de subventions dans le cadre de la thématique SOCIAL - Exercice 2019
45. Partenariat entre le département de l'Hérault et la Ville de Montpellier
Convention relative au suivi des pratiques professionnelles des assistant(e)s maternel(le)s du service municipal d'accueil familial
46. Réservation de berceaux municipaux au profit d'organismes publics ou privés
Tarif 2019-2020
47. Travaux de rénovation 2019 dans les établissements d'accueil du jeune enfant
Approbation et demande de subventions
48. Projet de traitement et de valorisation des déchets organiques par lombricompostage - Demande de financement auprès de l'ADEME
49. Contrat d'exposition entre Mathieu FOULQUIÉ et la Ville de Montpellier
Exposition "Plongées dans les macro mondes par Mathieu FOULQUIÉ"
50. Attribution d'une subvention dans le cadre de la thématique ECOLOGIE URBAINE - Exercice 2019
51. Cœur de Ville en Lumières 2019 - Principes de Financement et règlement de parrainage
52. Création d'un marché de plein air - Marché Saint Martin - Quartier Prés d'Arènes
53. Marché de plein air de la Comédie - Rachat de fonds de commerce
54. Comédie du Livre 2019 - Convention de partenariat entre la Ville et Montpellier Méditerranée Métropole pour l'organisation de la 34ème Comédie du Livre
55. Théâtre Jean Vilar - Convention de partenariat avec l'association Enfance et Partage pour l'organisation d'un stage théâtre
56. Théâtre Jean Vilar - Convention de coopération avec l'Université Paul Valéry Montpellier 3
57. Théâtre Jean Vilar - Convention de mise à disposition à titre gratuit à l'association Opéra et Orchestre National Montpellier Occitanie

58. Culture et Patrimoine - Attribution de subventions à des associations culturelles
Exercice 2019
59. Participation au lancement d'un programme global de santé orale sur le territoire de Montpellier
60. Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et la Ligue contre le Cancer de l'Hérault
61. Mandat spécial, présentation d'une mission opérationnelle d'un membre du Conseil municipal dans le cadre de l'action internationale de la Ville
62. Adoption du rapport de la Commission Locale d'Évaluation des Transferts de Charges (CLETC) du 8 février 2019
63. Approbation du montant des attributions de compensation 2019 provisoires suite à la CLETC du 8 février 2019
64. Attributions de subventions dans le cadre de la thématique FINANCES - Exercice 2019
65. Organisme Extérieur - Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) - Principe de prise de participation dans une SAS patrimoniale - Autorisation accordée aux représentants de la Ville de Montpellier – Approbation
66. Organisme Extérieur - Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) - Modifications statutaires relatives à l'objet social – Autorisation
67. Représentations - Organismes internes et externes - Désignations et actualisations
68. Prise en charge des frais de mission et de représentation des agents et des élus de la Ville de Montpellier, ainsi que des frais de déplacement et d'accueil de personnalités extérieures invitées
69. Fast Track Cities - Accueil de personnalités extérieures
70. Précisions relatives aux tarifs - Modification de la délibération n° V2018-514 du 19 décembre 2018
71. Protection fonctionnelle des élus de la Ville
72. Protocole transactionnel avec Madame Danièle MONTAGNAC - Autorisation de signature
73. Installation et raccordement d'une sirène étatique au Système d'Alerte et d'Information des Populations (SAIP) au parking CIRCE, rue Georges Méliès
Convention Etat / Montpellier Méditerranée Métropole / TAM / Ville de Montpellier
Autorisation de signer la convention
74. Convention d'occupation du Domaine Public
Occupation Pavillon Jean Nouvel
Avenant n°1

75. Opérations de remise en état et de mise en accessibilité des bâtiments communaux de la Ville
Poursuite des travaux pour l'année 2019
Demandes d'autorisations d'urbanisme
76. Fixation de l'indemnité représentative de logement des instituteurs (IRL) - Année 2018
77. Autorisation de signer la convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et les Villes de Villeneuve-lès-Maguelone, Jacou, Prades-le-Lez, Juvignac, Cournonsec et de Saint-Brès pour les achats de vêtements et d'équipements de Police, ASVP et garde square
78. Autorisation de signer la convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole pour les achats d'outillages et d'équipements de protection individuelle
79. Convention de groupement de commandes publiques entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole pour l'achat de formations dans divers domaines
80. Création d'une vacation de médecin pour la Direction de l'Enfance
81. Régime indemnitaire - Prime semestrielle – Approbation
82. Mise à disposition de deux agents de la Ville de Montpellier auprès de l'association Le Relais, Maison des Enfants dans la Ville
83. Mise à disposition de trois agents de la Ville de Montpellier auprès du Comité des Œuvres Sociales et Culturelles (COSC) de la Ville de Montpellier
84. Mise à disposition d'agents de la Ville de Montpellier auprès de Montpellier Méditerranée Métropole dans le cadre des services communs
85. Mise à disposition d'un agent de Montpellier Méditerranée Métropole auprès des services de la Ville de Montpellier

Conseil Municipal de la Ville de Montpellier

Séance ordinaire du mercredi 27 mars 2019

Procès-verbal

Convoqué le jeudi 21 mars 2019, le Conseil municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en Salle du Conseil, le mercredi 27 mars 2019 à 18h, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Rabii YOUSSEF.

Elus ayant voté par procuration :

Luc ALBERNHE ayant donné pouvoir à Gérard CASTRE, Rémi ASSIE ayant donné pouvoir à Samira SALOMON, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Mylène CHARDES ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Stéphanie JANNIN, Jean-Marc DI RUGGIERO ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Alex LARUE ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Annie YAGUE ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI.

Absents et excusés :

Robert BEAUFILS, Nancy CANAUD, Cédric DE SAINT JOUAN, Jacques DOMERGUE, Audrey LLEDO, Patrick VIGNAL.

M. le Maire

Veillez prendre place. Je déclare ouverte la séance du Conseil municipal de la Ville de Montpellier du 27 mars 2019. Je vais demander à Mademoiselle BODKIN de nous rejoindre à la tribune et de

procéder à l'appel.

Maud BODKIN procède à l'appel.

M. le Maire

Merci, Mademoiselle BODKIN. Le quorum est atteint. Nous pouvons valablement délibérer. Avant de procéder à l'ordre du jour, nous avons coutume d'honorer un personnage illustre de la Ville, qu'il s'agisse de culture, de sport, d'entrepreneuriat, d'art. Toutes les thématiques sont ouvertes, bien entendu. Aujourd'hui, nous avons l'honneur de recevoir Jimmy VIENOT, plusieurs fois champion du monde de boxe muay-thaï, de boxe thaïlandaise, accompagné de son papa, de son entraîneur, de son sponsor, d'amis, qui sont avec lui dans cette enceinte du Conseil municipal de Montpellier. Nous sommes vraiment très heureux de le recevoir et je lui demande de venir me rejoindre à la tribune.

Applaudissements.

Ce soir, nous avons le plaisir d'accueillir Jimmy VIENOT, 23 ans et déjà multiple champion d'Europe et du monde. Calme, réfléchi, sûr de sa force, il excelle dans un sport qui nous paraît à mille lieues de sa réelle personnalité : la boxe thaïlandaise. Les initiés la nomment le muay-thaï. Cet art martial, très spectaculaire et intense, peut paraître féroce puisqu'il permet l'usage des poings, des coudes, des genoux, des pieds. Comme d'autres sportifs montpelliérains, qui ont récemment reçu des titres mondiaux et européens, il a commencé le sport de combat par le judo. Puis, à l'âge de 13 ans, il a été orienté vers la boxe thaï, qui lui a permis de résoudre ses problèmes de concentration. Très doué, il connaît alors une progression fulgurante. Rien ne l'arrête. À partir de 16 ans, il enchaîne galas et tournois, pour un bilan à faire pâlir les plus grands combattants : 35 combats, 35 victoires. À 18 ans, il franchit une étape importante en devenant professionnel. Il lui a fallu trois ans pour devenir champion du monde pour la première fois, dans un sport que les Thaïlandais dominent. En 2017, il obtient encore la ceinture de champion du monde. En 2018, en juillet, l'an passé, pour la troisième fois, il obtient le titre européen. Et puis en août 2018, il obtient sa troisième ceinture de champion du monde. Avec un tel palmarès, son ambition de devenir une légende dans cette discipline est en très bonne voie. Car le farang, l'étranger, comme disent les Thaïlandais, s'est fait un nom dans le pays roi de la discipline. Jimmy, vous êtes le premier Français à réunir les trois ceintures mondiales de boxe thaïlandaise. Reconnaisant, vous n'oubliez jamais de rendre hommage à votre entraîneur, Désiré THIBAUT, présent avec nous ce soir, et à la salle dans laquelle vous vous entraînez, le Star Boxing Montpellier, que vous fréquentez cinq heures par jour. Perfectionniste, vous ne cessez d'enchaîner les stages partout dans le monde, mais surtout en Thaïlande, pour vous comparer aux meilleurs boxeurs locaux. Insatiable, acharné de techniques, vous ne voulez pas vous arrêter, bien au contraire. Votre deuxième rang mondial dans la catégorie des moins de 73 kilos, vos 90 combats, vos 70 victoires dont 37 KO ne vous suffisent pas. Vous visez toujours plus haut et plus loin, encore plus de victoires en combat, encore plus de titres, mais aussi une tentation de vous tester au très rude MMA [*Mixed Martial Arts*], qui est une discipline interdite en France. Parisien de naissance, mais Montpelliérain depuis l'âge de 7 ans, vous le clamez à l'envi, haut et fort : votre ville, c'est Montpellier.

C'est avec un immense plaisir, au nom du Conseil municipal de la Ville de Montpellier, que je vous remets la médaille de citoyen d'honneur de notre Ville.

Applaudissements.

Monsieur VIENOT

Bonjour à tous. Je suis très content de pouvoir recevoir cette médaille. Je remercie Monsieur le Maire. Pour moi, c'est un immense plaisir de représenter ma ville aux quatre coins du monde où je boxe régulièrement, même dans les autres villes en France. Pour moi, c'est un honneur et je suis fier de dire que je viens de Montpellier, que je m'entraîne à Montpellier et que j'habite à Montpellier. Je suis content. Merci à tous.

Applaudissements.

Moi aussi, j'ai un cadeau. Je voudrais offrir à Monsieur le Maire mon maillot.

Applaudissements.

M. le Maire

Merci beaucoup. On va le disposer dans la salle du Conseil municipal pour ce soir.

Applaudissements.

Adoption de l'ordre du jour

M. le Maire

Je vous propose d'entamer l'ordre du jour. Le Conseil municipal de ce soir propose 85 affaires. Avez-vous des observations à formuler sur l'ordre du jour ? Je mets aux voix l'ordre du jour.

À l'issue d'un vote à main levée, l'ordre du jour est adopté à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 51 voix

Contre : 0

Abstention : 1 voix (Djamel BOUMAAZ.)

Adoption du procès-verbal de la séance du 06 février 2019

M. le Maire

Je vais faire voter le procès-verbal de la dernière séance du 6 février. Avez-vous des observations à formuler sur la rédaction du PV, du procès-verbal ? Je mets aux voix.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 51 voix

Contre : 0

Abstention : 1 voix (Djamel BOUMAAZ.)

Mesdames Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Julie FRECHE, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI et Monsieur Pascal KRZYZANSKI entrent en séance.

M. le Maire

Monsieur RIVAS a demandé la parole. Et puis Madame BARTHAS-ORSAL. Monsieur RIVAS, adjoint au sport.

Patrick RIVAS

Monsieur le Maire et chers collègues, comme nous avons eu un sportif de haut niveau, il était tout à fait normal que j'intervienne et que je vous remette ce diplôme que nous avons obtenu le 8 février. Je me suis rendu à Angers, vous représenter, Monsieur le Maire, pour aller chercher le label « Ville active et sportive », label quatre lauriers, millésime 2019-2021, plus haute distinction pour ce trophée remis au cours de la cérémonie nationale des remises de labels. Je vais vous l'amener, mais d'abord je voudrais vous faire un compte rendu de la cérémonie.

Nous étions au départ 250 villes labellisées à être invitées. Cent quarante-sept communes étaient présentes et représentées, soit par leur maire, soit par l'adjoint au sport, soit par un élu des villes de la Métropole, comme des villes des départements d'outre-mer. Dans cette magnifique salle des Greniers, Monsieur le Maire d'Angers, Christophe BÉCHU, a ouvert la cérémonie, en insistant à la fin de son discours sur le fait qu'il fallait savourer ce moment, car, pour lui, ce label « Ville active et sportive » était comme une remise de légion d'honneur du sport. Après les discours du Président de l'Association nationale des élus du sport, du Président du Conseil national des villes actives et sportives, du Président de l'Union sport et cycle autour du sport et de Madame la Ministre des sports, Roxana MARACINEANU, présente et représentante de l'État, l'animatrice de la soirée a appelé sur scène, tour à tour, les heureux récipiendaires, en commençant par le label laurier 1, soit 66 villes, puis de même pour les 131 villes du laurier 2, puis pour les 54 communes du laurier 3 et enfin pour les 5 villes du laurier 4.

N'étant pas appelé, j'ai pensé un temps être oublié. Que nenni. Vous voyez qu'en un jour à Angers, je parle un bon vieux français. Que nenni, donc. À mon grand étonnement, elle avait gardé le meilleur pour la fin, faisant planer un léger suspense sur le fait qu'une ville – et qu'une seule –, pour sa première participation, venait d'obtenir la plus haute distinction, c'est-à-dire le laurier 4 du label. Cette ville n'était autre, Monsieur le Maire, chers collègues, que notre belle Ville de Montpellier. Vous comprendrez qu'à l'appel de mon nom, représentant Montpellier, j'ai ressenti un sentiment de fierté m'envahir, et comme un matador à la fin de sa *faena*, le *tercio*, j'ai rejoint buste droit et tête haute la scène, sous les sunlights et les regards admiratifs et un rien envieux de mes collègues élus. J'ai eu les honneurs, qui plus est, de la dernière prise de parole. Je vous ai excusé, Monsieur le Maire. J'ai remercié Madame la Ministre de sa visite à Montpellier et j'ai pu développer la politique sportive de Montpellier, basée sur la complémentarité de deux piliers : le sport de haut niveau avec les clubs et les événements d'un côté, et de l'autre le sport pour tous, soutenu par le dynamisme des associations de quartier. J'ai ajouté, de plus, qu'en faisant le choix de multiplier les équipements de proximité, en libre accès, Montpellier affichait clairement sa volonté de permettre la pratique sportive au plus grand nombre. J'ai relevé au passage les 28 équipes en élite et les 521 associations qui œuvrent inlassablement dans les quartiers, le sport étant l'ADN de la ville de Montpellier. Enfin, pour terminer, j'ai égrené les événements marquants de l'agenda sportif montpelliérain et j'ai conclu par la coupe du monde FIFA féminine, rappelant à Madame la Ministre votre invitation à la pose de la première pierre du stade Louis Nicollin, le 7 juin, tout en notifiant que ce dernier, après avoir beaucoup fait pour le football professionnel à Montpellier, avait été le premier à fonder une équipe féminine professionnelle de football. D'ailleurs, nous avons trois joueuses pros sélectionnées en équipe de France. Après quelques photos avec la Ministre, la cérémonie s'est terminée par un cocktail.

Je dois avouer, Monsieur le Maire, chers collègues, que dans la vie politique, il y a des moments uniques à retenir. Celui-ci en fut un. Aussi, je tiens à vous remercier de m'avoir choisi pour vous représenter dans cette belle cité angevine et pour ramener ce label qui fait honneur à notre ville. Je dois aussi, comme ce label est la reconnaissance d'une politique sportive menée par tous les acteurs du sport local, remercier les clubs de l'élite et leur staff pour leurs bons résultats et leurs retours si

précieux vers les jeunes des quartiers. Remercier aussi toutes les associations et les bénévoles qui encadrent enfants, adolescents et seniors avec enthousiasme et compétences dans les quartiers prioritaires de la ville. Enfin, ce label reçu pour les trois années à venir ne serait pas ici si le dossier de candidature n'avait pas été exemplaire et le plus complet possible. Aussi, je me permets, en votre nom, Monsieur le Maire, de féliciter ceux qui ont été les maîtres d'œuvre de ce dossier de candidature, à savoir Monsieur Jean-François ESCANDE, Monsieur Mathieu FONTENEAU, Madame Geneviève CHABBERT et enfin, l'architecte en chef, Madame CELIE Christel, qui a supervisé ce dossier avec la plus grande attention. Oui, chers collègues, plus que jamais, le sport est une fabuleuse vitrine pour la notoriété de la ville, et Montpellier mérite bien ce label « ville active et sportive », label quatre étoiles.

Je conclurai mon propos du jour, non pas par une phrase bien pensée, comme notre maître à tous, Max LÉVITA en a l'habitude, mais par la formule consacrée quand il s'agit du sport : vive Montpellier, capitale sport ! Je vous ramène le trophée.

Applaudissements.

Valérie BARTHAS-ORSAL

Monsieur le Maire, ces quinze derniers jours ont été très positifs pour la Ville et la Métropole de Montpellier. En effet, voici quinze jours, nous avons reçu le quatrième club des métropoles de l'éco-organisme Citeo. Ce club regroupe les dix plus grandes métropoles de France. Le thème était l'innovation en matière de tri, de gestion des déchets. J'ai pu, durant la journée, leur exposer entre autres le travail de fond en matière de changement de comportement de nos concitoyens pour affiner les gestes de tri.

Ce matin, deuxième période importante, vous avez posé la première pierre du centre de tri Déméter. Au-delà de tout le travail qui a été fait jusqu'à maintenant – je pense, entre autres, à la charte que vous avez signée avec la Chambre de commerce et d'industrie, avec la Chambre des métiers et de l'artisanat, l'accompagnement des 10 000 foyers aux gestes écologiques de tri, la campagne de communication, le tri de biodéchets dans 100 % des cantines, l'utilisation des barquettes biodégradables grâce au travail, entre autres, de Madame SANTARELLI et de Madame KERANGUEVEN – nous allons offrir aux 31 communes, à toutes les communes de la Métropole, un outil de tri très moderne et très performant. Je rappellerai que ce dossier a vu le jour en 2014. Comme tout grand projet ambitieux, coûteux, il y a une période incompressible pour arriver à obtenir un résultat final. Là, nous sommes en train de l'atteindre.

Et puis, jeudi dernier, Monsieur le Maire, à Versailles, sept villes ont obtenu la quatrième étoile du label « Ville éco-propre ». Ce ne sont pas les quatre lauriers de Monsieur RIVAS ; ce sont les quatre étoiles. Ce label récompense les collectivités qui s'engagent à améliorer durablement la propreté de l'espace public. Par durablement, il faut entendre que le label valorise au fil de ces différentes étoiles les moyens mis en œuvre pour diminuer l'état de salissure de l'espace public, grâce, entre autres, aux équipements, grâce à Monsieur ALBERNHE, à la communication, à la médiation, à la sensibilisation et à la coercition des services de la Métropole ou de Madame ACQUIER. Et puis cette quatrième étoile, elle nous dit quoi ? Elle dit que vous avez su, à Montpellier, développer l'implication citoyenne, grâce à vos opérations propreté, grâce à vos actions de nettoyage impliquant les associations et les citoyens. J'aimerais vous dire qu'il y a deux ans, nous avons eu deux opérations citoyennes volontaires. Actuellement, nous en sommes à peu près à huit, alors que nous ne sommes qu'au mois de mars. C'est-à-dire que les Français, les Montpelliérains sont en train de se mobiliser fortement pour leur espace public, et c'est une des clés de la réussite. Nous avons mis en place les parcs à sapins, des jeux de la propreté dans les écoles. Nous avons lancé, avec

Daniel BOULET, dans les centres aérés, un concours de dessins. Nous faisons un partenariat avec le Crous. Nous installons des composteurs collectifs dans les quartiers. Nous avons organisé depuis le mois de décembre des rencontres autour du chien, où on rappelle aux propriétaires de chiens les gestes liés à la propreté. Nous travaillons également avec la Cimade, qui intervient auprès des migrants. Nous avons préparé un code de la rue qui est très efficace et très clair, très bien fait. Nous avons mis en place récemment des scènes d'incivilités. Et puis une action, qui marche vraiment très bien, c'est le permis de végétaliser. Vraiment, bravo pour tout ce travail-là. Donc l'appropriation de l'espace public est vraiment l'élément-clé de la réussite. La SMN [*Société Méditerranéenne de Nettoyement*] fait son travail. Nous faisons le nôtre. La tâche est ardue, mais les Montpelliérains me le disent quotidiennement : notre ville est plus propre. Voilà, Monsieur.

Applaudissements.

M. le Maire

Merci, Monsieur RIVAS. Merci, Madame BARTHAS. Monsieur COUR ?

Christophe COUR

Bonjour. Madame BARTHAS, vous avez parlé d'un projet ambitieux et coûteux. Vous pourriez nous rappeler lequel, parce que je n'ai pas bien compris ?

M. le Maire

C'est l'extension de Déméter : 19 millions d'euros.

Articles L.2122-22 et L.2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales – Lecture des décisions prises depuis la dernière séance publique du Conseil municipal

M. le Maire

Vous avez pris connaissance de la synthèse des décisions depuis le dernier Conseil municipal. Le prochain Conseil municipal aura lieu le 12 juin.

Monsieur BOUMAAZ, vous avez demandé la parole sur la synthèse des décisions.

Djamel BOUMAAZ

Tout à fait, Monsieur le Maire. Décisions prises hors Conseil municipal, comme à vos habitudes. Monsieur le Maire, avant d'avoir les explications sur certaines de vos décisions, que vous avez prises entre vous et vous, et ce sur le coin d'une table et non présentées lors du dernier Conseil municipal, je voudrais attirer l'attention des Montpelliérains sur deux décisions, notamment sur la n° VD2019-049 et n° VD2019-059. Deux décisions, qui font suite à deux requêtes de Monsieur Alain SCHEUER auprès du tribunal administratif. À cette occasion, je voudrais saluer ce Monsieur, Maître SCHEUER, un ancien de vos soutiens, qui vous a abandonné et qui a eu le courage, lui, de demander la fin de l'exécution du bail emphytéotique en date du 28 novembre 2001, entre la Commune de Montpellier et la SCI Méditerranée Castellane, dont l'actionnaire majoritaire qui est aujourd'hui Monsieur SALERNO, l'un de vos nouveaux amis. Je ne vais pas m'attarder sur le fond de cette affaire. La justice tranchera et les Montpelliérains jugeront. J'invite ces mêmes Montpelliérains à aller voir le site de l'Agglorieuse interview vidéo de ce grand Monsieur, qui en dit long sur cette affaire. Vous tapez « Google l'Agglorieuse Alain SCHEUER » : vous verrez, c'est un délice.

Par contre, je souhaiterais que vous nous fassiez part de ce fameux audit juridique et financier que

vous aviez annoncé sur la nature et l'évolution de ce bail emphytéotique. Ce sera tout, Monsieur le Maire. Pour en terminer : hashtag c'est un délice.

M. le Maire

Cela veut dire quoi, hashtag c'est un délice ?

Djamel BOUMAAZ

Est-ce qu'on pourrait avoir des informations sur l'audit ?

M. le Maire

Oui, vous en aurez.

Djamel BOUMAAZ

Mais quand ?

M. le Maire

Vous en aurez.

Djamel BOUMAAZ

Il serait temps.

M. le Maire

Vous en aurez quand j'aurai décidé qu'il est important de vous les communiquer.

Djamel BOUMAAZ

D'accord. On reviendra sur le sujet à chaque Conseil.

M. le Maire

Oui. Je compte sur vous.

Djamel BOUMAAZ

Ne vous inquiétez pas, Monsieur le Maire. Merci.

M. le Maire

Je suis sûr que Maître SCHEUER sera ravi d'apprendre que l'extrême droite lui rend hommage. C'est la vérité.

1. Taux d'imposition de la Ville de Montpellier pour 2019

Le Débat d'Orientation Budgétaire du 28 novembre 2018 et le Budget Primitif 2019 adopté le 19 décembre 2018 ont acté, pour la 6ème fois sur la mandature, le strict respect de l'engagement de la majorité municipale : **0% d'augmentation des taux d'imposition.**

Il convient aujourd'hui de confirmer ce choix par le vote des taux de la fiscalité directe locale 2019.

Les recettes fiscales d'une collectivité résultent du produit entre les bases d'imposition (déterminées par les services fiscaux) et les taux (votés par l'assemblée délibérante).

Notification des bases d'imposition :

Les bases prévisionnelles de Montpellier notifiées par les services fiscaux pour 2019 sont de :

- . Taxe d'habitation : 359 948 000 euros
- . Taxe foncière sur les propriétés bâties : 375 984 000 euros
- . Taxe foncière sur les propriétés non bâties : 750 100 euros

Evolution des taux d'imposition : 0% d'augmentation

Conformément à l'engagement pris, il est proposé à notre assemblée de fixer une évolution des taux d'imposition de Montpellier pour 2019 de + 0%.

Ce choix solidaire est en outre conforté par notre bouclier social qui emporte des allègements représentant pour les montpelliérains environ 17 M€ de cotisations non perçues, au titre de la taxe d'habitation 2018.

Produit d'imposition pour 2019 :

Le produit d'imposition prévisionnel pour 2019 s'établit comme suit :

Taxes	Bases d'imposition 2019	Taux d'imposition 2019	% d'évolution des taux en 2019	Produit d'imposition 2019 (en euros)
Taxe d'habitation	359 948 000 €	22,49%	0%	80 952 305 €
Taxe sur le Foncier Bâti	375 984 000 €	31,18%	0%	117 231 811 €
Taxe sur le Foncier Non Bâti	750 100 €	112,71%	0%	845 438 €
Total				199 029 554 €

De plus, les services fiscaux ont fourni les éléments prévisionnels 2019 nécessaires au calcul de la majoration de 20% de la cotisation communale des logements meublés non affectés à l'habitation principale (mesure votée par le Conseil Municipal le 19 février 2015) : la majoration des bases prévisionnelles concernées s'élève à 4 397 586 euros pour un produit de 989 017 euros.

Ainsi, le produit d'imposition prévisionnel pour 2019 s'élèvera à 200 018 571 euros.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de fixer les taux d'imposition 2019 à l'identique de ceux de 2018, conformément aux engagements de la majorité municipale :
 - o Taux de Taxe d'Habitation : 22,49% ;
 - o Taux de Taxe sur le Foncier Bâti : 31,18% ;
 - o Taux de Taxe sur le Foncier Non Bâti : 112,71%.

- d'approuver le produit d'imposition qui s'établira comme présenté ci-dessus ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

M. le Maire

Affaire n° 1 : taux d'imposition de la Ville de Montpellier pour 2019. La parole est à Max LEVITA.

Max LEVITA

Mes chers collègues, cette délibération, on peut la dire en un mot : c'est la sixième fois que je vous demande de ne pas toucher aux taux. Je considère que c'était la première de vos promesses de votre campagne électorale, Monsieur le Maire. Vous l'avez respectée. Mais aujourd'hui, tout le monde est habitué. Mes chers collègues de la majorité, vous savez quel travail cela a été pour vous de respecter cette contrainte. Les taux, je vous propose qu'ils soient inchangés : 22,49 % pour la taxe d'habitation, 31,18 % pour le foncier bâti et 112,71 % pour le foncier non bâti. Monsieur le Président de la Commission des Finances, vous m'avez posé une question concernant le foncier non bâti, ce qui fait que j'ai vérifié. Effectivement, nous avons un taux élevé. C'était pour lutter contre la rente dans le foncier. Je vous ai indiqué que le produit de cette taxe, d'abord, ne représente que 0,3 % des impôts ménages. Donc c'est à 635 000. Plus du tiers de cet impôt est payé par la SERM, par la SA3M, par la Commune et la Métropole. Vous dire également, attirer votre attention sur l'évolution de ces taxes. Cette taxe, dans le BP, quand on vous l'avait présentée, la taxe d'habitation, on l'avait prévue à 80 778 000. Elle est notifiée depuis une quinzaine de jours. On est à 81 941 000. Donc il y a une erreur de 1,44 %. D'ailleurs, il n'y a pas d'erreur, puisqu'on avait prévu une évolution de 1 % – vous savez, sur le taux d'évolution de l'indice. Et il a été de 2,2. Pour le foncier bâti, on avait prévu 116 280 000. On est à 117 231 000. Donc une différence de 0,82. Et pour le foncier non bâti, ce n'est pas significatif. Je donne ces chiffres pour souligner la compétence du service des finances, qui a fait ces prévisions. On est tout à fait proche de la réalité.

Dernier point : on avait prévu 1 %. Le gouvernement, enfin l'INSEE, a donné un taux d'évolution de 2,2 %. Donc on aurait pu envisager – certaines communes l'ont fait – de diminuer les taux. Nous l'avons d'ailleurs envisagé. Pourquoi nous ne le faisons pas ? Premièrement, parce que la baisse de la taxe d'habitation, du taux, le premier gagnant, c'est l'État. Donc on aime bien l'État, on le soutient, etc. Mais on sort de cinq ans où il nous a particulièrement brimés. Donc ce n'est pas le moment. Deuxièmement, la taxe d'habitation va disparaître en 2021. Nous ne savons pas par quoi elle va être remplacée. Donc ce dont on a peur, on ne le sait pas, mais le niveau atteint en 2019 risque de servir de base pour une éventuelle évolution. C'est la raison pour laquelle nous n'y avons pas touché.

Voilà, Monsieur le Maire, ce que j'avais à dire sur l'évolution des taux.

M. le Maire

Merci, Monsieur LEVITA. On peut rapprocher cette délibération de celle que nous avons prise à la Métropole aussi, qui va dans le même sens, puisque pour la sixième année consécutive, la Ville et la Métropole de Montpellier, seul cas dans le pays, n'augmenteront pas les taux d'imposition, comme nous nous y étions engagés pendant les élections municipales. Qui demande la parole ? Madame BRISSAUD, Monsieur BOUMAAZ. Madame BRISSAUD.

Anne BRISSAUD

Monsieur le Maire, chers collègues, je voudrais attirer votre attention sur le fait que, comme d'habitude, vous nous demandez de voter une augmentation à 0, que cette fois-ci vous admettez que les caisses vont se remplir, si on peut dire, et que vous auriez pu baisser. C'est la peur qui vous

amène aujourd'hui à refuser de baisser les taux. Et pour moi, la peur n'est pas ce qui doit contrôler une action politique. Donc je voterai contre cette délibération, parce que la peur me pousserait plutôt à baisser les taux, étant donné que le revenu moyen des Montpelliérains n'a pas augmenté, que le taux de chômage n'a pas diminué et que nous sommes toujours parmi les villes les plus imposées de France. On n'est pas les seuls à ne pas baisser les taux ou les augmenter, à les maintenir. Et vous dites à chaque Conseil qu'on est soit la seule... Cette fois-ci vous ne l'avez pas dit, et merci, un peu d'honnêteté ne fait pas de mal. Parce qu'en fait, plus de 80 % des communes n'augmentent pas les taux d'imposition. Cette fois-ci, je me suis dit : je vais quand même aller chercher des chiffres. J'ai trouvé les chiffres du cabinet FSL. Je ne sais pas pourquoi vous rigolez, parce que, pour moi, c'est un sujet très grave. Cela fait cinq ans que je vous demande de baisser les taux, et vous ne l'envisagez toujours pas. La seule fois où vous admettez que c'est possible, vous ne le faites pas. Donc je vous dis juste : la peur, ce n'est pas un motif pour faire de la politique. Je ne vois pas comment on peut diriger une commune en ayant peur de baisser les taux et de rendre l'argent aux Montpelliérains quand on peut le faire.

M. le Maire

On souriait parce qu'on pensait que vous alliez citer Ernst & Young, le cabinet.

Anne BRISSAUD

Peu importe. C'est un cabinet sérieux. J'ai vérifié les sources. Ils ont collecté des données dans plus de 2 000 collectivités. Pourquoi on ne citerait pas des gens compétents ? Je cite le cabinet parce que, quand on utilise les chiffres d'un cabinet, on est censé citer ses sources. Donc je cite les sources, pour que les journalistes puissent aller vérifier ces sources, par exemple, et que les Montpelliérains aient les données, aussi, de ces sources. Aujourd'hui, on voit en fait que vous avez la possibilité de baisser et que vous ne le faites pas. Sur la taxe d'habitation par exemple, c'est 34,57. Quand vous le présentez, on a l'impression presque que c'est bien. Mais cela nous laisse quand même parmi les dernières villes sur les villes de plus de 100 000 habitants. Si. Je les ai, les données. On est là, regardez, Monsieur LEVITA. Votre analyse n'est pas la même que la mienne. Mais quand on me place un graphique et qu'on me met à la fin du graphique dans l'évolution, cela montre bien qu'on est dans les derniers. On n'est pas dans les premiers. Mon analyse me permet de vous dire que, sur la taxe d'habitation, on est parmi les plus élevés. Sur la taxe sur le foncier bâti, on est toujours parmi les plus élevés. Ne parlons pas du foncier non bâti. Vous l'avez avoué tout à l'heure. C'est quand même très élevé. Mais on n'est toujours pas redescendu à un niveau correct, qui pourrait nous placer parmi les villes les moins imposées de France. Voilà ce que je voudrais dire aujourd'hui.

M. le Maire

Merci, Madame BRISSAUD. Monsieur BOUMAAZ.

Djamel BOUMAAZ

Monsieur le Maire, très cher argentier, je serai court sur cette question du 0 % d'augmentation des taux d'imposition. Un engagement tenu, certes, mais qui en dit long de cette politique autrement que vous nous faites vivre, et ce depuis six ans consécutifs. Six ans où nous avons tous constaté le déclassement de notre ville en termes économique, politique et écologique. Six ans où nous pouvons constater le déclassement de notre commune en termes d'investissements sur de grands projets. Six ans où nous pouvons constater le déclassement de notre cité en termes de sécurité. Six ans où nous pouvons constater que nous restons la capitale de la taxe, et ce malgré votre 0 % d'augmentation des taux d'imposition.

Que se cache-t-il derrière ce 0 % d'augmentation de taux d'imposition ? Le Président du groupe

Parti socialiste, pour ne pas le citer, avait dit de vous, tout récemment, Monsieur le Maire, lors de votre communication pseudo-écolo, que cette communication était l'arbre du greenwashing qui cache la forêt d'un bilan écologique calamiteux. Et sur ce point, je le rejoins. Alors, que dire de cette communication de couleur jaune, de ce fameux 0 % d'augmentation des taux d'imposition ? Aujourd'hui, Monsieur le Maire, et très cher argentier, il faut dire la vérité aux Montpelliérains, il faut leur dire ce qui se cache véritablement derrière ce fameux 0 % d'augmentation des taux d'imposition. Un 0 % qui ne dit pas véritablement son nom, mais surtout un 0 % qui cache une multitude de taxes déguisées, comme l'augmentation de la tarification du stationnement, l'augmentation des titres de transport, la mise en place prématurée de la taxe GEMAPI, l'augmentation des tarifs des cantines et des centres de loisirs, sans parler de l'augmentation de la tarification de l'eau alors que nous sommes passés en régie. Nous n'oublions pas l'augmentation soudaine des procès-verbaux, qui ne profitent même pas, en termes de primes, à ceux qui les émettent.

Mais le pire reste à venir, car derrière ce 0 % d'augmentation des taux d'imposition que vous nous faites vivre, et ce depuis six ans consécutifs, il y a une facette dont personne ne parle. Celle du quotidien de nos Montpelliérains. Vous n'avez eu de cesse de mettre sous pression les services, nos employés, que ce soit de la Ville ou de la Métropole, au nom de la mutualisation, au nom de l'économie. Vous n'avez eu de cesse de faire des économies drastiques sur le dos de nos enfants en termes de sécurité – nous l'avons tous constaté sur les retards de la mise en place des vidéosurveillances à l'entrée de nos établissements scolaires –, des économies drastiques en termes d'encadrement qualifié pour nos enfants, des économies drastiques en termes de nourriture dans nos cantines où nos enfants mangent de moins en moins bien, des économies drastiques en termes de moyens matériels, jusqu'à en arriver à diminuer voire supprimer des rouleaux de papiers toilettes – et je ne parle même pas de la suppression du goûter de Noël.

M. le Maire

Cinq minutes, vous avez fait cinq minutes. Merci beaucoup pour votre intervention.

Djamel BOUMAAZ

Vous me coupez la parole, Monsieur le Maire ?

M. le Maire

Non. Il y a une règle dans cette assemblée. Vous ne pouvez pas monopoliser la parole tout seul toute la soirée. Cela n'existe nulle part. D'ailleurs, il y a d'autres assemblées où d'autres que moi ne vous donneraient pas la parole pour d'autres raisons. Vous avez dit l'essentiel. Vous répétez toujours la même chose. On sait ce que vous dites. Monsieur LEVITA.

Max LEVITA

Madame BRISSAUD, je vous réponds par courtoisie. Mais je suis obligé de me forcer. Vous avez pris un taux, 35. En ajoutant la Ville et la Métropole, on se compare aux autres grandes métropoles. Dans les autres métropoles, on est cinquième ou sixième. Donc il n'y a pas de quoi pavoiser. Il n'y a pas de quoi non plus rougir.

Deuxième point : les tableaux auxquels vous faites allusion. Systématiquement, ils oublient, parce que c'est compliqué de le faire, l'ensemble de ce que nous appelons le bouclier social, c'est-à-dire tous les abattements. L'abattement est de 15 % sur la taxe d'habitation. Je me répète. J'étais enseignant, mais le niveau était un peu plus élevé que celui que m'inflige Madame BRISSAUD. Pour la TH, nous sommes dans la moyenne. On est dixième ou douzième parmi les villes de plus de 100 000 habitants. Le foncier bâti, cela fait six ans qu'on n'y touche pas. Nous finirons par rester

dans le milieu des impôts. Je rappelle, parce que j'avais oublié : rendre l'argent aux Montpelliérains ; six ans qu'on n'y touche pas. Sauf Paris, toutes les métropoles, en 2014, ont augmenté leur taux. Toutes. Sauf Nice. Nice a été plus coquin. Nice a baissé le taux, mais il a supprimé l'abattement. Donc c'était à peu près équilibré. Sinon, toutes les autres l'ont fait. Nous, on a rompu. C'était comme cela qu'on faisait d'ailleurs dans le temps ancien. J'ai participé aux équipes de Georges FRÊCHE. La première année, la deuxième année, on augmentait les impôts. C'était systématique. On ne l'a pas fait là pendant six ans. C'est vrai, j'ai noté que dans le compte rendu de la session de la Métropole, elle n'est même pas citée par la presse. Elle ne dit même pas que nous avons décidé de ne pas toucher. Je ne sais pas si c'est un hommage, ou si c'est l'habitude. Je ne comprends pas, mais je sais bien qu'on ne parle que des trains qui déraillent et pas des trains qui arrivent à l'heure. Je trouve, Monsieur le Maire, qu'on peut raconter tout ce qu'on veut. Vous avez promis de ne pas les toucher : on ne les a pas touchés.

Applaudissements.

M. le Maire

Merci, Monsieur LEVITA. Quant à ce qu'a dit Monsieur BOUMAAZ sur le prix de l'eau, c'est archi faux. Lorsque nous avons créé la régie publique de l'eau, nous avons diminué le prix de l'eau de 10 %. Nous conservons ce -10 % jusqu'à la fin du mandat. Je mets aux voix l'affaire n° 1 concernant les taux d'imposition, qui ne bougent pas. Qui est contre ? Un contre. Qui s'abstient ? Deux abstentions. Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 54 voix

Contre : 1 voix (Anne BRISSAUD.)

Abstentions : 3 voix (Djamel BOUMAAZ, Christian DUMONT, Alex LARUE.)

2. Programme Local de l'Habitat 2019 2024 - Avis sur le projet

Montpellier Méditerranée Métropole a arrêté le projet de Programme Local de l'Habitat (PLH) pour la période 2019-2024 par délibération du Conseil de Métropole du 21 février dernier.

Conformément à la procédure définie à l'article R.302-9 du Code de la construction et de l'habitation, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier doit émettre son avis sur le projet de PLH et délibérer notamment sur les moyens à mettre en place relevant de ses compétences.

Il convient de rappeler que le PLH est l'outil de conception et de mise en œuvre de la politique intercommunale de l'habitat pour une durée minimale de 6 ans. Il définit notamment les objectifs de production de logements et identifie les opérations de logements qui concourent à l'atteinte des objectifs fixés. A cet égard, le PLH constitue un document de planification stratégique compatible avec le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) et avec lequel le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) sera compatible.

En 2016, en partenariat avec les 31 communes concernées et les acteurs de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole a engagé l'élaboration du PLH 2019-2024.

Conformément au Code de la construction et de l'habitation, le Programme Local de l'Habitat 2019 – 2024 de Montpellier Méditerranée Métropole comprend :

- un diagnostic de la situation du marché local du logement et des conditions d'habitat dans la Métropole de Montpellier ;
- des orientations qui énoncent les principes et les objectifs de la politique intercommunale de l'habitat pour les 6 prochaines années ;
- un programme d'actions détaillé pour l'ensemble de la Métropole et décliné pour chacune des 31 communes.

Parmi les enseignements du précédent Programme Local de l'Habitat, il est à souligner que l'objectif de produire 5 000 logements par an est largement atteint avec une moyenne annuelle de 5 700 logements mis en chantier à l'échelle de la Métropole dont 2 700 à Montpellier pour un objectif fixé à 2 500 logements par an dans la ville-centre entre 2013 et 2017. Cette période exceptionnelle en matière de construction neuve résulte en partie des effets des dispositifs d'investissement locatif qui ont animé la promotion neuve créant ces trois dernières années un effet de « bulle » immobilière avec des prix de l'immobilier et du foncier maintenus à la hausse.

Aussi ce développement résidentiel est le fruit de la politique d'aménagement conduite par la Ville à travers la volonté de développer l'habitat au sein de quartiers durables, respectueux de l'environnement, dotés de services et d'équipement de proximité.

Le nombre de logements locatifs sociaux produit depuis 2013 reste très important avec une moyenne annuelle de 1 900 logements financés dans la Métropole pour un objectif fixé à 1 500 par an soit 28% de l'ensemble des logements autorisés de 2013 à 2017.

A Montpellier, 860 logements sociaux ont été financés en moyenne par an de 2013 à 2017 correspondant à 25% des logements autorisés pour un objectif fixé à 30% par le PLH précédent. Sur ce point, il convient d'indiquer que la Ville de Montpellier avec un taux de 24% de logements sociaux parmi l'ensemble de son parc de logements au 1^{er} janvier 2018 devrait prochainement satisfaire à la loi dite « SRU » et à son obligation de disposer 25% de logements sociaux d'ici 2025.

Alors que les principaux objectifs de production de logements fixés par le précédent PLH ont été atteints, de fortes tensions persistent sur le parc de logements dont les principales causes et manifestations sont les suivantes :

- **Une forte dynamique démographique** : la population a augmenté annuellement de 1,7% dans la Métropole entre 2011 et 2016 et de 1,3% à Montpellier, soit 3 400 nouveaux habitants par an dans la ville-centre, générant des besoins en matière de logement. A cela s'ajoutent les effets liés au desserrement des ménages (décohabitation et séparation) qui à population constante génère des besoins à satisfaire. Il faut souligner que 52% des ménages résidant à Montpellier sont constitués d'une seule personne, 15% de couples avec enfant(s) et 10% de familles monoparentales.

- **Une population aux revenus très modestes** : Si le taux de pauvreté atteint 19% à l'échelle de la Métropole (contre 14% au niveau national), celle-ci concerne près d'un tiers de la population de la commune de Montpellier, soit 27% de la population potentiellement confrontée à des difficultés d'accès et de maintien dans le logement du fait de ses ressources.

- **Un niveau de précarité générant une forte demande locative sociale** : En 2018 plus de 17 300 demandes locatives sociales ont été enregistrées à Montpellier pour moins de 2 100 attributions soit un ratio de 8 demandes pour 1 attribution témoignant de la très forte pression exercée sur le parc locatif social montpellierain.

- **Un parc privé au loyer et au coût d'achat élevé** : Face à la cherté des loyers du parc privé et des prix de l'immobilier, les parcours résidentiels des ménages montpellierains sont contraints.

Fort de ce constat, la Métropole de Montpellier entend poursuivre les efforts entrepris à travers la mise en œuvre d'un **plan d'actions renouvelé, s'organisant autour des 6 grandes orientations stratégiques** suivantes :

1. Soutenir une production diversifiée de logements

L'objectif est de réaliser 5 000 à 5 400 logements par an à l'échelle de la Métropole, afin de répondre aux besoins générés par l'évolution démographique, au nécessaire renouvellement du parc de logement et à la nécessité de détendre le marché. Pour Montpellier, l'objectif est fixé entre 2 500 et 2 700 logements par an, décliné pour chacun des 7 grands quartiers de la Ville. Port Marianne devrait accueillir près d'un tiers des logements programmés d'ici 2024 à travers notamment plusieurs opérations d'aménagement en cours et projetées.

Pour atteindre ces objectifs de production, la Ville et la Métropole de Montpellier continueront à agir sur l'ensemble des leviers relevant de la politique foncière, de l'urbanisme réglementaire et de l'aménagement.

La maîtrise des prix du foncier étant un enjeu majeur, la Ville de Montpellier et la Métropole de Montpellier veilleront à maintenir des prix de référence compatibles avec une production de logements diversifiés, accessibles pour les montpelliérains. Aussi la Ville va continuer à constituer des réserves foncières, notamment en mobilisant l'Etablissement Public Foncier Occitanie avec lequel des conventions ont d'ores et déjà été signées, notamment pour faciliter les opérations d'aménagement Cambacérès, les Grèzes et la Baume.

Conformément au SCoT et à son objectif d'accueillir 60% de l'offre nouvelle de logements dans l'enveloppe urbaine existante et engagée, l'action foncière en renouvellement urbain sera confortée. 200 hectares en secteur diffus ont été identifiés dans le cadre de l'élaboration du PLUi pouvant à terme constituer le support d'opérations de renouvellement urbain pour du logement. Une partie de ce potentiel pourra être mobilisé lors du PLH 2019-2024, permettant la production annuelle estimée de 1 100 logements à travers les opérations en diffus et les zones d'aménagement concertées en renouvellement urbain : Pompignane, Restanque, Hauts de Croix d'Argent, Beausoleil, Croix Lavit, avenue François Delmas et Nouveau Saint Roch.

Au total une trentaine de ZAC ou opérations d'aménagement public sont en cours ou programmées, représentant un potentiel à long terme de plus de 25 000 logements. Pour la période du PLH, 9 000 logements sont programmés dans ces opérations, soit 1 500 logements par an. Les ZAC constituent un levier qui pourra, le cas échéant, permettre des ajustements à la hausse si la production en diffus devait être moins importante dans les années à venir.

2. Développer le logement social et abordable

Une part de 36% de logements locatifs sociaux au sein de la production de logements est fixée sur la période 2019-2024 à Montpellier comme pour les 8 autres communes effectivement desservies par le réseau armature (trains, tramway, TCSP) ou des axes majeurs de transport en commun. Cet objectif se décline différemment dans les 7 grands quartiers de la Ville en fonction du niveau d'équipement en logements sociaux. Ainsi dans le quartier Mosson où les indices de vigilance patrimoniaux et sociaux sont élevés, la part de logements locatifs sociaux fixée parmi l'ensemble des logements autorisés est limitée à un maximum de 20% contre 35% à 42% pour les autres quartiers de la Ville. L'orientation de rééquilibrage de l'offre locative sociale proposée s'inscrit en lien fort avec les actions relevant de la politique de la ville, du projet de renouvellement urbain et des orientations la Conférence Intercommunale du Logement (CIL) adoptées le 29 janvier dernier.

Aussi plusieurs leviers seront actionnés pour favoriser cette production locative sociale parmi lesquels :

- la Servitude de Mixité Sociale (SMS), dont l'adaptation sera proposée dans le cadre de l'élaboration du PLUi ;
- le maintien de valeur de référence fine du prix de Vente de logement en l'Etat Futur

d'Achèvement (VEFA) et de charges foncières afin de prohiber les surenchères constatées qui augmentent les coûts des opérations ;

- la mobilisation du parc de logement existant dans le cadre d'opération d'acquisition-amélioration, permettant ainsi d'accélérer le rattrapage de production de logements sociaux.

Afin de fidéliser les familles et les jeunes ménages aux revenus moyens et intermédiaires dans le cœur de la Métropole et notamment à Montpellier, le PLH 2019-2024 fixe parmi les logements produits une part de 17% de logements en accession abordable dont :

- 6% de logements relevant d'un Prêt Social de Location Accession (PSLA) dont il s'agira de conforter la programmation dans les ZAC ;
- 11% de logements en accession encadrée dont les prix unitaires restent à définir précisément en fonction des typologies de logements ainsi que les conditions d'éligibilité pour les ménages.

Aussi la Ville de Montpellier poursuivra la démarche entreprise à l'occasion de l'appel aux projets expérimentaux concernant la production de logements en accession abordable. Les enseignements tirés des 4 opérations novatrices engagées (dont 3 sur la Ville-centre) devraient conforter et amplifier le volume de ventes de logements « abordables » sur le territoire montpellierain.

Outre la programmation de logements en faveur de l'accession à prix encadré dans les opérations d'aménagement, en diffus, il est envisagé, dans le cadre de l'élaboration du PLUi, de prescrire à travers la SMS une part de logements en accession abordable à la propriété dans toute opération d'une taille à définir.

3. Agir en faveur de l'équilibre territorial

Afin d'assurer la meilleure intégration possible des opérations notamment de logements locatifs sociaux dans les quartiers, le PLH 2019-2024 fixe une part de logements sociaux différenciée selon le niveau d'équipement des 7 grands quartiers de la Ville de Montpellier afin de tenir compte de la fragilité sociale et patrimoniale des secteurs. Au-delà de la programmation différenciée de l'offre nouvelle de logements sociaux et d'insertion selon les quartiers, il s'agira aussi dans le cadre du nouveau PLH de veiller à l'équilibre de l'occupation du parc existant et neuf en mettant en œuvre une politique intercommunale d'attribution et de gestion des demandes de logements sociaux concertée avec l'ensemble des acteurs.

La Conférence Intercommunale du Logement (CIL) de Montpellier Méditerranée Métropole devra notamment définir une répartition territoriale des personnes cumulant des difficultés économiques et sociales afin de maintenir ou retrouver une mixité sociale au sein du parc locatif social notamment s'agissant des 12 quartiers de la politique de la ville de Montpellier et leurs abords.

4. Optimiser l'utilisation de l'espace urbain existant

L'amélioration du parc de logements existant constitue une priorité forte de ce PLH. La Ville de Montpellier avait été à l'initiative des premières opérations d'amélioration de l'habitat privé (OPAH) conduites sur le territoire de la Métropole et de campagne de réhabilitation HLM d'envergure.

Pour les années à venir, les bailleurs sociaux envisagent la réhabilitation de 2700 logements dont 1600 pour ACM Habitat dans le parc social, pour un montant de 53 millions d'euros. Dans le cadre du Nouveau Programme de Renouvellement Urbain (NPRU) du quartier Mosson, quatre opérations de réhabilitation représentant environ 900 logements sont d'ores et déjà engagées. Sur le quartier Mosson, les études en cours pour l'élaboration du projet urbain préfigurent également la démolition d'environ 450 logements sociaux publics à l'horizon 2026 y compris la Tour d'Alembert ayant fait l'objet d'un démarrage anticipé.

Dans le parc privé, le PLH prévoit d'intensifier les actions en faveur de sa rénovation. Aussi

l'opération métropolitaine « Rénover pour un habitat durable et solidaire » prévoit de réhabiliter 1 350 logements d'ici 2023. Plus spécifiquement dans le périmètre Grand Cœur, l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) Courreau, Figuerolles, Nord-Ecusson se poursuivra jusqu'en 2021. S'agissant des copropriétés dégradées, des actions spécifiques ont été engagées et seront développées notamment dans le cadre du Plan national « Initiative Copropriétés » conférant à la Métropole de nouveaux moyens d'intervention grâce à l'aide de l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH).

Enfin les actions liées au traitement des logements indignes et à la lutte contre les marchands de sommeil seront amplifiées.

5. Déployer et adapter l'offre de logements pour les publics spécifiques

L'accès ou le maintien dans le logement des ménages les plus fragiles demeure une nécessité mise en évidence dans le diagnostic du PLH.

Qu'ils s'agissent des étudiants et des jeunes en insertion professionnelle, des personnes âgées, des personnes en situation d'handicap, des ménages démunis, le PLH prévoit la réalisation de programmes de logements dédiés :

Sont ainsi prévus sur la période 2019-2024 :

- 900 nouveaux logements sociaux étudiants dans les communes du cœur de Métropole effectivement desservies par le réseau armature dont près de 500 qui sont d'ores et déjà programmés sur Montpellier au travers de 5 nouvelles résidences locatives sociales ;
- 2 résidences sociales à destination de jeunes dans les quartiers Mosson et Hôpitaux- Facultés ;
- la création de 2 EHPAD dans les quartiers Cévennes et Hôpitaux- Facultés ;
- une douzaine de structures collectives de logements d'insertion dont notamment 4 résidences sociale pour un total de 411 places, 4 pensions de familles pour un total de 100 places, un CHRS et 3 autres structures d'hébergement.

Cette ambitieuse programmation d'offre nouvelle d'insertion complétée de mesures notamment en faveur de l'accompagnement des personnes hébergées s'inscrit pleinement dans le cadre de la mise en œuvre du plan « Logement d'abord » que pilote la Métropole en partenariat étroit avec l'Etat et les acteurs concernés.

Enfin le PLH 2019-2024 verra la réalisation à Montpellier de 2 aires d'accueil permanentes des gens du voyage dont la relocation/rénovation de l'aire de Bionne en application de la feuille de route métropolitaine et du schéma départemental 2018-2024.

6. Faire vivre la politique de l'habitat

Le dispositif de suivi du PLH sera renforcé notamment à travers le dispositif d'observation de l'habitat de la Métropole de Montpellier. L'observatoire de l'habitat sera élargi aux domaines du foncier et du logement étudiant tandis que l'observatoire des copropriétés privées créé à l'initiative de la Ville de Montpellier et administré depuis 2013 par la Métropole, sera pérennisé.

Considérant le projet de PLH 2019-2024 cohérent avec les orientations stratégiques des politiques publiques portées par la Ville qui visent notamment à conforter le développement du cœur urbain de la Métropole tout en préservant et renforçant la qualité de vie, la solidarité et l'équilibre des quartiers, la Ville de Montpellier et les services municipaux seront des partenaires attentifs à la mise en œuvre du Programme Local de l'Habitat 2019- 2024.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de donner un avis favorable au projet de PLH 2019-2024 de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut son représentant à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

M. le Maire

Il s'agit du Programme local de l'habitat 2019-2024. C'est l'avis sur le projet. Le Plan local de l'habitat est proposé par la Métropole et ensuite communiqué aux communes pour avis et au Conseil municipal. Il ne vous a pas échappé que nous sommes une ville qui a une forte dynamique démographique, que la population qui est la nôtre a des revenus très modestes, que le niveau de précarité génère une forte demande locative sociale, que le parc privé a un coût d'achat élevé. Pour répondre à cet état de fait, le PLH de la Métropole vous propose toute une série de mesures, qu'on peut caractériser de la façon suivante. Soutenir une production diversifiée de logements, entre 5 000 et 5 400 logements par an produits. Développer le logement social et abordable : nous portons de 30 à 36 % le taux de logements sociaux et nous rajoutons 6 % de logements abordables, ce qui peut être comptabilisé en ajoutant les deux chiffres, c'est-à-dire 42 %. Nous agissons en faveur de l'équilibre territorial, à condition d'équilibrer la production de logements sociaux à la fois sur la ville et sur les communes de la Métropole. Cela s'évalue environ à 50-50. Nous allons optimiser l'utilisation de l'espace urbain existant et déployer et adapter l'offre de logements pour les publics spécifiques. J'entends par là 900 logements sociaux nouveaux pour les étudiants, 2 résidences sociales à destination de jeunes dans les quartiers Mosson et Facultés, 2 créations d'EHPAD, et une douzaine de structures collectives de logements d'insertion, dont notamment 4 résidences sociales. Ce sont les grands axes de ce Plan, de ce PLH, qui est un PLH approuvé et validé par les maires, à l'unanimité de la Conférence des 31 communes de la Métropole, validé par l'État et validé par l'ensemble du tissu associatif qui travaille dans le champ du logement et de l'insertion, voire l'insertion des plus fragilisés de nos concitoyens. Il est demandé au Conseil municipal d'approuver le Plan local de l'habitat 2019-2024 proposé par la Métropole de Montpellier.

Qui demande la parole ? Monsieur DELAFOSSE, Monsieur COUR, Madame BRISSAUD.
Monsieur DELAFOSSE.

Michaël DELAFOSSE

Merci, Monsieur le Maire. Chers collègues, sur ce document, d'abord, le bilan. Cela fait cinq ans que vous tenez le crayon. Il existait un précédent PLH, dont l'ambition était 40 % de logements abordables. Le chiffre de 28 % seulement a été atteint, soit une différence entre l'objectif et la réalité de 12 points. On peut donc se demander si les objectifs que vous avez donnés seront tenus à la lecture de ce bilan.

Le deuxième aspect, nous le regrettons. Nous avons soulevé en Conseil municipal une idée après l'adoption par l'Assemblée nationale l'année dernière de la loi Elan, qui ramenait l'obligation de logement accessible pour les personnes en situation de handicap à 10 %, alors qu'auparavant, l'obligation était faite pour l'ensemble des logements, à la fois pour les personnes en situation de handicap, mais aidant notre société à relever l'immense défi qui se pose à nous, qui est celui du vieillissement. On aurait pu imaginer, dans le PLH, l'ambition que le Maire du Mans, par exemple, a pris : 100 % des logements qui seront construits seront accessibles.

Le troisième aspect est peut-être le débat le plus sensible. Dans ce PLH : construire, oui. Car il faut loger, naturellement. Mais où et comment ? Si bien sûr, Montpellier possède des zones de projet à travers les zones d'aménagement concerté et que notre groupe soutient, il est indiqué qu'il existe un potentiel dit « dans le diffus ». Alors, pour essayer de quitter le vocabulaire un peu complexe, le diffus est ce que nous observons dans la ville : beaucoup de petites maisons, pavillons, ensembles parcellaires, qui disparaissent parce qu'il y a une urbanisation à la parcelle, parce qu'il y a une très forte spéculation, et on voit ici et là fleurir des immeubles. Ces immeubles sont nombreux. Les chiffres ne sont pas communiqués. Mais on a l'impression que la production de logements est maintenant plus importante dans le diffus qu'en ZAC. Peut-être me démentirez-vous ? Ces immeubles arrivent et on dit que ceux-là loge les gens. Mais cela bouleverse le cadre de vie. C'est davantage de problématiques de stationnement. C'est parfois des écoles qui sont en tension. Si vous voulez, le PLH, c'est une obligation légale. Mais il serait aisé pour nous de pouvoir l'adopter en connaissant le PLUI, qui est réputé en révision depuis quelque temps et dont la date d'adoption n'est pas connue, ou en tout cas de ce que nous avons entendu de vos communications publiques, en 2021-2022. Cela veut dire que dans cet état de fait, de prédation sur le diffus, on voit sortir ces logements collectifs, qui d'ailleurs ne règlent pas les problèmes des logements, puisque vous le savez, souvent, ces parcelles sont acquises à des prix très élevés, surenchérissant le coût du logement et donc rendant très difficile l'accession à la propriété. Si le PLH dit des choses, comment celles-ci se mettent-elles en œuvre si nous n'adoptons pas le Plan local d'urbanisme ? Alors, il faut peut-être du temps. Mais cette révision a été lancée en 2015. L'Assemblée va se prononcer sur le PLH, et probablement le PLUI, de ce que nous avons entendu, encore une fois, en 2021-2022.

Enfin, une proposition. Vous évoquez un certain nombre de secteurs qui peuvent être des territoires de projets. Dont acte. Il y en a un qui pourrait sans doute accueillir davantage de logements, desservis par la ligne 3 du tramway. C'est le projet Ode, qui est en train de changer profondément de nature. D'un projet de réinvestissement urbain, de transformation des surfaces commerciales existantes, pour répondre au défi du commerce contemporain, pour traiter les problèmes hydro, etc., il apparaît de plus en plus comme devenant un Odysseum II, laissant entendre que des surfaces commerciales importantes pourraient s'y déployer, en plus de celles qui sont existantes. Notre proposition est d'ajourner ces projets d'extension et, en lieu et place de ces extensions commerciales, d'y positionner des logements pour être au niveau de la croissance démographique. La position de notre groupe sur ce document sera de s'abstenir. Je vous remercie.

M. le Maire

Merci, Monsieur DELAFOSSE. Qui a demandé la parole ? Monsieur BOUMAAZ. C'est vous qui avez demandé la parole ? Monsieur COUR, pardon. Monsieur COUR, vous avez la parole.

Christophe COUR

On voit que la production de logements sociaux est de plus en plus importante, malgré les subventions pour les terrains, pour les promoteurs ou pour les bailleurs sociaux. En même temps, on s'aperçoit que de plus en plus de Montpelliérains ont des emplois à temps partiel et au SMIC. Concernant la courbe que l'on voit apparaître, c'est effectivement une production de logements sociaux, mais avec de moins en moins de gens qui peuvent se permettre de payer le loyer social et les charges qui vont avec. Cela, vous ne l'expliquez pas dans votre affaire. Donc dans les années à venir, comment allez-vous faire pour qu'effectivement ces logements sociaux aillent véritablement aux gens qui en ont le plus besoin, financièrement parlant ? Merci.

M. le Maire

Madame MIRALLES a demandé la parole.

Patricia MIRALLES

Monsieur le Maire, mes chers collègues, je voudrais juste reprendre quelque chose que vous avez dit, Monsieur DELAFOSSE, sur la loi Elan et sur l'article 18. Je peux vous dire que la loi Elan est une très bonne loi. Avant, il est vrai qu'il était inscrit dans la loi qu'il y avait 100 % de logements adaptables. Moi, je voudrais les voir, ces 100 % de logements adaptables. Pourtant, c'était inscrit dans la loi. Cela n'existait pas. Donc nous avons travaillé sur plusieurs choses : 20 % de logements adaptables et ensuite 80 % de logements évolutifs. Cela veut dire quoi ? Cela veut dire que, si demain, vous avez un accident de vie, si demain, parce qu'on vit de plus en plus longtemps, vous avez une maladie invalidante, cela vous permet de pouvoir rester dans votre logement et de le faire évoluer. Je peux vous dire, parce que je m'en occupe quand même pas mal, qu'on peut tout faire quand on met des choses dans la loi. On peut même contourner la loi si on en a envie. Donc la vigilance nous appartient, elle m'appartient en tant qu'élue à la Ville de Montpellier, parce que je surveille cela de près pour les Montpelliérains, mais aussi sur l'autre mandat que j'ai et que vous connaissez.

Monsieur COUR, excusez-moi, vous avez parlé du logement social. J'ai la chance de siéger dans une CAL [*Commission d'Attribution des Logements*] pour un bailleur social. Ce que je peux vous dire, c'est qu'avec les logements qui sont réservés, DALO [*Droit Au Logement Opposable*], MDES [*Commission de Ménages en Difficulté Economique et Sociale*], avec le PLAI [*Prêt Locatif Aidé d'Intégration*], les loyers sont faibles et les personnes qui obtiennent ces logements sont des personnes qui ont le droit d'avoir ces logements. Donc il faut arrêter d'imaginer qu'aujourd'hui les personnes qui obtiennent des logements sociaux sont des personnes qui ne devraient pas y être. Sinon, elles devront payer un surloyer. Je voulais juste vous donner cette précision. Merci.

M. le Maire

Merci, Madame MIRALLES. Monsieur COUR, attendez. Il n'y a pas de dialogue. Sinon, on ne s'en sort pas.

Intervention hors micro de Christophe COUR.

On ne dit pas que vous dites des mensonges, quand vous parlez. Madame MIRALLES dit ce qu'elle a envie de dire. Elle est élue. Elle prend la parole. Elle s'exprime. Vous devez l'accepter.

Sur trois points qui ont été soulevés par Monsieur DELAFOSSE, le premier concerne la densification à partir des programmes qui se font sur les parcelles et sur les petites villas dans le tissu diffus. Je rappelle que nous contraignons les promoteurs au-delà des programmes de 1 200 mètres carrés de SDP [*Surface De Plancher*], anciennement SHON [*Surface Hors Œuvre Nette*], à la réalisation de 30 % de logements sociaux. Il est bien évident que cette mesure n'est pas encadrée par une loi. C'est un gentlemen's agreement entre les promoteurs et la Ville de Montpellier. Parce que les promoteurs travaillent ailleurs, dans les ZAC, vous l'avez dit, mais ils travaillent aussi sur le tissu diffus. Et sur le tissu diffus, nous les contraignons, nous leur imposons, mais par des mesures acceptées des deux côtés, la construction de 30 % de logements sociaux sur les programmes supérieurs à 1 200 mètres carrés de SDP, de SHON.

Deuxième point. Concernant le PLH et le PLUI, avant de voter le PLUI, le Plan local d'urbanisme intercommunal, il convient de voter le SCOT, le Schéma de cohérence territoriale. Le Schéma de cohérence territoriale sera voté, sera accepté en début d'année 2020 ou en fin d'année 2019, après l'enquête publique. Mais en temps masqué, dès aujourd'hui, nous commençons les réunions de concertation obligatoires pour la réalisation du Plan local d'urbanisme intercommunal, du PLUI. La

première, je la présiderai. Elle se passera à Pérols. On en fait six, dans les six pôles de la Métropole. Le 11 avril, à 18 heures 30, à Pérols. Nous aurons également une autre réunion à Montferrier-sur-Lez, une à Castries, une à Saint-Geniès-des-Mourgues, une à Cournonterral et la dernière, début juillet, à Montpellier. Nous aurons ainsi balayé les six zones de la Métropole de Montpellier. Ce seront des réunions thématiques. Ces réunions seront suivies dans un deuxième temps par une série de 31 réunions, commune par commune, qui s'enchaîneront à la suite, une fois que le Schéma de cohérence territoriale sera voté.

Vous avez également parlé d'Ode. Sur Ode, il faut savoir que l'essentiel du projet Ode est la reconversion des commerces, qui se trouvaient en zone inondable. Une grande partie du quartier Ode a été construite en zone inondable. Il convient donc de procéder à la reconstruction de ces zones commerciales, dans des zones qui ne sont pas inondables, et de laisser libre les terrains pour la perméabilité des sols, une fois que les boîtes à chaussures représentant les magasins seront détruites. C'est refabriquer de la perméabilité pour le pluvial. Donc il y a un certain nombre de zones qui sont interdites à la construction de logements. Sur la partie Est d'Ode, la construction de logements est interdite, parce que nous sommes dans le cône d'atterrissage de l'aéroport. Dans le cône d'atterrissage de l'aéroport, seulement certains bureaux avec des hauteurs très restreintes sont acceptés, mais certainement pas des logements. Donc on peut dire, politiquement, qu'à la place d'Ode, on va faire du logement. Je l'entends. Mais de là à la réalisation véritable, il y a un monde, c'est-à-dire des règles d'urbanisme qu'on ne peut pas transgresser.

Madame BRISSAUD voulait parler. Qui veut parler encore ? Madame BRISSAUD.

Anne BRISSAUD

Monsieur le Maire, chers collègues, puisque mes chiffres ne sont visiblement pas les bons, je vais vous demander de me préciser, de nous préciser plus exactement, les chiffres sur lesquels vous vous basez pour continuer la construction de ces nouveaux logements sociaux. Si j'ai bien compris votre propos, c'est-à-dire la réponse que vous avez donnée à la première question, ce sont vos arrangements avec les promoteurs...

M. le Maire

Pas des arrangements.

Anne BRISSAUD

Pardon : *gentlemen's agreement*. Ce n'est pas un arrangement, un *gentlemen's agreement* ?

M. le Maire

Non. Cela dépend comment vous le dites, Madame BRISSAUD.

Anne BRISSAUD

Je pense que j'ai compris ce que vous avez dit.

M. le Maire

Cela veut dire un contrat de bonne intelligence sur l'organisation de la ville.

Anne BRISSAUD

Donc, c'est un arrangement. C'est la définition d'arrangement.

M. le Maire

Un accord, pas un arrangement.

Anne BRISSAUD

Alors, on va dire un accord.

M. le Maire

Je ne fais pas d'arrangements avec les promoteurs. Vous vous trompez de personne.

Anne BRISSAUD

C'est votre terme, excusez-moi.

M. le Maire

Si j'avais fait un arrangement avec tous les chiens hurlants qui me poursuivent, nuit et jour, si j'avais fait le moindre arrangement, je serais comme cela. Toujours sur la Métropole, mais à Villeneuve-lès-Maguelone.

Anne BRISSAUD

C'est bien de le préciser, je pense, dans cette enceinte. Parce que les termes utilisés en anglais peuvent avoir un sens, qui visiblement n'était pas celui que certains auraient compris. Donc vous avez des accords qui vous poussent à choisir les emplacements des constructions.

M. le Maire

Non.

Anne BRISSAUD

C'est pourtant ce que j'ai compris, quand vous avez exprimé vos positions.

M. le Maire

Madame BRISSAUD, je vais vous donner un rendez-vous. Je vais vous donner un petit cours d'urbanisme gratuit.

Anne BRISSAUD

Je vois que vous adorez me donner des cours. C'est incroyable.

M. le Maire

Je ne vous ferai pas payer, parce que vous diriez encore que j'ai voulu vous soustraire quelques deniers. Donc je ne vous ferai pas payer. Je vous explique, pour que vous partiez, dans votre raisonnement, sur de bonnes bases. Moi, je vous aime bien.

Anne BRISSAUD

J'ai l'impression de comprendre le français, quand même. En écoutant ce que vous dites, j'ai des interrogations qui me semblent légitimes et qu'il faut éclaircir vis-à-vis des Montpelliérains.

M. le Maire

Je ne veux pas que vous vous fourvoyiez. Donc je vais vous éclairer, comme dirait Monsieur YOUSSEUS. Je vais l'éclairer.

Anne BRISSAUD

Je ne suis pas sûre que c'était une très bonne publicité pour Monsieur YOUSSEUS, cette partie de son mandat. La vidéo qui a circulé suite à cela n'était pas terrible.

Intervention hors micro de Rabii YOUSSEUS.

Heureusement que vous êtes là, d'ailleurs. Allons-y. Il n'y avait pas que cela. Je finis ou vous voulez répondre maintenant ?

M. le Maire

Ce n'est pas que je veuille répondre, mais je vais vous indiquer les bases de la discussion que nous avons pour éviter que vous partiez sur de mauvaises pistes. Je ne veux pas que vous vous égariez. Il arrive quelquefois que deux ou trois petites parcelles, contenant chacune une villa, soient vendues et regroupées par un promoteur qui souhaite faire un bâtiment plus important, plus dense, sur ces trois parcelles réunies. Si dans ce cas la surface SDP, surface de plancher, anciennement SHON, excède 1 200 mètres carrés, nous lui imposons par accord, accepté des deux côtés – c'est ce que j'ai dit tout à l'heure –, 30 % de logement social. Cela nous permet d'installer du logement social dans le tissu diffus, dont parlait Monsieur DELAFOSSE tout à l'heure, c'est-à-dire dans le tissu urbain hors des ZAC, hors des nouveaux quartiers. Cela nous permet de créer peu à peu une ville mixte, c'est-à-dire ne pas créer toujours des logements sociaux dans les ZAC et du logement résidentiel et du logement privé hors ZAC. Cela nous permet de répartir sur la surface de la commune la mixité sociale – c'est comme cela qu'on dit.

Anne BRISSAUD

Sur la mixité sociale, on pourrait y revenir, parce que j'ai plutôt l'impression que la ville s'appauvrit énormément. Du coup, on va passer sur des chiffres. C'est une analyse que j'ai faite, à partir de mes chiffres. C'est pour cela que je voudrais vérifier ces chiffres avec vous. On a un revenu moyen aujourd'hui des Montpelliérains qui est de 1 400 euros. Est-ce que je me trompe ? Monsieur LEVITA ? C'est les chiffres que vous avez ou pas ?

M. le Maire

Je n'en peux plus.

Anne BRISSAUD

C'est important d'avoir les bons chiffres. Parlons des choses et partons de bonnes bases. Si on a un revenu moyen de 1 400 euros, que le niveau de vie des Montpelliérains continue à diminuer, je pense qu'on peut dire que la ville s'appauvrit.

Intervention hors micro

Je ne suis pas du tout en campagne européenne, Monsieur.

M. le Maire

Soixante-dix pour cent de la population de l'Hérault peut accéder à un logement social. Je le dis tout le temps. Montpellier n'est pas une ville riche. Ce n'est pas une ville très pauvre. C'est une ville modeste.

Anne BRISSAUD

Donc, on est bien d'accord : 75 % de la population montpelliéraine ou de l'Hérault.

M. le Maire

Soixante-dix pour cent.

Anne BRISSAUD

Soixante-dix pour Montpellier.

M. le Maire

Soixante-dix pour cent pour le département de l'Hérault.

Anne BRISSAUD

Pour Montpellier, on est où ?

M. le Maire

On est à peu près pareil.

Intervention hors micro

Anne BRISSAUD

Soixante-dix ou 76 ? C'est important, quand même, 6 % de la population montpelliéraine. On ne peut pas dire que c'est *peanuts*. Disons 70. Quand on dit 70 % – les chiffres que j'avais, c'était plutôt 75 ou 76 – de la population montpelliéraine est éligible au logement social, ma réponse politique à moi est de dire : attention, on ne va pas continuer à construire des logements sociaux pour essayer d'atteindre les 75 %. C'est impossible, et ce n'est pas une volonté. Pour moi en tout cas, la volonté serait que les gens trouvent du travail et s'enrichissent un petit peu, quand même, au minimum pour arriver à vivre correctement, que leur revenu disponible puisse augmenter. Du coup, le logement est une question à court terme ici. On voit que construire ne prend pas non plus un an ou deux ans. Donc si on veut avoir une vision politique – cela fait quand même un petit moment que vous êtes élu –, quelle est la solution que vous apportez, à part construire de nouveaux logements sociaux sans arrêt ?

M. le Maire

Vous pouvez m'expliquer comment on loge les gens ?

Anne BRISSAUD

Justement. On est dans un débat, qui me semble intéressant. Est-ce qu'on va continuer uniquement à construire des logements sociaux pour enrayer l'appauvrissement de la Ville de Montpellier ?

M. le Maire

Je pensais qu'il était allé trop fort avec vous, mais franchement, je comprends Monsieur LEVITA.

Anne BRISSAUD

Quand on voit que trente-six pour cent des chômeurs montpelliérains sont des chômeurs de longue durée, on peut se demander s'il y a une action politique efficace.

Intervention hors micro.

Anne BRISSAUD

Mais il n'y a pas que les gens qui travaillent qui sont dans les logements sociaux. Ne dites pas n'importe quoi.

M. le Maire

Monsieur DUMONT est atterré. On va passer au vote.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix

exprimées.

Pour : 50 voix

Contre : 0

Abstentions : 8 voix (Françoise BONNET, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Christophe COUR, Michaël DELAFOSSE, Julie FRÊCHE, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE.)

Monsieur Rabii YOUSSEF sort de séance.

3. FONCIER

Acquisition au Conseil Départemental de l'Hérault de la Chapelle des Récollets Rue Proudhon

Par acte du 20 septembre 2013, la Ville de Montpellier a acquis auprès du Conseil Départemental de l'Hérault le site des anciennes archives départementales situées à l'angle de l'avenue de Castelnaud et de la rue Proudhon, au prix de 5,1 M € TTC.

Le Conseil Départemental est resté propriétaire de la Chapelle des Récollets, cadastrée CD 791, située rue Proudhon, située initialement sur la même unité foncière. La chapelle, désacralisée, comporte de 850 m² de bâti datant du 17^{ème} siècle et est inscrite sur la liste des monuments historiques depuis le 14 avril 2011.

La Ville de Montpellier a fait connaître au Conseil Départemental son intérêt pour cet édifice, souhaitant compléter de façon cohérente la propriété municipale sur ce site et répondre aux besoins d'aménagement de locaux à vocation associative et/ou culturelle.

Les services de France Domaines ont émis un avis le 23 novembre 2018 portant l'évaluation du bien à l'euro symbolique, eu égard à l'importance des travaux de rénovation à engager pour la remise en état de la chapelle.

Dans le cadre des négociations entre la Ville et le Département, il a néanmoins été décidé de prendre en charge une partie des travaux d'entretien et de maintenance réalisés par le Département sur la chapelle depuis les dernières années, en particulier depuis l'acquisition du reliquat du site par la Ville et de l'inutilité du bâtiment corrélative pour l'usage des services du Département.

Ainsi, il est proposé d'accepter un prix de vente à hauteur de 50 000 euros nets (cinquante mille euros nets), au regard des factures présentées par le Département pour l'entretien du bâtiment.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver l'acquisition auprès du Conseil Départemental de l'Hérault de la parcelle cadastrée CD n°791, sise rue Proudhon à Montpellier, d'une surface de 922 m² supportant la Chapelle des Récollets, au prix de 50 000 € nets acquéreur (cinquante mille euros nets), hors frais d'acte ;
- de demander à un office notarial à déterminer avec le vendeur de rédiger l'acte authentique constatant la vente aux frais de la Ville de Montpellier ;
- de dire que la dépense afférente à cette acquisition sera prélevée sur le budget de la Ville de Montpellier, chapitre 905 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

M. le Maire

Il s'agit de l'acquisition au Conseil départemental de l'Hérault de la Chapelle des Récollets, rue Proudhon. Je rappelle l'histoire. C'est la chapelle qui appartenait au couvent des Récollets. On a présenté les fouilles, exactement, sur les cimetières, et on a retrouvé la plaque de fondation. À l'époque, Gérard SAUMADE avait créé, à la place du couvent des Récollets, les archives départementales de l'Hérault, et avait gardé la chapelle parce qu'elle était belle dans son architecture et qu'elle était utilisée comme réserve pour les documents anciens. Il se trouve qu'aujourd'hui, vous connaissez l'état des archives départementales. Nous les avons achetées avec la Ville. Elles sont squattées, inutilisables à cette heure. Il restait la chapelle qui appartenait toujours au Conseil départemental de l'Hérault. J'ai proposé à mon ami Kléber MESQUIDA de racheter la Chapelle des Récollets. Et je le remercie sincèrement de nous l'avoir vendue au prix de 50 000 euros. C'est une chapelle que j'avais fait classer en son temps, lorsque j'étais conseiller départemental, puisqu'elle se situe sur le canton 3. Elle sera utile et ouverte au quartier des Beaux-Arts et au service culture de la Ville. Ce sera un nouveau lieu de culture, à la fois pour le quartier, mais aussi pour le service culture de la Ville, pour les expositions des artistes, des plasticiens et à l'usage des habitants. C'est une très belle chapelle, qui est plus modeste que la chapelle Sainte-Anne, que le carré Sainte-Anne, en termes de dimension, mais qui a un très beau plafond peint, avec des anges, un peu comme la chapelle Sixtine.

Intervention hors micro

Qu'est-ce qu'il y a ? Vous ne voyez pas les anges ? C'est assez normal. Donc il y a des anges sur la voûte, qu'il conviendra de restaurer, parce qu'ils ont un peu subi les outrages du temps. Mais une fois restauré, ce sera un lieu magnifique. Il était bien que nous puissions l'obtenir. Je remercie encore une fois le Président du Conseil départemental.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0

Abstention : 0

4. Théâtre de la Vista - La Chapelle Embellissement des façades Demande d'autorisation d'urbanisme

Dans le cadre de sa politique culturelle, la Ville de Montpellier a procédé à la réhabilitation de la chapelle de la résurrection désormais dénommée Théâtre de la Vista – La Chapelle, dans la cité Gély sise, 170 rue Joachim du Bellay 34070 Montpellier, par l'aménagement d'une salle de spectacle à vocation théâtrale, dédiée notamment à l'association « La Vista ».

Afin de poursuivre cette rénovation, des travaux d'embellissement des façades sont envisagés. Une mise en peinture ainsi qu'un marquage signalétique pour le théâtre seront réalisés.

Ces travaux nécessitent le dépôt d'une déclaration préalable auprès des services compétents. Ils seront exécutés par les entreprises adjudicataires, pour un montant de 80 000 € TTC.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la réalisation des travaux d'embellissement des façades du Théâtre de la Vista – La Chapelle ;
- d'autoriser le dépôt d'une déclaration préalable auprès des services compétents ;
- de dire que la dépense est inscrite au budget 2019 de la Ville, section investissement, chapitre 903 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut son représentant, à signer tous documents relatifs à cette affaire et notamment les autorisations d'urbanisme.

M. le Maire

Je vais donner la parole sur la Vista à Isabelle MARSALA, qui va nous rappeler où nous en sommes sur l'installation, sur l'inauguration et sur l'aménagement. Isabelle MARSALA, adjointe à la Culture.

Isabelle MARSALA

Merci, Monsieur le Maire. Beaucoup de raisons de bonheur sur ce projet. Donc c'est vraiment un plaisir d'en parler. À l'heure d'aujourd'hui, le 4 mars, les clés de la Chapelle ont été remises à l'association la Vista, afin qu'ils s'installent et préparent la saison à venir. Le 29 mars, nous inaugurerons la nouvelle saison de la Vista – La Chapelle. Nous sommes ravis pour des raisons très diverses et variées. D'abord, rouvrir un théâtre n'est pas donné à tous les mandats, n'est pas donné à tout le monde. C'est un moment quand même formidable. C'est un outil qui va rester, qui appartient à la Ville. Donc on est vraiment dans un grand plaisir. C'est aussi un plaisir de rouvrir La Chapelle, qui a été un haut lieu au niveau de Figuerolles sur des activités créatrices et culturelles, qui était fermée depuis quelque temps par le fait que l'association qui gère ce lieu avait choisi d'arrêter ses activités et que nous attendions, que vous attendiez l'opportunité de trouver le projet qui correspondrait parfaitement à ce lieu. C'est ce qui a été fait au moment où il s'est trouvé que le Théâtre de la Vista allait se retrouver sans lieu dédié. Effectivement, on avait été interpellés par la Vista un petit peu en amont. Le lieu qu'ils avaient à la Friche à Mimi était un lieu qui n'était pas pérenne. La commission de sécurité avait annoncé déjà l'année précédente qu'il n'y aurait pas d'autres agréments pour ce lieu, devenant trop vétuste et trop dangereux pour l'accueil du public. Donc nous nous en étions inquiétés. Petit à petit, les choses faisant leur chemin, il s'est trouvé que La Chapelle pouvait réellement correspondre à un théâtre ciblé jeune public. Donc il a fallu le temps, il a fallu presque 800 000 euros de travaux pour remettre cela en état, avoir un projet absolument cohérent sur du théâtre et du théâtre ciblé jeune public, sur une médiation aussi avec le quartier de Figuerolles, parce qu'il faut travailler avec les habitants, avec les écoles et avec toute la scène artistique. Tout ce travail a été fait. Nous sommes prêts. La Vista est prête à prendre ses marques. Le théâtre est prêt à redémarrer. Donc on aura l'extrême honneur de l'inaugurer le 29 mars.

M. le Maire

Merci, Madame MARSALA. Le 29 mars, par un spectacle dédié aux enfants et ouvert au quartier. Nous allons, par cette délibération, en reconfigurer les façades pour une valeur de 80 000 euros, avec un nouveau design, pour permettre à la Chapelle d'avoir tout l'éclat qu'elle mérite dans la cité Gély.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 56 voix

Contre : 0

Abstention : 1 voix (Djamel BOUMAAZ.)

Monsieur Gérard LANNELONGUE sort de séance.

5. Modification n°13 du Plan local d'urbanisme (PLU) de la Ville de Montpellier

Avis simple sur le projet de modification

La maîtrise de développement de la Ville de Montpellier et les projets urbains qu'elle implique en matière d'urbanisme rendent les adaptations du Plan local d'urbanisme (PLU) fréquentes et nécessaires. C'est dans ce contexte, conformément aux dispositions du Code de l'urbanisme, que Montpellier Méditerranée Métropole a pris l'initiative d'engager le projet de modification n°13 de son PLU.

Conformément à la charte de gouvernance du PLU, adoptée par le Conseil de Métropole le 22 juillet 2015 et régissant les modalités de collaboration entre la Métropole et les communes sur la compétence PLU, le Conseil Municipal doit émettre un avis sur le projet de modification.

Les 16 points proposés portent sur des modifications de fond et de forme suivantes :

1) Modifications de fond

Modification n°1 : CENTRE – avenue Mermoz – rue des Pradiers : création d'un secteur de zone 2U1-20w et suppression de l'indice de hauteur « f » sur le centre commercial Parc à ballons afin de permettre le renouvellement urbain d'un secteur directement desservi par le tramway.

Modification n°2 : CENTRE - avenue Clemenceau : suppression de l'indice de hauteur « c » de part et d'autre de l'avenue Clemenceau entre la place du 8 mai 1945 et la rue Balard afin de permettre la constitution d'un front urbain cohérent et homogène.

Modification n°3 : CENTRE - boulevard de Strasbourg – ancien terrain GrdF : création de l'emplacement réservé C260 afin de réaliser un maillage déplacements modes actifs entre la rue du Cimetière des protestants et le boulevard de Strasbourg.

Modification n°4 : CENTRE – Ilot Vernière : création d'un secteur de zone 1U2-8w sur la place du 11 novembre 1918 afin de favoriser le renouvellement urbain du secteur à proximité immédiate du Corum (règles d'implantation et de hauteur spécifiques).

Modification n°5 : CENTRE – Les Aubes - avenue François Delmas : création d'un secteur de zone 1AU-7 et d'une orientation d'aménagement et de programmation « secteur François Delmas nord » afin de prendre en compte le projet de ZAC.

Modification n°6 : PRES D'ARENES - ZAC de la Restanque : extension du secteur 2U1-15w sur la ZAC, extension du secteur 4U1-3c, évolution de la règle de hauteur dans le secteur de zone 2U1-15 et suppression de l'indice de hauteur « c », création d'une orientation d'aménagement et de programmation « quartier de la Restanque », suppression des emplacements réservés C114, C117 et C118, modification des emplacements réservés C112, C113, C115, afin de poursuivre et d'accompagner les mutations engagées dans la ZAC.

Modification n°7 : PRES D'ARENES – Rue de Saint Hilaire : extension ponctuelle du secteur de zone 2U1-1cw afin de poursuivre le renouvellement urbain au sein d'un tissu urbain constitué et directement desservi par le tramway.

Modification n°8 : MOSSON – Avenue de Barcelone – rue de Tipasa : création d'un secteur de zone 3U1-9fw afin de permettre l'évolution du tissu constitué (règles d'implantation et d'espaces libres spécifiques).

Modification n°9 : PORT MARIANNE - ZAC Hippocrate : augmentation ponctuelle de la hauteur maximale des constructions (de 13m à 21m) sur deux lots de la ZAC situés en bordure de l'avenue Nina Simone pour prendre en compte les évolutions du programme de la ZAC

Modification n°10 : PORT MARIANNE – rue de la Cavallade : création d'éléments à protéger, à conserver ou mettre en valeur au titre de l'article L.123-1-5 III 2° (nouveaux articles L.151-19 et L.151-23) du code de l'urbanisme afin de permettre la préservation d'arbres remarquables.

Modification n°11 : HOPITAUX-FACULTES – route de Mende – place Bob Marley : création d'un secteur de zone 2U1-21w et suppression de l'indice de hauteur « b » afin de permettre le renouvellement urbain d'un secteur situé le long de la future ligne 5 du tramway (règle de hauteur spécifique).

Modification n°12 : HOPITAUX-FACULTES – route de Mende – rue Arthur Young : suppression de l'emplacement réservé C2 entre la rue Arthur Young et le giratoire de Montferrier, cette réserve n'étant plus nécessaire compte tenu du tracé validé de la ligne 5 du tramway.

Modification n°13 : HOPITAUX-FACULTES - rue des Bruses – rue Maurice Chauvet : extension du secteur 2U1-1bw afin d'harmoniser les hauteurs autorisées sur le secteur.

2) Modification de forme

Modification n°14 : REGLEMENT – Articles 12 : adaptation des dispositions relatives au stationnement afin de clarifier les exigences en matière d'application du droit des sols.

Modification n°15 : REGLEMENT – Zone 4U1 : correction d'une erreur matérielle à l'article 2.

Modification n°16 : REGLEMENT – Zones 1AU, 2AU, 3AU, 7AU, 8AU et 10AU : correction d'un oubli matériel de rédaction à l'article 3.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'émettre un avis favorable sur le projet de modification n°13 du PLU, tel qu'annexé à la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, son représentant, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix

exprimées.

Pour : 49 voix

Contre : 0

Abstentions : 7 voix (Françoise BONNET, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Michaël DELAFOSSE, Julie FRÊCHE, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE.)

6. Modification n°13 du Plan local d'urbanisme (PLU) de la Ville de Montpellier Avis au titre de l'article L.153-39 du code de l'urbanisme

Conformément à l'article L.153-39 du code de l'urbanisme, dans le cadre de la modification n°13 de son PLU, la Ville de Montpellier est appelée à se prononcer sur les modifications ayant pour objet ou pour effet de modifier les règles d'urbanisme applicables à l'intérieur des périmètres de zone d'aménagement concerté (ZAC) créées à son initiative.

Trois points de modification concernent spécifiquement les ZAC Restanque, Hippocrate, Coteau, Ovalie, Port Marianne - Jacques Cœur et Port Marianne – Jardins de la Lironde.

S'agissant de la ZAC de la Restanque (point de modification n°6), le projet de modification vise à étendre le secteur 2U1-15w sur la ZAC, étendre le secteur 4U1-3c, faire évoluer la règle de hauteur dans le secteur de zone 2U1-15, créer une orientation d'aménagement et de programmation « quartier de la Restanque », supprimer les emplacements réservés C114, C117 et C118, modifier les emplacements réservés C112, C113, C115, afin de poursuivre et d'accompagner les mutations engagées dans la ZAC.

S'agissant de la ZAC Hippocrate (point de modification n°9), le projet de modification vise à augmenter ponctuellement la hauteur maximale des constructions (de 13m à 21m) sur deux lots de la ZAC situés en bordure de l'avenue Nina Simone pour prendre en compte les évolutions du programme de la ZAC.

S'agissant des ZAC Coteau, Ovalie, Port Marianne - Jacques Cœur et Port Marianne – Jardins de la Lironde (point de modification n°16), le projet de modification vise à corriger un oubli matériel dans la rédaction de l'article 3 du règlement des zones 7AU, 8AU et 10AU.

Ces évolutions projetées par la modification n°13 du PLU répondent aux objectifs d'aménagement poursuivis par la Ville de Montpellier.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'émettre un avis favorable au projet de modification n°13 du PLU, conformément aux dispositions de l'article L.153-39 du code de l'urbanisme, concernant les évolutions du Plan local d'urbanisme relatives aux ZAC créées à l'initiative de la Ville de Montpellier ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut, l'Adjoint délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 49 voix

Contre : 0

Abstentions : 7 voix (Françoise BONNET, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Michaël DELAFOSSE, Julie FRÊCHE, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE.)

Madame Dominique MARTIN-PRIVAT sort de séance.

**7. Périmètre de sauvegarde du commerce et de l'artisanat de proximité
Préemption du droit au bail 1 rue Maréchal et rue Aristide Ollivier
Lancement de la procédure de rétrocession et approbation du cahier des charges**

La dynamisation du commerce et de l'artisanat du centre-ville est un des objectifs prioritaires de l'opération « Montpellier Grand Cœur » lancée en 2003 par la Ville de Montpellier, pour agir, de manière globale, sur tout ce qui contribue à améliorer la qualité du centre ancien pour ceux qui y vivent, le fréquentent et y consomment.

La Ville, dans le cadre de la loi du 2 août 2005, de son décret d'application n°2007-1827 du 26 décembre 2007 et de la loi de modernisation de l'économie du 4 août 2008, a décidé par délibération du Conseil municipal du 26 juillet 2010 de définir un périmètre de sauvegarde du commerce et de l'artisanat de proximité et d'y instaurer un droit de préemption sur les cessions de fonds artisanaux, de fonds de commerces et baux commerciaux.

L'objectif de la Ville est se donner les moyens d'intervenir sur les secteurs confrontés à un risque patent de disparition de certaines offres, de manque de diversité ou de manque de qualité.

11 secteurs sont inscrits depuis 2010 dans ce périmètre :

- Rue de la République et rue d'Alger ;
- Halles Laissac – faubourg de la Saunerie – Boulevard Clemenceau ;
- Boulevard de l'Observatoire – boulevard du Jeu de Paume et boulevard Ledru-Rollin ;
- Rue Faubourg du Courreau ;
- Rue Saint Guilhem ;
- Rue de Verdun – rue Boussairolles – rue du Clos René – rue Aristide Ollivier ;
- Rue de la Méditerranée – rue du Pont de Lattes – Place Carnot ;
- Cours Gambetta – Plan Cabanes Ouest – rue Adam de Craponne ;
- Place Roger Salengro – rue du Faubourg Figuerolles ;
- Boulevard Louis Pasteur – Boulevard Louis Blanc – place Albert 1^{er} – rue de l'Université ;
- Rue de l'Aiguillerie – place Notre Dame – rue du Pila St Gély.

Par délibération du 29 septembre 2015, ce premier périmètre a été étendu à la rue Maguelone, à la Grand'rue Jean Moulin (partie sud-ouest), au boulevard Victor Hugo ainsi qu'à quelques parcelles en compléments des 11 secteurs initiaux.

Par délibération du 26 juin 2018 le périmètre de sauvegarde du commerce et de l'artisanat de proximité a été étendu à l'avenue Georges Clemenceau.

L'ancien titulaire du droit au bail commercial situé 1 rue Maréchal où il y exerçait l'activité de coutures / retouches, avait reçu une proposition d'acquisition au prix de 35 000 € dans le but d'implanter une activité de vente d'articles de loisirs et bazar. Une déclaration de cession en date du 19 octobre 2016 avait été déposée à la Mairie.

L'activité du repreneur du droit au bail, sans lien avec la destination commerciale de la rue, n'apparaissait pas souhaitable. Dans le cadre du périmètre de sauvegarde du commerce et de l'artisanat de proximité mis en place, la Ville, par décision du 15 décembre 2016, a donc décidé d'exercer le droit de préemption sur la cession de ce droit au bail et de saisir le Juge de l'expropriation afin de fixation du prix de cession.

Le Juge de l'expropriation, par jugement du 24 mai 2017, a fixé le prix du droit au bail à 25.000 €.

La Ville avait par ailleurs acquis les murs de ce bien, avant l'exercice de la préemption sur le droit au bail, le 28 décembre 2017. Le bien a été cédé à la Société d'aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) conformément aux objectifs de la concession d'aménagement « Nouveau Grand Cœur 2013-2020 ».

Conformément aux articles L 214-1 à L 214-3, et R 214-11 à R 214-16 du Code de l'urbanisme, la Ville entend désormais procéder à la rétrocession du droit au bail, dans l'objectif de maintenir une activité artisanale ou artistique et sauvegarder la destination commerciale de la rue Maréchal.

La procédure de rétrocession est fixée par les articles R. 214-11 à R. 214-17 du Code de l'urbanisme. En synthèse, les dispositions réglementaires prévoient :

- une délibération du Conseil municipal en vue de lancer la procédure et de valider le cahier des charges de cession,
- un affichage en mairie pendant 15 jours,
- une délibération du Conseil municipal de clôture optant sur le choix de l'acquéreur retenu indiquant les conditions de la cession et les raisons du choix du cessionnaire.

La procédure est conditionnée à l'accord exprès et écrit du bailleur sur le résultat de la consultation, cette condition devant être mentionnée dans l'avis de publicité, étant précisé qu'en cas de changement d'activité, ce dernier peut souhaiter conclure un nouveau bail avec éventuellement une modification du montant du loyer.

Le cahier des charges annexé à la présente délibération a pour objectif de fixer les conditions de rétrocession afin de garantir le respect des objectifs définis. Conformément à l'article R. 214-11 du Code de l'urbanisme instauré par le décret d'application n°2007-1827 du 26 décembre 2007, ce cahier des charges servira de support à l'appel à candidature pour la rétrocession du fonds de commerce.

La date de remise des candidatures proposée est le 30 avril 2019 à 16 heures.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de lancer la procédure de rétrocession du droit au bail du local situé 1 rue Maréchal, conformément aux articles R. 214-11 à R. 214-17 du Code de l'urbanisme ;
- d'approuver le cahier des charges de rétrocession joint en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut son représentant, à signer tout acte ou document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 53 voix

Contre : 0

Abstention : 1 voix (Djamel BOUMAAZ.)

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Philippe SAUREL.)

8. Quartier Centre Historique Mise en vente d'un immeuble situé 7 boulevard Pasteur Parcelle cadastrée BZ n° 307

La Ville est propriétaire d'un immeuble en copropriété cadastré BZ n°307, situé 7 boulevard Pasteur et classé en zone 1U1-1w du plan local d'urbanisme.

D'une surface utile de 131 m², cet immeuble en R+3, anciennement occupé par une association, est libre de toute occupation et dispose d'une entrée individuelle.

La Ville de Montpellier n'ayant pas l'utilité de ce bien, il est proposé, dans le cadre de la gestion du patrimoine communal, de le vendre en vue de permettre au futur acquéreur de mener une opération de réhabilitation du bâti. Cette cession immobilière vise a priori une vocation résidentielle et éventuellement une fonction commerciale ou artisanale en rez-de-chaussée.

La vente de ce bien, de gré à gré et après mise en concurrence, est évalué au prix plancher de 175 000 €, vu l'estimation des services fiscaux en date du 16 novembre 2018.

Sont envisagées les modalités de ventes suivantes :

- insertion d'un avis de publicité relatif à la mise en vente dans la presse locale et sur des sites internet spécialisés ;
- transmission d'un courrier d'information sur la mise en vente à la chambre régionale des notaires ;
- remise d'un cahier des charges de cession aux demandeurs intéressés en vue d'une acquisition en vue de la réhabilitation du bâti ancien et du maintien de la fonction résidentielle, avec possibilité de création d'une activité commerciale ou artisanale.

Un partage des propositions d'achat est proposé sur la base de critères pondérés suivants :

- qualité du projet architectural dans le respect des prescriptions du PLU et des règles d'urbanisme (60%) ;
- prix de vente proposé (30%) ;
- garanties bancaires apportées (10%).

Un compromis de vente sera signé avec le candidat sélectionné, notamment sous condition suspensive de l'octroi d'une autorisation d'urbanisme et d'obtention du financement.

La commission consultative des cessions immobilières établira un classement et sélectionnera un acquéreur au regard des critères de sélection définis. Le Conseil municipal délibèrera par suite pour le choix de l'acquéreur final.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de décider de la mise en vente de l'immeuble de la Ville de Montpellier situé 7 boulevard Pasteur dans la copropriété « immeuble 7, 9, 11 boulevard Pasteur » ;
- d'autoriser le lancement de la consultation en vue de sa mise en vente dans les conditions décrites précédemment ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut son représentant à signer tout acte ou document relatif à cette affaire.

M. le Maire

Je profite d'être dans le secteur du boulevard Pasteur pour réaffirmer une nouvelle fois que, Madame MARSALA, ce n'est pas un théâtre que nous allons rouvrir, mais deux, avec le Théâtre du Hangar, qui sera ouvert avant la fin de l'année. Je profite toujours d'être dans le secteur du boulevard Pasteur, de Bouisson Bertrand, pour dire que la rue du Docteur Roux, qui a soulevé la chronique pendant de nombreuses années, a finalement été reconnue comme un bien vacant sans maître par l'État, et qu'à ce titre, la Métropole de Montpellier a pu l'acquérir, au titre de l'espace public et de la voirie, et qu'ainsi, avec l'accord de l'unanimité des habitants de la rue, nous allons refaire l'eau et l'assainissement, comme ils l'ont demandé pendant quinze ans.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 54 voix

Contre : 0

Abstention : 1 voix (Djamel BOUMAAZ.)

9. Quartier Malbosc - École Marguerite YOURCENAR : Régularisation foncière de la parcelle TL 451

Sur le secteur de l'école Marguerite YOURCENAR, il est apparu que la parcelle cadastrée TL 451, d'une superficie de 230 m², située avenue Aglaé Adanson à Montpellier, était la propriété d'ACM Habitat.

Cette parcelle, aujourd'hui matériellement intégrée aux aménagements de la collectivité, donne accès au plateau sportif de Malbosc et longe l'école Marguerite YOURCENAR.

Par courrier, la Ville de Montpellier a sollicité auprès d'ACM Habitat l'acquisition à l'euro symbolique de cette parcelle pour régulariser cette situation de fait.

Le bureau d'ACM Habitat a délibéré en ce sens lors de sa séance du 13 septembre 2018.

La rédaction de l'acte sera confiée à Maître André BONNARY de l'Etude Notariale Lexnot située à Montpellier.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'acquérir à l'euro symbolique, hors frais d'acte, la parcelle cadastrée TL 451, d'une superficie de 230 m², située avenue Aglaé Adanson auprès d'ACM Habitat ;
- de dire que les dépenses relatives à cette acquisition seront imputées au budget de la Ville, chapitre 905 ;

- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut son représentant, à signer l'acte d'acquisition ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 45 voix

Contre : 0

Abstention : 1 voix (Djamel BOUMAAZ.)

Ne prennent pas part au vote : 9 voix (Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Abdi EL KANDOSSI, Chantal LEVY-RAMEAU, Patricia MIRALLES, Philippe SAUREL.)

10. Quartier Port Marianne - Secteur La Baume Rachat des parcelles cadastrées SA n°8 et SA n°10 à l'Etablissement Public Foncier d'Occitanie

Situé en bordure de l'avenue Raymond Dugrand, axe majeur du développement du quartier Port Marianne, le secteur de la Baume (6 ha), occupé par un habitat peu dense et des activités commerciales, forme un ensemble hétérogène et sans grande valeur architecturale. Ce site, au potentiel important, mérite une requalification urbaine en continuité des nouveaux quartiers existants environnants.

Ce secteur est intégré à la Zone d'Aménagement Différé multi-sites "Avenue de la Mer" créée le 8 mars 2007.

Une étude urbaine a, depuis, été réalisée, définissant les orientations d'aménagement à mettre en œuvre dans ce secteur. Le 24 avril 2008, la Ville a instauré un périmètre d'étude au sens de l'article L 424-1 du Code de l'urbanisme, en prenant en considération le projet d'aménagement du secteur et délimitant les terrains affectés par ce projet. Ce périmètre d'études est destiné à ne pas compromettre la faisabilité de l'opération d'aménagement future.

Afin de s'assurer la maîtrise foncière de ce secteur, parallèlement à l'élaboration du projet, la Ville a sollicité l'intervention de l'Etablissement Public Foncier de Languedoc-Roussillon, devenu l'EPF Occitanie, le 2 juillet 2010.

Une convention opérationnelle d'une durée de 8 ans a été signée avec l'EPF pour assurer le portage des acquisitions foncières nécessaires à l'opération pour un montant de 2 000 000 €.

La convention est entrée en vigueur après contrôle de légalité de la préfecture le 4 mars 2011.

L'EPF a réalisé deux acquisitions foncières, soit les parcelles SA8 et SA10 pour un prix d'acquisition de 1 000 000 €, hors frais annexe, notamment de géomètre, notaire, frais de démolition et hors indexation conventionnelle portant le rachat à hauteur d'environ 1 367 419, 62 €, dont le montant précisé à l'euro prêt au jour de l'acte, prorata temporis.

La convention arrivant à son terme en mars 2019, il convient de racheter les biens acquis par l'EPF Occitanie.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de procéder au rachat des biens acquis par l'EPF Occitanie, aux conditions définies dans la convention opérationnelle en date du 4 mars 2011, pour un prix total d'environ 1 367 419, 62 €, hors frais de notaire, prix qui sera réajusté à la marge, notamment en fonction du prorata des impôts fonciers en 2018 et des charges réelles de démolition ;
- de dire que la régularisation de la vente interviendra par acte authentique, à la charge de l'office notarial SCP Violla Dossa à Montpellier, en vue de procéder à la régularisation de l'acte de vente ;
- de dire que la dépense afférente à cette acquisition sera prélevée sur le budget de la Ville de Montpellier, chapitre 905 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 51 voix

Contre : 0

Abstention : 1 voix (Djamel BOUMAAZ.)

Ne prennent pas part au vote : 3 voix (Perla DANAN, Stéphanie JANNIN, Chantal MARION.)

11. DROIT DE PREEMPTION

Préemption de la propriété de la SCI TOULOUSE TC

909 avenue de Toulouse

Convention Ville / ACM Habitat

Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole

Par délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 le droit de préemption urbain a été instauré sur le territoire communal.

Une déclaration d'intention d'aliéner a été notifiée à la Ville le 24 octobre 2018 par Maître Justine BOUAT, notaire à NIMES, concernant la vente d'un immeuble de bureaux, propriété de la SCI TOULOUSE TC, situé 909 avenue de Toulouse, cadastré section EO 388, pour un montant de 1.500.000 € en ce compris 75.000 € d'honoraires de négociation.

La Ville a été sollicitée par ACM Habitat en vue d'exercer le droit de préemption sur cette vente. ACM Habitat envisage d'y réaliser un projet immobilier de création de logements à dominante sociale, et, accessoirement, le cas échéant, d'y créer des bureaux pour les services administratifs de l'office.

Le prix de vente de cet ensemble immobilier, conforme au marché constaté, son bon état d'entretien et les baux en cours générateurs de loyers créent une opportunité pour la Ville et ACM Habitat de développer une offre sociale.

La Ville a exercé le droit de préemption par décision du 4 février 2019 au prix de 1.500.000€ en ce compris 75.000 € d'honoraires de négociation, proposé dans la déclaration d'intention d'aliéner et conforme à l'évaluation de France Domaine du 9 janvier 2019.

Sur le fondement des dispositions des articles L 213-14 et R 213-12 du Code de l'urbanisme, un acte authentique devra intervenir dans les trois mois suivant la décision de préemption, le 4 mai

2019 et le prix payé avant le 4 juin 2019.

Une convention est nécessaire afin de régler les conditions du financement de l'acquisition par ACM Habitat, permettant à ACM Habitat d'intervenir en qualité de tiers payeur à l'acte d'acquisition initial par la Ville puis de se porte acquéreur final sans découvert de trésorerie pour la Ville.

La rédaction des actes authentiques sera confiée à Maître Justine BOUAT, qui a déposé la déclaration d'intention d'aliéner, en participation avec Maître André BONNARY, notaire à Montpellier, désigné par ACM Habitat.

L'ensemble des frais relatifs à cette affaire seront pris en charge par ACM Habitat.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'adopter la convention entre la Ville et ACM Habitat prévoyant l'acquisition de l'ensemble immobilier propriété de la SCI TOULOUSE TC, situé 909 avenue de Toulouse, cadastré EO 388, pour un montant de 1.500.000 € en ce compris 75.000 € d'honoraires de négociation plus les frais d'acte, en qualité de tiers-payeur à l'acte de vente entre la Ville et la SCI TOULOUSE TC ;
- d'accepter dans un second temps la cession à l'euro symbolique de ce bien au profit d'ACM Habitat, opérant compensation entre le prix payé par ACM Habitat en qualité de tiers-payeur à l'acquisition par la Ville et le prix de vente à ACM Habitat par la Ville ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut son représentant, à signer l'ensemble des actes et documents nécessaires à l'exécution de cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 45 voix

Contre : 0

Abstention : 1 voix (Djamel BOUMAAZ.)

Ne prennent pas part au vote : 9 voix (Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Abdi EL KANDOUSSI, Chantal LEVY-RAMEAU, Patricia MIRALLES, Philippe SAUREL.)

Madame Clare HART entre en séance.

**12. Concession d'aménagement Ville/SERM Quartier Port Marianne - Parc Marianne et sa future extension, avenue de la Mer, plaine du Mas de Carbonnier - Convention de transfert de maîtrise d'ouvrage de Montpellier Méditerranée Métropole à la Commune de Montpellier -
Autorisation de signature**

Dans le cadre du projet urbain Port Marianne à Montpellier, le Conseil municipal a approuvé en juillet 2005 la signature avec la Société d'Aménagement de la Région de Montpellier (SERM) d'une convention publique d'aménagement dénommée « Quartier Port Marianne – Parc Marianne et sa future extension, avenue de la Mer, plaine du Mas de Carbonnier », devenue depuis concession d'aménagement, en vue de l'aménagement d'un territoire d'une superficie d'environ 40 hectares, étendue en 2011 puis 2018 jusqu'à 51 hectares, pour y réaliser plusieurs secteurs à vocation

principale d'habitation, en mixité avec des activités de commerce, de services et de bureaux, ainsi que des équipements publics.

Les objectifs principaux retenus pour ce projet sont les suivants :

- réaliser la première ZAC de 7 ha, située entre l'avenue du Mondial 98 et le parc Georges Charpak (environ 1 000 logements, bureaux, commerces et services) ;
- poursuivre l'urbanisation par l'aménagement d'une zone d'environ 6 ha au sud du parc (environ 800 logements, commerces et services) ;
- aménager une zone de 8 ha environ, située entre l'avenue Nina Simone, la rue du Mas Rouge et l'autoroute A9 (devenue A709), dans le secteur de la plaine du Mas de Carbonnier (environ 500 logements) ;
- requalifier une zone de 4 ha environ située en bordure de la place Ernest Granier et de l'avenue du Mondial 98, afin d'accueillir des bureaux et logements ;
- aménager une zone de 5 ha environ, située au sud de l'avenue du Mondial 98 et à l'est de l'avenue Joan Miró, destinée à accueillir un établissement d'enseignement secondaire du 1^{er} degré, des logements et activités ;
- requalifier l'avenue Raymond Dugrand et aménager les voiries structurantes (avenue Nina Simone et avenue Joan Miró).

En 2017, l'engagement d'un dialogue compétitif pour la désignation d'un architecte urbaniste coordonnateur sur le secteur de la Baume, dans le but d'engager une opération d'aménagement sous forme de ZAC, ainsi que les études d'urbanisation du secteur Mas de Combelle situé au sein de la concession et dont les équipements publics induits devraient être financés dans le cadre de Projets Urbains Partenariaux, ont permis d'intégrer ces deux opérations au bilan de la concession.

En 2018, l'aménageur SERM a également vu ses missions évoluer afin de pouvoir établir des Projets Urbains Partenariaux (PUP) ou tout autre financement alternatif des équipements publics sur les secteurs de la concession non couverts par une ZAC.

Les opérations d'aménagement mises en œuvre au sein de la concession ont notamment pour objet de permettre la réalisation de nouveaux équipements publics ou l'adaptation de ceux existants aux futurs besoins des habitants.

Un certain nombre de ces équipements sont aujourd'hui de compétence métropolitaine (voiries, assainissement, eau potable, réseau de chauffage...).

Or, le caractère complexe d'une telle opération d'aménagement urbain, ainsi que l'imbrication de projets urbains partenariaux avec les autres actions de la concession d'aménagement, dans l'objectif d'une maîtrise optimale des finances publiques et de la rationalisation des interventions sur l'espace public, incitent à effectuer la programmation et la réalisation de ces équipements de la façon la plus intégrée possible.

Conformément à la loi relative à la maîtrise d'ouvrage publique dite loi MOP, lorsque la réalisation, la réutilisation ou la réhabilitation d'un ouvrage ou d'un ensemble d'ouvrages relèvent simultanément de la compétence de plusieurs maîtres d'ouvrage, ces derniers peuvent désigner, par convention, celui d'entre eux qui assurera la maîtrise d'ouvrage de l'opération. Cette convention précise les conditions d'organisation de la maîtrise d'ouvrage exercée et en fixe le terme.

Au vu de ces éléments, Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Montpellier proposent que ce soit la Commune, dans le cadre de la concession Port Marianne – Parc Marianne

et sa future extension, avenue de la Mer, plaine du Mas de Carbonnier, qui réalise la totalité des équipements nécessaires à l'aménagement des opérations développées au sein de cette concession. De ce fait, la commune de Montpellier se verra transférer par convention la maîtrise d'ouvrage de la Métropole sur les équipements relevant en principe des compétences de l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale.

Il est ici précisé que le transfert de maîtrise d'ouvrage se limitera, à l'intérieur de la concession d'aménagement en vigueur, aux équipements suivants :

- équipements de voiries et réseaux réalisés dans le cadre de la concession d'aménagement, notamment les avenues Raymond Dugrand, Nina Simone, Mondial 98, Joan Miro ;
- équipements à réaliser au titre de conventions de Projets Urbains partenariaux (PUP), ou situés dans le périmètre de secteurs de PUP approuvés par la Métropole.

Le montant prévisionnel des travaux nécessaires à la réalisation desdits équipements publics, hors ingénierie et frais sur travaux y compris les travaux préparatoires et préliminaires, les raccordements aux réseaux extérieurs et le phasage des réalisations est estimé à : 36 846 579 € HT (valeur octobre 2018).

Le coût de l'ensemble des opérations sera financé par la Commune de Montpellier ou son aménageur, dans le cadre de la concession d'aménagement.

Concernant les projets hors ZAC, les parties conviennent de prévoir par la suite l'établissement de PUP tripartites entre la Métropole, le constructeur et l'aménageur portant engagement précis sur les équipements à réaliser et le montant de la participation attendue. Le principe de perception directe des recettes de PUP par l'aménageur y sera réaffirmé.

Les conditions de remise des ouvrages à la Métropole après réception des travaux sont précisées dans la convention ci-annexée.

Le projet de convention de transfert de maîtrise d'ouvrage annexé à la présente sera conclu à compter de la date de signature par les deux parties et prendra fin au plus tard à la clôture de la concession d'aménagement envisagée ou par résiliation de la convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver les conditions de réalisation et de financement du programme d'équipements publics des opérations menées au sein de la concession d'aménagement Port Marianne – Parc Marianne et sa future extension, avenue de la Mer, plaine du Mas de Carbonnier conduite par la Commune de Montpellier et son aménageur la SERM, telles que précisées ci-dessus et dans le projet de convention ci-annexé ;
- d'approuver les termes de la convention de transfert de maîtrise d'ouvrage entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Montpellier ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer ladite convention précitée, ainsi que tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 54 voix

Contre : 0

Abstention : 1 voix (Djamel BOUMAAZ.)

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Marie-Hélène SANTARELLI.)

13. MONTPELLIER GRAND COEUR

Aide à la requalification des devantures des locaux d'activités

Attribution de subventions

Dans le cadre des aides à la requalification des devantures des locaux d'activités du cœur marchand de la Ville de Montpellier, des subventions sont attribuées à des entreprises (commerce, artisanat ou autre) pour les inciter à restaurer leur devanture. Les restaurations, réalisées dans le respect et la valorisation du patrimoine dans lequel elles s'insèrent, participent au renforcement de l'attractivité économique de Montpellier.

Cette action a été instaurée par les délibérations du 29 mai 2012 (n°2012/284), du 17 juin 2013 (n°2013/237) et renforcée par la délibération du 07 mai 2015 (n°2015/151) élargissant le périmètre, modifiant les taux de subventionnement ainsi que le règlement attributif.

Par délibération du 20 juillet 2017 (n°V2017/207), elle a été prolongée de 4 ans, à savoir 50% de subventionnement de juin 2017 à juin 2019, puis 25 % jusqu'en juin 2021. Les autres éléments du dispositif restent inchangés.

La subvention de la Ville de Montpellier s'élève à 50 % du montant hors taxe des travaux et des honoraires de maîtrise d'œuvre (dans la limite des plafonds en vigueur), et hors subventions spécifiques pour les travaux d'intérêt architectural (TIA) et/ou pour les personnes à mobilité réduite (PMR).

Le règlement permet l'attribution d'un acompte de 50 % de la subvention en cas de phasage des travaux, le solde étant versé après finalisation de l'ensemble de ceux-ci et vérification de leur conformité avec l'autorisation délivrée.

Ainsi, les subventions suivantes sont attribuables :

Enseigne « Le Tanneur », maroquinerie

Gérante : Mme Emmanuelle MAZOYER
24 Grand Rue Jean Moulin

Subvention travaux = 6 000 €

Montant à verser : 6 000,00 €

Enseigne « Le Coiffeur », salon de coiffure

Gérante : Mme Olivia NOGUES
1 rue du Faubourg du Courreau

Subvention travaux = 3 765 €

Montant à verser : 3 765,00 €

Enseigne « Pharmacie Lafayette de l'Arc », pharmacie

Gérante : Mme Hanane ACAJJAOUI

13 boulevard Ledru Rollin

Subvention travaux = 6 000 €

Subvention maîtrise d'œuvre = 1 000 €

Prime travaux de mise en accessibilité P.M.R. = 411 €

Montant à verser : 7 411,00 €

Enseigne « ALLIANZ », cabinet d'assurance

Gérante : Mme Céline LEAUTE

3 rue Beau Séjour

Acompte de 50 % pour travaux partiellement réalisés

Subvention travaux = 3 867 €

Montant à verser : 1 934,00 €

Enseigne « PHONEO SERVICE », magasin achat/vente de téléphonie

Gérant : M. Mickaël ROMEO

3 rue du Pont de Lattes

Acompte de 50 % pour travaux partiellement réalisés

Subvention travaux = 3 792,50 €

Subvention maîtrise d'œuvre = 927 €

Montant à verser : 2 360,00 €

Enseigne « La Savonnerie »

Gérant : M. Patrice BAUDON

41 rue Saint Guilhem

Acompte de 50 % pour travaux partiellement réalisés

Subvention travaux = 1 815,00 €

Montant à verser : 907,50 €

Enseigne « Brasserie LAISSAC »,

Gérant : M. Maxime DELPLANQUE

9 place Alexandre Laissac

Acompte de 50 % pour travaux partiellement réalisés

Subvention travaux = 5 002,40 €

Subvention maîtrise d'œuvre = 1 000 €

Montant à verser : 3 001,20 €

Conformément au règlement attributif des subventions en vigueur au moment du dépôt de ces dossiers, les versements de ces subventions seront réalisés après visite de conformité des travaux.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser le paiement de ces subventions pour un montant total de 25.378,70 € correspondant à la requalification des devantures des locaux commerciaux listés ci-dessus ;

- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2019 de la Ville, chapitre 905 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut son représentant, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 55 voix

Contre : 0

Abstention : 1 voix (Djamel BOUMAAZ.)

14. Adhésion à une association pour l'année 2019 dans le cadre de la thématique SANTE - Club Décibel Villes

La Ville de Montpellier adhère à des associations nationales par le versement de cotisations, depuis de nombreuses années afin de participer aux réseaux de professionnels et bénéficier de la capitalisation des initiatives conduites à différentes échelles.

Dans la thématique « Santé », le Club Décibel Villes accompagne les collectivités qui souhaitent mettre en œuvre des actions dans le domaine de l'environnement sonore. Le club soutient la dynamique des collectivités qui s'engagent sur ce plan en leur offrant des services et en favorisant les échanges entre elles. L'appartenance au club est un signe de reconnaissance de la qualité de vie dans une ville.

Le Club Décibel Villes a pour objectifs :

- de mettre en commun les compétences et les ambitions des collectivités en favorisant les échanges entre elles, et en capitalisant les expériences menées dans les domaines suivants : urbanisme et construction, mobilité et transports, gestion du patrimoine et des services communaux, gestion des activités économiques, prise en compte des activités culturelles et de loisirs, traitement des bruits de voisinage et médiation ;
- de créer des liens avec des partenaires industriels ou institutionnels spécialistes de domaines particuliers comme la réduction du bruit de circulation, l'isolation des bâtiments publics ou des logements sociaux, la médiation, la valorisation du patrimoine sonore...

La Ville de Montpellier souhaite adhérer au Club Décibel Villes, pour un montant de 900 € au titre de l'exercice 2019.

En conséquence il est proposé au Conseil municipal :

- d'accepter l'adhésion de la Ville de Montpellier au Club Décibels Villes ;
- de prélever le montant de la dépense, pour un montant total de 900 €, sur les crédits inscrits au budget 2019 de la Ville de Montpellier au chapitre 931 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 56 voix

Contre : 0

Abstention : 0

15. Convention entre la Ville de Montpellier et l'association VISOV relative à la participation des Volontaires Internationaux en Soutien Opérationnel Virtuel à la gestion de crise

L'alerte des populations est un aspect fondamental de la gestion de crise et du Plan Communal de Sauvegarde de la Ville de Montpellier.

Elle relève en premier lieu de la responsabilité du maire, garant de la sécurité des personnes sur sa commune et maillon indispensable du processus d'alerte et d'information des populations, y compris lorsque le Préfet prend la Direction des Opérations de Secours.

Une veille des réseaux sociaux et médias s'avère aujourd'hui indispensable afin d'informer sur la situation, relayer les consignes de comportements, être attentif aux fausses rumeurs, pouvoir les démentir, évaluer le périmètre du sinistre et les actions d'assistance.

A cette fin, la Ville de Montpellier souhaite conclure une convention avec l'association VISOV, Volontaires Internationaux en Soutien Opérationnel Virtuel, constituée de bénévoles, qui, pour la plupart, interviennent dans le domaine de la sécurité civile ou de l'urgence.

Par ces actions, VISOV et son équipe Virtual Operations Support Team (VOST) permettront de renforcer la capacité opérationnelle de la collectivité durant un événement majeur.

La gestion des Médias Sociaux et Gestion de l'Urgence (MSGU) sera valorisée auprès des populations dans le cadre de l'acculturation aux risques majeurs, à travers par exemple le Document d'Information Communal sur les Risques Majeurs (DICRIM) et la volonté nationale de placer le citoyen en tant qu'acteur de la sécurité civile.

La présente convention établie pour un an, pourra ensuite être renouvelée annuellement par tacite reconduction pour une durée maximale de six ans.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la convention entre VISOV et la Ville de Montpellier précisant les obligations de chaque partie ;
- d'approuver le versement de l'adhésion annuelle à l'association d'un montant de 200,00 € (deux cents euros) ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut son représentant à signer ladite convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 56 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Madame Valérie BARTHAS-ORSAL donne procuration à Madame Sonia KERANGUEVEN et sort de séance.

16. Convention entre la Ville de Montpellier et la Croix Rouge Française
Installation d'antennes relais radioélectriques sur la toiture de l'Hôtel de Ville
Autorisation à signer la convention

Dans le cadre des actions de soutien d'urgence aux populations sinistrées et d'encadrement des bénévoles, la Ville de Montpellier a conclu un marché public avec la Croix Rouge Française. L'association agréée de sécurité civile est également sollicitée par la mairie sur des manifestations pour la mise en œuvre de Dispositifs Prévisionnels de Secours.

Afin de mener à bien ces missions de sauvegarde, la Ville de Montpellier souhaite mettre à disposition de la délégation départementale de la Croix Rouge Française sise 9 rue Gaston Planté – 34790 Grabels, deux emplacements sur le mât de l'hôtel de Ville pour la mise en place d'antennes relais.

Les deux antennes permettront de compléter et sécuriser la couverture radioélectrique sur le territoire communal et, ainsi, assurer avec plus d'efficacité les communications pour les opérations de secours et/ou de soutien auprès de la population.

La convention est conclue sous le régime de l'occupation temporaire du domaine public à titre précaire et révocable.

En conséquence, l'occupant ne pourra, en aucun cas, se prévaloir des dispositions sur la propriété commerciale ou d'une autre réglementation quelconque susceptible de conférer un droit au maintien dans les lieux et à l'occupation et quelque autre droit.

Aucune redevance n'est sollicitée auprès de la Croix Rouge Française, seuls les équipements techniques resteront à la charge de l'association en termes d'installation et de maintenance.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la convention entre la Croix Rouge Française et la Ville de Montpellier précisant les obligations de chaque partie ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut son représentant à signer ladite convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 56 voix

Contre : 0

Abstention : 0

17. Attributions de subventions dans le cadre de la thématique SECURITE - Exercice 2019

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant les tableaux ci-dessous.

○ Dans le cadre de la thématique **SECURITE / ANIMAL DANS LA VILLE** :

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
4401	L'ECOLE DU CHAT DE MONTPELLIER	Fonctionnement		2 000 €
4431	LIGUE POUR LA PROTECTION DES OISEAUX LPO 34	Fonctionnement		2 000 €
6190	LES PATTOUNES DU COEUR	Fonctionnement		2 000 €
7101	GOUPIL CONNEXION	Fonctionnement		800 €
7101	GOUPIL CONNEXION	Projet	FESTIVAL DES MARTINETS	1 500 €
TOTAL				8 300 €

Les crédits seront prélevés sur la nature 65748, chapitre 931

○ Dans le cadre de la thématique **SECURITE / PREVENTION ROUTIERE** :

Code	Structure	Type	Montant
1253	ASSOCIATION PREVENTION ROUTIERE	Fonctionnement	1 700 €

Les crédits seront prélevés sur la nature 65748, chapitre 931

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des lettres d'engagement ;
- de prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget sur les imputations citées ci-dessus pour un montant total de 10 000 € ;
- d'approuver la lettre d'engagement type annexée à la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 55 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Valérie BARTHAS-ORSAL.)

Monsieur Gérard LANNELONGUE entre en séance.

Madame Samira SALOMON sort de séance, le pouvoir de Monsieur Rémi ASSIE à Madame Samira SALOMON est temporairement annulé.

18. Mise à disposition, à titre gratuit, des salles dans les maisons pour tous

Les Maisons Pour tous de la Ville de Montpellier hébergent chaque année un nombre considérable d'associations.

Le Conseil municipal du 29 Septembre 2015 a validé le projet des Maisons pour tous qui implique aussi l'occupation du domaine public des salles dans les Maisons pour tous par ces associations.

Il est proposé aujourd'hui au Conseil municipal de bien vouloir se prononcer sur les aspects financiers liés à ces occupations.

Le Code général de la propriété des personnes publiques prévoit que toute occupation du domaine public donne lieu au paiement d'une redevance.

Le même texte prévoit cependant une exception en permettant que de telles occupations puissent être accordées gratuitement aux associations à but non lucratif qui concourent à la réalisation de projets dans un intérêt général.

Cette occupation à titre gratuit constitue toutefois une redevance en nature qui doit être valorisée à ce titre tant dans les comptes de l'association que dans le budget de la Ville.

Dans ce cadre, il est donc proposé au Conseil municipal de se prononcer sur les associations bénéficiaires de cette gratuité.

A cet effet, un tableau est joint en annexe décrivant le nom de l'association, le type de mise à disposition envisagée et le montant valorisable de celle-ci.

Cette gratuité se justifie à plusieurs titres :

- l'investissement bénévole de l'association dans la vie du quartier ;
- l'objet humanitaire, caritatif, citoyen de l'association ou son caractère d'intérêt général ;
- la participation de l'association au projet de la Maison pour tous et à la vie du quartier.

Pour cette saison 2018/2019, les Maisons pour tous de la Ville de Montpellier proposent donc d'ajouter aux précédentes validations:

- la mise à disposition annuelle de salle à titre gratuit à 11 associations, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 1870 €.

Les associations concernées sont :

MPT CHOPIN : Eduquer Créer Divertir Cultiver : 140€

MPT CURIE : l'Unité Educative d'Hébergement Collectif de Montpellier de la PJJ : 165€

MPT ESCOUTAIRE : Groupe d'entraide mutuelle Lesseps : 165€ ; Recrea son : 165€

MPT LAGRANGE : Les orteils de Violette : 220€

MPT SAINT EXUPERY : Jasmins d'Orient : 245€ ; Le cœur à barbe : 165€ ; M.A.T : 110€
English pour tous : 165€ ; Adages : 165€ ; Culture Prom : 165€

- La mise à disposition ponctuelle de salle à titre gratuit à 24 associations, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 3630€

Les associations concernées sont :

MPT CAMUS : Comité de quartier Tastavin Lemasson Mas Drevon Marqueroise 220€ ; Montpellier Rugby Club : 110€ ; Comité de quartier Croix d'Argent Sabines : 110€ ; Cléofa : 110€ ; Argos Coaching : 220€

MPT CAILLENS : Ouie dire : 495€

MPT CHOPIN : Shadow's guild: 55€ ; Scic la cavale: 55€ ; Association de quartier beaux-arts pierre rouge : 110€ ; Cie imagie : 220€

MPT CURIE : Paroisse Saint paul/ Sainte Croix/ Saint thomas : 110€ ; Odette Louise : 495€ ; Compagnie Marie Louise Bouillonne 220€ ; Club de pétanque : 110€ ; LeMooveNeMent : 220€

MPT ESCOUTAIRE : Association Féminine Jasmin d'Orient : 440€ ; AXENTS Le Tremplin des entrepreneurs : 220€ ; Comité de quartier Mion Association : 220€

MPT LAGRANGE : Jordelan : 110€ ; Jazz à tous les étages : 220€

MPT PAGNOL : ARFA Parc Montcalm : 110€

MPT SARRAZIN : Adol d'ailes : 110€

MPT VILLON : ESSOR - Savoirs et partages : 330€ ; Association Mosaïques : 110€

Le montant de la subvention en nature est calculé en fonction des tarifs appliqués dans les Maisons pour tous, tels que votés lors du Conseil municipal du 19 décembre 2018

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le tableau joint en annexe décrivant les associations bénéficiaires de mise à disposition de locaux à titre gratuit ;
- d'approuver la signature des conventions avec ces associations selon le cadre défini dans le projet d'orientation des Maisons pour tous voté lors du Conseil municipal du 29 septembre 2015 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 54 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Annie YAGUE.)

19. Dénomination de la nouvelle école primaire Joan Miro Quartier Port Marianne

Depuis plusieurs années, la population de la Ville de Montpellier est en constante augmentation et de ce fait, les effectifs scolaires sont croissants. Pour faire face à cette situation, la Ville a décidé de financer un important programme de construction d'écoles d'ici à 2025.

D'ores et déjà, il convient de dénommer l'établissement scolaire qui doit être livré en septembre 2020 sur la ZAC Port Marianne Rive Gauche.

Cet établissement scolaire constituera un équipement majeur du nouvel éco-quartier Écocité « De Montpellier à la mer » comprenant des logements, des commerces et bureaux, ainsi qu'une grande superficie d'espaces verts.

L'école primaire sera composée à terme de 15 classes destinées à l'accueil des enfants en maternelle et élémentaire et de locaux communs (restaurant, offices) et équipements périscolaires.

Il est proposé de dénommer ce nouveau groupe scolaire, Joan Miro, cette dénomination ayant été acceptée par la Fondation Joan Miro de Barcelone par courrier du 27/12/18.

Né à Barcelone le 20 avril 1893 et mort à Palma de Majorque le 25 décembre 1983, Joan Miro est un peintre, sculpteur, graveur et céramiste espagnol et l'un des principaux représentants du mouvement surréaliste.

À ses débuts, il montre de fortes influences fauvistes, cubistes et expressionnistes, avant d'évoluer dans la peinture plane avec un certain côté naïf. Le tableau intitulé *La Ferme*, peint en 1921, est l'une des toiles les plus connues de cette époque.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de dénommer cette nouvelle école « Joan Miro » ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 55 voix

Contre : 0

Abstention : 0

20. Extension du restaurant scolaire de l'école élémentaire Condorcet (quartier Montpellier Centre) Approbation de l'opération - Autorisation de déposer les demandes d'autorisations d'urbanisme

L'école élémentaire Condorcet, située 13 rue du faubourg Boutonnet dans le quartier Montpellier Centre, est constituée de 9 classes élémentaires (236 élèves). Le restaurant scolaire accueille, en deux services, un effectif moyen de 185 rationnaires. La configuration actuelle du réfectoire est inadaptée et génère des problèmes pour le service.

Pour améliorer les conditions d'accueil des rationnaires élémentaires et permettre au personnel de travailler dans de meilleures conditions, le restaurant scolaire sera agrandi provisoirement, en attendant l'ouverture de la nouvelle école primaire aménagée au sein du Conservatoire (prévue pour 2022) qui devrait permettre une baisse des effectifs sur l'école Condorcet.

Le programme des travaux qui seront réalisés pendant les vacances d'été 2019 consiste en une extension de 45 m² dans la cour.

Le coût global de l'opération est estimé à 220 000€ TTC dont les crédits sont inscrits au budget 2019.

Afin de réaliser ces travaux, il conviendra, de déposer les demandes d'autorisations d'urbanisme et de lancer toutes les consultations nécessaires à la réalisation de cette opération.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de décider de réaliser l'opération et d'approuver le programme décrit ci-dessus ;
- de déposer les demandes d'autorisations d'urbanisme ;
- de lancer toutes les consultations nécessaires à la réalisation de cette opération ;
- de dire que la dépense sera imputée sur les crédits inscrits au budget 2019 de la Ville de Montpellier, chapitre 902 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut son représentant, à signer tous les documents relatifs à cette opération et notamment les autorisations administratives nécessaires.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 53 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prennent pas part au vote : 2 voix (Perla DANAN, Stéphanie JANNIN.)

**21. Convention de Partenariat Ville de Montpellier/Montpellier Méditerranée
Métropole/Services Départementaux de l'Éducation Nationale /Réseau Canopé
Parution du recueil de nouvelles
Mystères de Montpellier, Tome 10 à l'occasion de La Comédie du Livre 2019**

Dans le cadre de l'édition 2019 « *Les Mystères de Montpellier* », le réseau CANOPE (missions définies dans le décret n° 2014-1631 du 26 décembre 2014) et la Ville de Montpellier souhaitent conclure un partenariat pour la parution d'un recueil de nouvelles rédigé de manière collective par des élèves durant l'année scolaire et soutenu par la Direction des Services Départementaux de l'Éducation nationale (DSDEN) à l'occasion de la manifestation littéraire « La Comédie du Livre », organisée par Montpellier Méditerranée.

Ce partenariat fait l'objet d'une convention qui fixe les engagements réciproques des intervenants :

- Le réseau CANOPE assure la coordination du projet et diverses prestations matérielles liées à la production de l'ouvrage. La rémunération des intervenants est partagée avec la DSDEN.

De son côté, la Ville de Montpellier s'engage à :

- Financer le travail d'édition de l'ouvrage tiré à 4.500 exemplaires : conception, production (maquette, PAO, impression) et livraison de l'ouvrage sous forme de livre papier ;
- Financer le travail de conception, de publication de l'ouvrage sous format numérique ;
- Financer la conception et l'impression des documents promotionnels et de communication liés au projet ;
- Diffuser l'ouvrage aux élèves de CM2 des écoles de la Ville de Montpellier et aux enseignants de ces écoles.

Ceci représentant un apport financier de 9 000€ pour la Ville sur un budget total de 11 424€.

En conséquence, compte tenu de l'intérêt pédagogique de l'opération et de la diffusion de l'œuvre auprès des écoles de la Ville, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver les termes de la convention de partenariat, jointe en annexe, entre la Ville de Montpellier, Montpellier-Méditerranée-Métropole, la DSDEN 34 et le réseau CANOPE ;
- de prélever les sommes nécessaires sur les crédits de fonctionnement, chapitre 932 du budget 2019 de la Ville ;
- d'autoriser le Maire ou à défaut son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 53 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prennent pas part au vote : 2 voix (Perla DANAN, Stéphanie JANNIN.)

**22. Convention de partenariat pour le projet Chœur d'Enfant des Ecoles de Montpellier
Ville/Direction des Services Départementaux de l'Education Nationale/Association Swing
Gum Enfance
Année scolaire 2018-2019**

Le projet « Chœur d'Enfants des Ecoles de Montpellier » a pour raison essentielle de faire partager au plus grand nombre le chant choral aux enfants des écoles publiques de la ville de Montpellier. Il est le fruit d'un partenariat entre la Ville, la Direction des services départementaux de l'Education nationale et l'association Swing Gum Enfance.

A ce titre, la 12^{ème} édition de ce projet, qui aura lieu en 2019, est une action qui concernera plus de 200 classes qui bénéficieront du répertoire musical dans leurs écoles et permettra à des classes de se produire devant les scolaires de la Ville, familles et amis sur la scène du Théâtre Jean Vilar (5 représentations du 24 au 27 juin 2019).

Pour mémoire, la délibération V2018-486 du Conseil Municipal du 19 décembre 2018 a prévu le versement d'une subvention de fonctionnement en faveur de ce projet d'un montant de 10 800 €.

L'intérêt de cette opération pour la Ville est réel :

- La majorité des écoles participantes sont situées en Quartiers Prioritaires de la Ville (QPV). Ce projet permet ainsi de favoriser une réelle mixité sociale ;
- Elle permet à des centaines de familles d'accéder pour la première fois à des lieux de culture reconnus ;
- Elle favorise le développement d'une véritable politique de sensibilisation à la culture, sous une forme propre à la Ville de Montpellier, sur l'ensemble du territoire.

Concernant les modalités d'organisation, la Ville de Montpellier s'engage :

- A supporter le transport des élèves à hauteur maximum de 4 800 euros, soit 6 000 tickets aller/retour de tramway, pour permettre aux élèves de se rendre aux répétitions et aux représentations (sur présentation d'une demande détaillée par les établissements scolaires) ;
- A mettre à disposition gratuitement le théâtre Jean-Vilar pour les représentations, les frais techniques d'une valeur de 2 500 € étant exonérés.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser la signature de la convention de partenariat entre, l'Education Nationale, l'association Swing Gum Enfance et la Ville de Montpellier, convention conclue au titre de l'année scolaire 2018- 2019 ;
- d'autoriser la Direction de l'Education à fournir les titres de transports aux élèves concernés ;
- d'autoriser l'accès au théâtre Jean-Vilar pour les besoins des représentations ;
- d'autoriser le Maire ou son représentant à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 55 voix

Contre : 0

Abstention : 0

23. Participation de la Ville aux séjours de vacances d'été 2019

La Ville de Montpellier développe sa politique sociale en apportant une aide financière destinée à faciliter le départ en centres de vacances d'été (juillet et août) d'un ou plusieurs enfants des familles montpelliéraines dont le quotient familial est inférieur ou égal à 800 €.

Ces dispositions s'inscrivent dans le schéma d'une politique sociale et de prévention visant à faciliter l'accès aux loisirs et à offrir aux jeunes nés entre le 01/01/2003 et le 31/12/2015 des activités attractives et encadrées durant les périodes estivales.

L'action de la Ville, qui complète le dispositif de la Caisse d'Allocations Familiales, offre chaque année, à près de 400 enfants de cette tranche d'âge la possibilité de bénéficier de séjours organisés par des établissements agréés par la Caisse d'Allocations Familiales de Montpellier.

L'aide financière municipale est versée directement à ces centres de vacances dont le siège social se situe à Montpellier. La documentation sur les organismes labélisés par la Caf et dont le siège se trouve à Montpellier est consultable sur : www.vacaf.org .

En 2019, en accord avec les directives de la Caisse d'Allocations Familiales, le financement municipal intervient en complément du programme "Aide aux Vacances Enfants" (A.V.E) de la Caisse d'Allocations Familiales et seuls pourront être concernés les enfants éligibles à ce dispositif.

La participation de la Ville concerne la totalité de la durée du séjour (jusqu'à 15 jours maximum) selon les modalités suivantes :

- du 1^{er} au 7^{ème} jour, la Ville intervient en majorant le taux de l'aide de la Caisse d'Allocations Familiales suivant une progressivité variable selon trois tranches du quotient familial ;
- à partir du 8^{ème} jour, la Ville prend le relais de l'A.V. E qui cesse au 15^{ème} jour du séjour. Un séjour par enfant maximum pourra être financé par période estivale.

Le financement municipal s'établit comme suit, à concurrence des crédits inscrits au budget 2019 (Nature/Fonction 6188/93331), soit 30 000 €.

Barème pour un séjour compris entre la 1^{ère} et la 7^{ème} nuit (8 jours) plafonné à 50€/jour :

	Quotient familial de 0 à 370€	Quotient familial de 371€ à 700€	Quotient familial de 701€ à 800€
Aide CAF jusqu'à 2 enfants majorée par la Ville	45% du prix du séjour (dont AVE CAF max.45%) Participation Ville de 10%	40% du prix du séjour (dont AVE CAF max.40%) Participation Ville de 10%	25% du prix du séjour (dont AVE CAF max.25%) Participation Ville de 10%
Aide CAF majorée pour familles monoparentales, familles nombreuses et enfants porteurs de handicap	90% du prix du séjour (dont AVE 90%)	80% du prix du séjour (dont AVE 80%)	50% du prix du séjour (dont AVE 50%)

Barème pour un séjour compris entre la 8^{ème} et la 14^{ème} nuit (7 jours) plafonné à 50€/jour :

	Quotient familial de 0 à 370€	Quotient familial de 371€ à 700€	Quotient familial de 701 à 800€
Aide Ville jusqu'à 2 enfants	45% du prix du séjour	40% du prix du séjour	25% du prix du séjour

Aide Ville majorée pour familles monoparentales, familles nombreuses et enfants porteurs de handicap	80% du prix du séjour	70% du prix du séjour	40% du prix du séjour
---	-----------------------	-----------------------	-----------------------

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'accepter les critères de définition des organismes participant au dispositif AVE ;
- d'accepter les critères sociaux d'attribution des aides ainsi définis ;
- de prévoir que le financement de l'action se fera par l'attribution d'une aide versée aux centres de vacances avec hébergement, sur les crédits inscrits au budget 2019, section de fonctionnement, chapitre 933, pour un montant total de 30 000€ ;
- d'approuver les termes de la convention type et autoriser la signature de ladite convention avec chaque organisme ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 55 voix

Contre : 0

Abstention : 0

24. Attributions de subventions Propositions Artistiques et Culturelles pour l'Ecole SAVARY - Exercice 2019

Dans le cadre de sa politique de réussite éducative, la Ville de Montpellier a choisi, depuis plusieurs années, de soutenir les écoles dans de nombreux domaines et notamment, en accordant une aide financière à l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole (OCCE 34) et à d'autres partenaires pour la mise en œuvre du Parcours d'Education Artistique et Culturelle (PEAC), défini par la circulaire du 13 mai 2013, commune aux ministères de l'Education nationale et de la Culture. Ce dispositif est le fruit d'un partenariat entre la Ville de Montpellier, la DSDEN de l'Hérault et la Direction régionale des affaires culturelles (DRAC) Occitanie.

En complément de la délibération n° V2019-017 du 6 février 2019 qui a permis à 44 écoles de bénéficier de cette aide financière, il est proposé au Conseil municipal d'attribuer une subvention de 300 € à l'Ecole SAVARY, affiliée à l'Office Central de la Coopération à l'Ecole :

CODE	STRUCTURE	TYPE	TITRE DU PROJET	Montant accordé
------	-----------	------	-----------------	-----------------

551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2019 – ARTS VISUELS - SAVARY	300€
-----	---	--------	--------------------------------------	------

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1495, nature 6574, chapitre 932.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de décider de l'affectation de la subvention telle que précisée ci-dessus, sous réserves de signature des lettres d'engagement ou des conventions le cas échéant ;
- de prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2019 sur les imputations citées ci-dessus pour un montant total de 300 € ;
- d'approuver la convention spécifique annexée à la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 55 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Monsieur Rabii YOUSSEUS et Madame Dominique MARTIN-PRIVAT entrent en séance.

Madame Samira SALOMON (avec la procuration de Monsieur Rémi ASSIE) entre en séance.

25. Ecoles privées sous contrat d'association : participation financière de la Ville pour l'année 2018-2019

La Ville de Montpellier participe financièrement, conformément aux textes en vigueur, aux frais de fonctionnement matériel des écoles d'enseignement privé sous contrat d'association avec l'Etat, en faveur des enfants domiciliés à Montpellier.

Pour l'année scolaire 2018-2019, le recensement effectué auprès des chefs d'établissement fait apparaître les effectifs suivants :

- pour les classes maternelles : 1 222 enfants domiciliés à Montpellier ;
- pour les classes élémentaires : 2 249 enfants domiciliés à Montpellier ;

Soit au total : 3 471 enfants.

La dotation 2019 est augmentée de 35 € par rapport à celle de 2018, s'établit à :

- 645 Euros par enfant en maternelle ;
- 645 Euros par enfant en élémentaire.

Le montant global de la dotation 2019, compte tenu des effectifs, s'élève donc à :

- 788 190 Euros pour les enfants scolarisés en maternelle ;
- 1 450 605 Euros en élémentaire.

Les écoles privées sous contrat d'association concernées sont les suivantes :

- Saint François d'Assise 24, boulevard de Strasbourg - 34000 Montpellier ;

- Sainte Famille et Saint Charles 10, place Roger Salengro - 34000 Montpellier ;
- Les Jonquilles 255, rue Croix de Figuerolles - 34000 Montpellier ;
- Notre Dame de Bonne Nouvelle 3, rue Aristide Ollivier - 34000 Montpellier ;
- Sainte Thérèse 2, rue Portaliere des Masques - 34000 Montpellier ;
- Sainte Geneviève 1093, avenue Louis Ravas - 34000 Montpellier ;
- Saint Jean Baptiste de la Salle 84, rue de Lunaret - 34090 Montpellier ;
- Saint François Régis 3, rue de la Merci - 34000 Montpellier ;
- Sainte Emilie 4, rue de la Croix Bonhomme - 34070 Montpellier ;
- Sainte Odile 80, rue du Pré aux Clercs - 34090 Montpellier ;
- Les Anges gardiens 2958, avenue des Moulins 34080 Montpellier ;
- Sainte Jeanne d'Arc 51, boulevard Ernest Renan 34000 Montpellier ;
- Ecole juive de Montpellier rue E, Villalonga – ZAC Blaise Pascal 34000 Montpellier.

Une convention dont le modèle est annexé sera signée avec chacun des établissements.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser le versement de cette subvention aux écoles privées sous contrat d'association, dans les conditions définies ci-dessus ;
- d'approuver la convention type annexée à la présente délibération ;
- de dire que les dépenses correspondantes sont inscrites au Budget Primitif de la Ville, chapitre 932 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer les conventions et tout document relatif à cette affaire.

M. le Maire

Qui demande des explications particulières ? Monsieur DELAFOSSE.

Michaël DELAFOSSE

Merci, Monsieur le Maire. Nous ne voterons pas cette délibération. Il ne s'agit pas de ranimer la guerre scolaire. Il ne s'agit pas de dire que la commune ne doit pas aider les écoles sous contrat. Il y a des textes et c'est nécessaire. Mais là, vous proposez pour la seconde année consécutive d'augmenter quand même de manière substantielle la subvention par élève. L'année dernière, c'était +6 %. Cette année, c'est de cet ordre-là : 6 %. De l'autre côté, pour les Montpelliérains, les familles montpelliéraines qui scolarisent leurs enfants dans les écoles publiques, la dotation pédagogique par enfant est stable. Elle a connu une très légère revalorisation. Si mes chiffres sont exacts, parce qu'ils n'ont jamais été rendus publics ici – ce n'est pas un procès, Monsieur LEVITA –, auprès des enseignants et professeurs des écoles, elle est passée de 40 à 40,5 euros, donc une très faible hausse. Donc ce que nous disons, c'est que s'il y a une hausse des dotations par élève dans les écoles privées, il doit y avoir une hausse des dotations pédagogiques dans les écoles publiques du même montant. Il nous semble très important, dans le contexte actuel, a fortiori avec un effort important qui a été conduit, il faut savoir le reconnaître... Nous ne soutenons pas ici le gouvernement, mais la mesure de dédoublement des classes est une bonne mesure et on doit être très clairement aux côtés des écoles publiques aussi, pour favoriser la réussite des enfants. Là, on a le sentiment qu'il y a un traitement défavorable, ou en tout cas plus favorable pour certains, par rapport à d'autres.

M. le Maire

Monsieur BOUMAAZ. Ensuite Madame KERANGUEVEN dira un mot. Monsieur LEVITA. Et je dirai un mot aussi. Monsieur BOUMAAZ.

Djamel BOUMAAZ

Monsieur le Maire, très court. On regrette cette polémique stérile que nous avons pu entendre, notamment de la part du Président du groupe socialiste, qui est à l'image de notre ancien Président de la République François HOLLANDE avec, souvenez-vous, ce premier coup de canif en 2015 à ce vieux principe d'universalité des allocations familiales. Ce qui m'interpelle sur cette affaire, ce n'est pas l'augmentation des 35 euros de dotation aux écoles d'enseignement privé sous contrat avec l'État pour les élèves domiciliés à Montpellier, car si nous devons nous comparer à d'autres villes, nous nous apercevons vite que notre dotation est en-deçà de ce que proposent Toulouse, Bordeaux, Nantes et tant d'autres villes. Il faut remettre les choses dans le contexte. Ce qui m'interpelle vraiment dans cette affaire, ce n'est pas ces 5 % d'augmentation de dotation, même si je me répète, mais c'est cette augmentation du nombre d'enfants montpelliérains qui s'inscrivent ou en attente d'inscription dans ces écoles privées sous contrat. Car si nous regardons ces chiffres de plus près, que nous les ramenons à l'augmentation de la population montpelliéraine, où nous sommes passés à la septième ville de France, que nous ramenons cela à la pyramide des âges et au nombre d'enfants par foyer montpelliérain et que nous les comparons année après année, et ce depuis que vous êtes Maire à temps plein de Montpellier, nous nous apercevons vite que ces chiffres ont explosé sous votre mandature.

Est-ce pour des raisons d'insécurité ou d'insalubrité, comme l'ont relevé certains médias récemment dans certaines cours d'école que nous retrouvons un certain nombre de seringues ? Est-ce que nous sommes véritablement en retard sur le nombre de places disponibles pour ces enfants, au nom du 0 % d'augmentation des taux d'imposition ? Est-ce pour des raisons de manque d'encadrement qualifié pour ces écoles, que nous faisons souvent l'actualité dans la presse ? Je ne vous parle même pas de certaines violences faites à l'égard de ces enfants. Est-ce que cela fait suite à de nombreux découpages ou redécoupages de la carte scolaire que nous avons tous constaté les fortes mobilisations de nombreux parents d'élèves ? Est-ce la faute du gouvernement, particulièrement celle du Président MACRON, élément de langage que votre adjointe au Maire, Lorraine ACQUIER, a utilisé ce matin pour pallier à son incompetence à garantir la sécurité de nos bambins dans nos écoles ? Ou est-ce simplement que ces parents ne font plus confiance à l'école publique depuis que vous êtes Maire ?

Voilà, Monsieur le Maire. Pourriez-vous nous répondre à l'ensemble de ces questionnements, qui me paraissent pragmatiques et de bon sens ?

M. le Maire

Madame KERANGUEVEN.

Sonia KERANGUEVEN

Monsieur BOUMAAZ, je suis désolée de vous le dire comme cela, mais vous êtes puant. Je n'ai rien d'autre à dire. Tout simplement.

Monsieur DELAFOSSE, je ne suis pas surprise. En même temps, la réussite des enfants et la réussite éducative ne vous intéressent pas. Vous n'avez rien prévu pour les écoles publiques. Alors je ne vois pas, en effet, pourquoi vous iriez prévoir quelque chose pour nos écoles privées. Tout simplement.

M. le Maire

Monsieur LEVITA.

Max LEVITA

J'ai juste une précision technique à donner. Le calcul, c'est la loi. On doit donner aux écoles privées la moyenne de ce qui est donné aux écoles publiques. Donc quand vous comparez les 41 aux 645, cela n'a strictement rien à voir. Aux 41, il faut ajouter tout l'effort qui est fait en-dehors. Donc à ce niveau, votre comparaison n'est pas juste.

M. le Maire

Il faut rajouter la construction des écoles. Il faut rajouter l'effort sur les restaurants scolaires, sur le temps périscolaire, que nous n'avons pas fait payer aux familles. Là, l'addition est gigantesque. Ensuite, si nous rattrapons peu à peu la dotation obligatoire, comme l'a dit Max LEVITA, c'est parce qu'elle n'avait pas été remplie, les engagements n'avaient pas été remplis dans le précédent mandat. Avec l'enseignement privé, nous avons passé un accord sur un rattrapage progressif pour arriver au financement légal. Voilà l'explication.

Intervention hors micro de Djamel BOUMAAZ.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité.

Pour : 53 voix

Contre : 6 voix (Françoise BONNET, Michaël DELAFOSSE, Julie FRÊCHE, Clare HART, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE.)

Abstention : 0

**26. Ecole Akira KUROSAWA
Construction locaux scolaires
Demande autorisation d'urbanisme**

Afin de poursuivre les réformes lancées en 2017 en matière d'Education dans l'intention de soutenir les élèves les plus fragiles par le dédoublement des classes de CP/CE1 situés dans des réseaux d'éducation prioritaire renforcée, la Ville de Montpellier envisage l'extension de l'école Akira KUROSAWA sise, 400, rue Pierre Cardenal à Montpellier. Cette extension sera réalisée par la mise en place d'un bâtiment de type modulaire dans le but de créer deux locaux à destination d'enseignement pour des classes dédoublées.

Cette opération sera réalisée par la réutilisation des bâtiments modulaires appartenant à la Ville et situés aujourd'hui au sein de l'école François Rabelais.

Le montant de l'opération est estimé à 110 000 € TTC décomposé comme suit : 70 000 € TTC pour les fondations, les réseaux divers, la mise en place des modules et 40 000 € TTC pour la reconfiguration des modules implantés. Les travaux se dérouleront durant les vacances d'été 2019 et nécessitent l'obtention d'un permis de construire.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la mise en place d'un bâtiment de type modulaire à l'école Akira KUROSAWA ;
- d'autoriser le dépôt d'un dossier de demande de permis de construire auprès des services compétents ;
- de dire que la dépense est inscrite au budget 2019 de la Ville, section investissement, chapitre 902 ;

- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut son représentant, à signer tous documents relatifs à cette affaire et notamment les autorisations d'urbanisme.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Monsieur Mustapha MAJDOUL sort de séance.

**27. Ecole maternelle Alphonse Daudet
Retrait d'un bâtiment modulaire et remise en état de la cour
Demande d'autorisation d'urbanisme**

Par délibération n°2013/0160, la Ville de Montpellier avait autorisé la pose d'un bâtiment modulaire à l'école Alphonse Daudet, sise 2 allée des Sophoras à Montpellier, en raison de l'augmentation des effectifs scolaires.

Aujourd'hui, le maintien de ce bâtiment modulaire de 120 m², composé de deux classes et d'un sanitaire d'appoint n'est plus justifié.

En effet, l'ouverture partielle dès septembre 2019 du groupe scolaire Jeanne Moreau, soit 5 classes, permettra de faire face à l'évolution démographique du quartier Croix d'Argent.

La dépose du bâtiment modulaire est donc envisagée durant les vacances d'été 2019 pour un montant estimé à 25 800 € TTC et nécessite l'obtention d'un permis de démolir.

Suite au retrait du bâtiment modulaire, des travaux de remise en état de la cour sont nécessaires : démolition des fondations et réseaux, réfection des clôtures et enrobés et aménagements extérieurs annexes, pour un montant estimé à 50 000 € TTC.

Le montant total de l'opération s'élève donc à 75 800 € TTC.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le principe de dépose du bâtiment modulaire de l'école Alphonse Daudet ;
- d'autoriser le dépôt d'un dossier de demande de permis de démolir auprès des services compétents ;
- de dire que la dépense est inscrite au Budget primitif 2019, section investissement, chapitre 902 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut son représentant, à signer tous documents relatifs à cette affaire et notamment les autorisations d'urbanisme.

M. le Maire

Tant qu'on en est aux écoles, j'informe le Conseil municipal que j'ai demandé à ce que l'école Julie Daubié soit intégrée dans le dossier ANRU Cévennes pour une totale reconstruction.

Applaudissements.

Et je remercie la Directrice d'école, Madame Virginie DEFRANCE, et l'ensemble des enseignants, que j'ai rencontrés et avec qui nous avons travaillé sur ce dossier lors de la réunion publique. Ils sont venus me voir et m'ont exprimé vraisemblablement des choses justes.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0

Abstention : 0

**28. Ecole élémentaire François RABELAIS
Retrait de bâtiments modulaires et remise en état de la cour
Demande d'autorisation d'urbanisme**

Par délibération n°2015/160 du 11 mai 2015, la Ville de Montpellier, dans le cadre de sa politique de réussite éducative, a mis en place un bâtiment modulaire à titre transitoire à l'école élémentaire François RABELAIS située dans la ZAC de Malbosc. Son objectif était de pallier l'augmentation des effectifs et offrir un meilleur accueil aux élèves de cet établissement.

Aujourd'hui, le maintien du bâtiment modulaire de 279 m², composé de 3 classes, d'un sanitaire pour filles et d'un sanitaire pour garçons, n'est plus justifié.

En effet, l'ouverture prévue en septembre 2019, du groupe scolaire Benoîte GROULT qui comprendra 15 classes (5 maternelles et 10 élémentaires) permettra de faire face à l'importante évolution démographique du quartier Malbosc.

La dépose du bâtiment modulaire est donc envisagée durant les vacances d'été 2019 pour un montant estimé à 50 000 € TTC et nécessite l'obtention d'un permis de démolir.

Suite au retrait du bâtiment modulaire, des travaux de remise en état de la cour sont nécessaires : suppression des fondations, des réseaux, réfection des clôtures et retraitement des espaces verts, pour un montant estimé à 70 000 € TTC.

Le montant total de l'opération s'élève donc à 120 000 € TTC.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le principe de retrait du bâtiment modulaire de l'école François RABELAIS ;
- d'autoriser le dépôt d'un dossier de demande de permis de démolir auprès des services compétents ;
- de dire que la dépense est inscrite au budget 2019 de la Ville, section investissement, chapitre 902 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut son représentant, à signer tous documents relatifs à cette affaire et notamment demandes d'autorisation d'urbanisme.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0

Abstention : 0

29. Eurovolley France 2019
Convention de partenariat pour l'accueil de l'Eurovolley à Montpellier avec le Comité d'Organisation du Championnat d'Europe de Volleyball 2019
Autorisation de signature

La Ville de Montpellier, fidèle à sa politique sportive à destination du sport haut niveau, soutient l'organisation sur son territoire de manifestations d'envergure nationale et internationale, dont l'audience auprès du public et l'impact médiatique contribuent à promouvoir la pratique sportive et participent au développement local de son territoire.

Compte tenu de la place particulière occupée, à la fois pour des raisons historiques et culturelles, par le volleyball à Montpellier et dans la Métropole et compte tenu de l'impact prévisible et attendu de l'événement, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, ont souhaité se rassembler dans un partenariat destiné à financer, sur leur territoire, l'organisation du Championnat d'Europe de Volleyball 2019, des actions communes d'accompagnement permettant la réussite de l'événement et le développement de la pratique sportive en général et du volleyball en particulier.

En effet, le 1er septembre 2017, la Confédération européenne de Volleyball (CEV) a décidé d'attribuer la compétition à la France, la Belgique, les Pays-Bas et la Slovénie, au regard de la qualité technique du projet présenté et de l'engagement des quatre fédérations au profit du volleyball en Europe.

La compétition se déroulera du 12 au 29 septembre 2019 autour de 24 équipes pour un total de 76 matchs. La France accueillera 21 rencontres sur son territoire : l'une des 4 poules qualificative (6 équipes), deux huitièmes de finale, un quart de finale et trois matchs de la phase finale (une demi-finale, le match de classement pour la troisième place et la finale).

Pour assurer l'organisation de la partie qui lui incombe, la Fédération Française de volleyball a mis en place le « Comité d'Organisation France Volley » ayant vocation à associer l'ensemble des parties prenantes concernées à la conduite de ce projet.

Du fait de la qualité des infrastructures sportives et de la capacité d'accueil de la Sud de France Arena, de l'accessibilité du territoire et de sa capacité hôtelière, de la qualité du programme d'accompagnement proposé par Montpellier, la Fédération Française de volleyball a décidé le 24 février 2018 de confier aux acteurs du territoire montpellierain l'organisation des matchs de poule de l'Equipe de France du 12 au 18 septembre 2019.

Forte de son expérience dans l'accueil d'événements sportifs majeurs comme les Coupes du Monde de Football, d'Handball et de Rugby, les arrivées et départs du Tour de France, l'accueil des rencontres de l'équipe de France de volleyball sur le site de la Sud de France Aréna s'inscrit dans le cadre de la politique sportive de la Ville de Montpellier.

Cet engagement doit être formalisé par une convention de partenariat conclue entre le Comité d'Organisation du Championnat d'Europe de Volleyball 2019 (CO France Volley) et les acteurs locaux du territoire de Montpellier constitués de la Ligue Régionale de Volleyball, du Conseil Régional Occitanie, du Conseil Départemental de l'Hérault, de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole.

Cette convention définit les conditions d'accueil de l'évènement sur le territoire pour la préparation et le déroulement des matchs organisés à Montpellier, les engagements CO France Volley et des acteurs du territoire, les modalités de soutien financier des différentes collectivités partenaires ainsi que les modalités du programme d'hospitalités, de promotion et de communication de l'évènement et le programme d'animations périphériques permettant de favoriser la découverte et la pratique du volleyball par tous.

Dans ce cadre, la convention d'accueil prévoit une contribution financière globale de 800 000 € répartie entre la Région Occitanie, le Conseil Départemental de l'Hérault, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole.

C'est pourquoi, par la signature de cette convention, la Ville de Montpellier s'engage à verser une subvention de 125 000€, sous réserve de l'adoption des autorisations annuelles de subvention par le Conseil municipal, et des concours financiers des autres collectivités, mais aussi à mettre à disposition du CO France Volley, le gymnase Olympique pour les entraînements des équipes nationales.

A ce titre, la Ville de Montpellier pourra utiliser la charte graphique de l'évènement dans le cadre de la communication institutionnelle et de la promotion de l'évènement et bénéficiera d'une visibilité sur les différents outils de communication de la manifestation ainsi que sur le site de la compétition.

La convention est conclue pour la durée de l'organisation de l'évènement et prendra fin à l'issue du championnat d'Europe.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser la signature de la convention d'accueil du Championnat d'Europe de Volleyball « Eurovolley 2019 » avec le Comité d'Organisation du Championnat d'Europe de Volleyball 2019, la Ligue Régionale de Volleyball, la Région Occitanie, le Conseil Départemental de l'Hérault et Montpellier Méditerranée Métropole ;
- d'attribuer une subvention de 125 000 € au Comité d'Organisation du Championnat d'Europe de Volleyball 2019 pour l'organisation de l'évènement à Montpellier, sous réserve de l'adoption des autorisations annuelles de subvention par le Conseil municipal, et sous réserve des concours financiers des autres collectivités ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 933 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

M. le Maire

Je remercie tous les partenaires institutionnels qui ont participé, que ce soit le Département, la Région, la Ville et la Métropole, pour recevoir le championnat d'Europe de volleyball. Qui demande la parole ?

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0

Abstention : 0

30. MARATHON DE MONTPELLIER

Valorisation de l'aide logistique apportée par la Ville de Montpellier pour l'édition 2019

Approbation des subventions en nature

Dans le cadre de sa politique sportive, la Ville de Montpellier accueille de nombreuses manifestations sportives de dimension nationale et internationale.

Avec l'appui de la Ville de Montpellier, de Montpellier Méditerranée Métropole, les communes de Castelnau-le-Lez, Pérols, Lattes, Mauguio-Carnon, Palavas-les-Flots et de la Région Occitanie Pyrénées-Méditerranée, le Montpellier Athlétique Méditerranée Métropole (MA2M) organise le 9^{ème} marathon Montpellier Métropole, le dimanche 24 mars 2019.

Dans cette nouvelle édition, il est proposé un semi-marathon en solo, couru avec les marathoniens et le relais de six. Le départ en commun est donné de la place du Nombre d'Or, pour s'étendre sur les 5 communes, sur la distance officielle de 42,195 km. Une seule boucle, sur un parcours rapide, sans difficulté, qui permet la recherche de la performance.

Le Marathon, course à pied populaire et conviviale, permet aussi d'ouvrir l'épreuve aux coureurs en fauteuil roulant, aux déficients visuels licenciés à la Fédération Française Handisport, dans le cadre d'un départ par anticipation.

Enfin, des animations sont proposées autour de l'évènement comme une course pour enfants et une course de poussettes le samedi 23 mars et le dimanche 24 mars, une marche santé sur un parcours urbain.

Dans les zones relais (Castelnau-le-Lez, Odysséum, Pérols, Palavas-les-Flots, Lattes) et tout le long du parcours, des animations avec peñas et fanfares animent et encouragent les participants.

Une pasta party est également organisée par le MA2M dans la salle Pelloutier de Montpellier Méditerranée Métropole, le samedi 23 mars 2019 entre 18 heures et 23 heures pour les coureurs.

Dans le cadre de cette manifestation, une convention d'utilisation du domaine public de la Ville, précisant la nature de l'autorisation, doit être signée entre les organisateurs et la Ville.

Cette autorisation constituant une subvention en nature, eu égard à l'intérêt manifeste que représente cet évènement, son montant ainsi valorisé est calculé en vertu de la délibération du Conseil municipal du 19 décembre 2018 fixant les tarifs 2019 applicables au domaine public occupé, à savoir :

- Place du nombre d'Or : $3\,600\text{ m}^2 \times 2,30\text{ €} \times 4\text{ jours} = 33\,120\text{ €}$.

La subvention en nature valorisable pour l'occupation du domaine public s'élève à : 33 120 €.

En complément, la Ville de Montpellier engage, pour le compte de la manifestation, la prise en charge de prestations qui constituent des subventions en nature valorisables, pour un montant de 29 500 €, selon les modalités suivantes :

- location de tentes et WC chimiques ;
- mise en place de blocs béton ;
- gardiennage du site ;
- confection de panneaux d'information et fourniture de sachets-repas.

Diverses dépenses supplémentaires sont aussi engagées par la Ville de Montpellier, valorisables elles aussi en tant que subventions en nature, selon les modalités suivantes :

- la mise à disposition de divers matériels (tables, chaises, barrières...) pour un montant de : 17 555 € ;
- des espaces d'affichage publicitaire et des dépenses de communication pour un montant de : 56 400 € ;
- la sécurité des lieux par la Police municipale, pour un montant de : 5 700 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver l'occupation du domaine public à titre gratuit pour la manifestation, eu égard à l'intérêt local qu'elle représente, telle que prévue par la convention d'occupation du domaine public ci-annexée ;
- d'approuver les subventions en nature telles que décrites ci-dessus et les diverses participations de la Ville valorisables pour un montant total de 142 275 € (33 120 € + 29 500 € + 17 555 € + 56 400 € + 5 700 €) ;
- de dire que le montant ainsi valorisé est inscrit au titre de subvention dans le compte administratif de la Ville ainsi qu'au compte de l'association MA2M ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0

Abstention : 0

**31. Réalisation d'un site provisoire d'accueil de BMX Freestyle
Complexe sportif de Grammont - Terrain stabilisé Grammont 10
Approbation de l'opération
Autorisation de déposer les autorisations d'urbanisme**

Le complexe sportif de Grammont propose des sports de glisse urbaine qui constituent la dernière activité fortement développée sur le site entre le domaine sportif de Grammont et le Zénith. Le parc comprend de nombreux modules (bowl, half-pipes), un circuit de street et d'autres éléments pédagogiques, permettant à toutes les disciplines à roues et à roulettes, du skate aux rollers en passant par le bicross, de s'épanouir librement et gratuitement sur 2500 m² et ce depuis 15 ans.

Dans le cadre de l'opération de réhabilitation du Skatepark de Grammont, la Ville de Montpellier a confié par décision n°VD2018-291 en date du 25 septembre 2018, à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole une convention de mandat de maîtrise d'ouvrage en vue de réaliser les projets de réhabilitation du site.

La Ville souhaite construire un BMX park international qui aura pour vocation d'accueillir un pôle France de BMX freestyle, en vue de la préparation des Jeux Olympiques de Tôkyô en 2020 et Paris en 2024.

Pour ce faire, un site provisoire sera aménagé le temps des travaux sur le skatepark de Grammont,

sur une partie du terrain de football stabilisé Grammont n°10 dans le Complexe Sportif de Grammont.

Ainsi un BMX Park et un Tricks Learning (lieu d'apprentissage de figures) provisoires seront aménagés avec des structures modulaires démontables ; celles-ci seront ensuite positionnées sur l'emplacement définitif. Les clôtures seront renforcées et des locaux dans les bâtiments existants seront dédiés à la Fédération Française de Cyclisme, seule garante de l'utilisation des modules de haut-niveau, en correspondance avec les objectifs fixés par la Ville.

Une convention entre la F.F.C. et la Ville de Montpellier précisera les modalités de gestion, les objectifs de détection de jeunes talents et le suivi des athlètes locaux.

Le programme de cette opération prévoit une emprise de 2 500 m² environ, correspondant à :

- la création sur 1600 m² d'un BMX Park ;
- la création sur 840 m² d'une zone dédiée à l'entraînement BMX ;
- la mise en œuvre d'une dalle et le renforcement des clôtures.

Le coût global de l'opération estimé à 600 000 € H.T., est compris dans l'enveloppe totale de l'opération Skate Park Grammont. La livraison du site est prévue pour novembre 2019.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de décider de réaliser l'opération et d'approuver le programme présenté ci-dessus ;
- de lancer toutes les consultations nécessaires à la réalisation de cette opération ;
- de dire que la dépense sera imputée sur les crédits inscrits au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 903 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut son représentant à déposer les autorisations d'urbanisme nécessaires ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut son représentant à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

M. le Maire

Vous le savez, c'est la base d'entraînement pour les jeux olympiques, qui va prendre place dans le projet de rénovation complète du skate-park.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Philippe SAUREL.)

32. QUARTIER CROIX D'ARGENT

Terrain Paul Valéry - Construction d'un Club House et vestiaires

Autorisation de déposer un permis de construire

Demande de subventions

La Ville de Montpellier dans le cadre de sa politique sportive, souhaite soutenir les initiatives des associations qui contribuent au « mieux vivre ensemble » et à développer le sport en créant un lien social indispensable dans les quartiers.

Dans ce cadre, il est proposé de créer autour du terrain Paul Valéry un club house, des vestiaires en direction du public féminin, un vestiaire arbitre et des WC publics, en lieu et place du multisport existant qui pourra être repositionné sur un nouvel emplacement.

Les vestiaires existants de l'autre côté du terrain seront entièrement refaits pour accueillir les autres équipes qui évoluent sur cet équipement.

La nouvelle structure comprendra :

- un club house et un bureau ;
- deux vestiaires joueurs, 1 vestiaire arbitre ;
- des toilettes extérieures pour le public.

Ainsi, tous les réseaux nécessaires seront amenés pour ces nouveaux bâtiments. Des clôtures et portails d'accès seront posés.

Des aménagements de parking seront identifiés dans l'enceinte ainsi créée afin de répondre aux contraintes du quartier.

L'enveloppe financière de cette opération, inscrite en partie au budget 2019 de la Ville -fonction 903 – s'élèvera à 470 000 € T.T.C.

Afin de réaliser ces travaux, il conviendra d'une part, de déposer les autorisations d'urbanisme, et d'autre part, de lancer toutes les opérations nécessaires à la réalisation de l'opération.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'adopter le projet de construction des vestiaires et club House du terrain Paul Valéry ;
- de lancer toutes les consultations nécessaires à la réalisation de cette opération ;
- d'autoriser le dépôt du permis de construire ;
- de solliciter les subventions les plus larges possibles auprès des organismes compétents ;
- de dire que la dépense sera imputée sur les crédits inscrits au budget 2019 de la Ville de Montpellier ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut son représentant à signer tout document relatif à cette opération.

M. le Maire

Personne ne demande la parole sur cette affaire qui date depuis longtemps et que nous résolvons dans l'intérêt des enfants du Pas du Loup, de Paul Valéry, de la route de Lavérune, du passage de la cinquième ligne de tram ? Monsieur BOUMAAZ, puis Monsieur YOUSSEUS.

Djamel BOUMAAZ

Vous résolvez un problème. Oui, au bout de cinq ans, vous résolvez le problème. C'est ce qui explique cet investissement soudain dans le Budget 2019 ? Parce qu'il y a des affaires et on voit des montants qui sortent, des rénovations pour lesquelles, pendant cinq ans, on n'a strictement rien fait. Vous pensez l'inaugurer, Monsieur Philippe 1^{er} ? Parce que, ce mandat, on va s'en rappeler. Vous serez Philippe 1^{er}, l'homme de la première pierre, dans cette mandature.

M. le Maire

Ne vous faites pas de souci.

Djamel BOUMAAZ

Je ne me fais pas de souci. Ne vous inquiétez pas.

M. le Maire

Ne vous faites pas de souci pour moi.

Djamel BOUMAAZ

Non. Je n'en dirai pas plus.

M. le Maire

Je vois que vous êtes inquiet pour mon avenir. Ne vous inquiétez pas.

Djamel BOUMAAZ

Ce n'est pas cela. C'est que je me régale. Il ne reste plus que douze mois, Monsieur le Maire. Il ne reste plus que douze mois. Sincèrement, je me régale. Le prochain Maire de Montpellier ne siège pas dans cette Assemblée. Je vous le dis.

M. le Maire

Profitez-en.

Djamel BOUMAAZ

C'est vous qui devez en profiter, vous savez. Je vous le dis : le prochain Maire ne siège pas dans cette assemblée.

M. le Maire

Profitez-en. Moi je ne suis pas candidat. Donc vous parlez dans le vent.

Djamel BOUMAAZ

On verra bien.

M. le Maire

Monsieur YOUSSEUS, expliquez à Monsieur BOUMAAZ l'intérêt du projet.

Rabii YOUSSEUS

Franchement, ce n'est même pas Monsieur BOUMAAZ. Je voulais juste dire : où est Monsieur VIGNAL ? Il est où ?

M. le Maire

Cela n'a pas beaucoup de rapport avec l'affaire. Vous en conviendrez ?

Rabii YOUSSEUS

Pour moi, cela à voir avec tout cela.

M. le Maire

Vous avez raison.

Rabii YOUSOUS

Où est Monsieur VIGNAL ? À part au centre-ville de Montpellier, il est où ?

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Contre : 0

Abstention : 1 voix (Djamel BOUMAAZ.)

33. Attributions et modifications d'attributions de subventions dans le cadre de la thématique SPORTS - Exercice 2019

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble sur le territoire de Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant les tableaux ci-dessous :

1) Attributions de subventions

- Dans le cadre de la thématique **JEUNESSE & SPORT / SPORT** :

Code	Nom de la structure	Type	Montant
72	CROIX D'ARGENT BASKET	Fonctionnement	21 000 €
3376	VOLLEY LOISIR COMPETITION ANTIGONE	Fonctionnement	500 €
4897	ENERGIE PAILLADE	Fonctionnement	1 000 €
6459	ARSENAL CROIX D'ARGENT FOOTBALL CLUB	Fonctionnement	500 €
TOTAL			23 000 €

Les crédits seront prélevés sur la nature 65748, chapitre 933.

- Dans le cadre de la thématique **PARTENARIAT SPORT** :

Code	Nom de la structure	Type	Titre du projet	Montant
72	CROIX D'ARGENT BASKET	Projet	PARTENARIAT SPORT	2 500 €

Les crédits seront prélevés sur la nature 65748, chapitre 933.

2) Modifications d'attributions de subventions

Par délibération n°V2018-488 du 19 décembre 2018, la Ville a attribué une subvention de 2 500 € à l'association PETANQUE CLUB MONTPELLIER CELLENEUVE pour la réalisation du projet CHALLENGE RÉGIONAL SOUVENIR FERNAND MARAVAL DIT PADIN. Il y a lieu de modifier l'attribution de cette subvention comme suit :

Code	Nom de la structure	Type	Montant
2722	PETANQUE CLUB MONTPELLIER CELLENEUVE	Fonctionnement	2 500 €

Les crédits seront prélevés sur la nature 65748, chapitre 933.

Par délibération n°V2019-025 du 06 février 2019, la Ville a attribué une subvention de 21 000 € à l'association MUC HANDBALL pour son fonctionnement. Il y a lieu d'annuler l'attribution de cette subvention.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des lettres d'engagement ou des conventions le cas échéant ;
- de prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget sur les imputations citées ci-dessus pour un montant total de 28 000 € ;
- d'approuver la lettre d'engagement et la convention types annexées à la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

M. le Maire

Qui demande des explications à Monsieur RIVAS, adjoint aux Sports ? Contre ? Oui, Monsieur BOUMAAZ.

Djamel BOUMAAZ

Très rapide. Ces explications feront aussi référence aux affaires 37, 42, 43, 44, 50 et 56. Tout simplement, chaque année, on a un tableau, vous nous présentez, on vote les subventions : il n'y a pas de souci à ce niveau-là. Sauf que j'ai beaucoup d'associations qui se posent la question des critères de ces montants, ou certaines associations qui se plaignent. Quels sont les critères ? Est-ce quand on finance, pour le fonctionnement, sur un projet ? C'est sur quels critères ? Est-ce que c'est sur le nombre d'adhérents ? Est-ce que c'est sur le projet lui-même ? Comment cela se passe ? Comment la majorité municipale se dit « tiens, ce projet je vais y mettre 2 000 euros, ce projet je vais lui mettre 500 euros, ou telle association je vais y mettre 500 euros de fonctionnement et telle autre association je vais en mettre 1 000 » ? J'ai beaucoup de retours à ce niveau-là. Est-ce que vous pouvez nous donner déjà quelques éléments par rapport à cette affaire ?

M. le Maire

Monsieur RIVAS va vous répondre.

Patrick RIVAS

Il faut savoir que, lorsqu'on attribue des subventions, d'abord, c'est pour le fonctionnement. Cela fonctionne du nombre de participants et d'adhérents qui aident l'association. Et puis il y a des associations où on fournit... Il y a des crèches, il y a des gymnases. On prête des équipements. Elles ont moins d'argent de fonctionnement, bien entendu, puisqu'on prête, on met à disposition des

gymnases et des terrains de sport. Et puis il y a des associations qui participent à des stages pendant les vacances. Donc elles ont une subvention particulière, parce qu'elles prennent des gamins pendant les premières semaines des vacances pour des stages de vacances et des stages d'été. Donc elles ont une subvention particulière pour ces stages-là. Voilà comment cela se résume.

M. le Maire

Je crois que la réponse est claire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0

Abstention : 0

34. Carte Été Jeunes 2019

Attributions à titre gratuit

La Ville de Montpellier souhaite faciliter l'accès des jeunes aux loisirs, à la culture et aux sports. A ce titre, il a été mis en place la Carte Été Jeunes, qui constitue un véritable passeport pour vivre pleinement la période estivale.

Valable du 15 juin au 15 septembre, elle est destinée à tous les Montpelliérains de 12 à 29 ans et permet, pour un prix de 25€, d'avoir accès à une multitude d'activités, sportives, culturelles, ludiques et de découvrir ou redécouvrir la Ville.

Dans ce cadre, un volet spécifique du dispositif est mis en place et permet d'octroyer des gratuités pour 250 jeunes.

Cette proposition de « gratuités » fait l'objet d'une délibération annuelle en Conseil municipal, et les bénéficiaires proposés sont les suivants :

- Des associations montpelliéraines œuvrant auprès d'un public jeune en situation de précarité ou rencontrant des difficultés d'insertion socioprofessionnelle ;
- Des étudiants des villes jumelles de Louisville et de Sherbrooke reçus dans le cadre du programme d'échanges ;
- Le service des Maisons pour tous, pour identification de jeunes susceptibles de bénéficier de ce dispositif dans les différents quartiers ;
- La caisse des écoles, pour des attributions dans le cadre du Projet de Réussite Educative ;
- Les membres du Conseil Montpelliérain de la Jeunesse.

Pour les associations, ces attributions à titre gratuit constituent une subvention en nature qui devra être valorisée tant sur les comptes de l'association, que dans le budget de la Ville.

Un tableau de suivi des gratuités accordées est établi par le service Jeunesse et chaque association concernée devra déposer une demande de mise à disposition de cartes à titre gracieux avec une liste indiquant les noms, prénoms et informations (âge, adresse...) des bénéficiaires auprès de la Ville de Montpellier.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'accepter l'attribution de 250 Cartes Eté Jeunes à titre gratuit pour l'année 2019, auprès de bénéficiaires remplissant les critères d'attribution listés ci-dessus ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0

Abstention : 0

35. Bourse Initiatives Jeunes 2019 Participation de la Ville

La Ville de Montpellier, grâce à la Bourse Initiatives Jeunes, souhaite favoriser les initiatives des jeunes montpelliérains.

Ce dispositif est une aide financière qui soutient des actions permettant l'implication des montpelliérains âgés de 16 à 29 ans.

Les projets doivent faire appel au sens des responsabilités, à l'esprit d'initiative et de solidarité. Ils peuvent concerner des domaines très divers tels que la culture, l'aide humanitaire, le développement de la vie sociale et l'intégration.

Sont exclus les projets présentés dans un cursus scolaire ou universitaire, les travaux de recherches théoriques, ainsi que les projets professionnels.

Le dossier doit comporter une présentation du projet, du budget et faire l'objet d'un cofinancement.

Les attributions sont établies conformément au règlement du dispositif voté par le Conseil municipal du 28 mars 2011.

Afin de permettre la réalisation du projet de la session du mois de mars, il est d'attribuer, pour le projet porté par Juliana GENDRON, une subvention d'un montant de 700 €. Le projet est décrit ci-dessous et sera financé de la manière suivante :

Juliana GENDRON, étudiante : « *Légitimations / Transgressions : expériences de jeunesse* » : *soirée conférence – table ronde*. (Production culturelle).

Montant global du projet : 2 700 €

Montant de la subvention proposée pour la Ville de Montpellier : 700 €

Autres financeurs : MSH SUD (Maison des Sciences de l'Homme de Montpellier) : 1 200 € et CRISES EA 4424 – Université Paul Valéry : 500 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'attribuer, dans le cadre du dispositif de la Bourse Initiative Jeunes, une subvention de 700€ à Juliana GENDRON pour le projet détaillé ci-dessus ;
- d'imputer cette dépense sur les crédits inscrits au budget 2019 de la Ville, chapitre 933 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0

Abstention : 0

36. Bourse d'aide à la Citoyenneté - Modification du dispositif BAFA

Dans le cadre du développement de sa politique de proximité, de solidarité et des services aux publics, la Ville de Montpellier, par l'intermédiaire de son service Jeunesse, propose depuis 2006 un dispositif d'aide pour la formation au Brevet d'Aptitude aux Fonctions d'Animateur (BAFA).

Avec le BAFA, les jeunes montpelliérains âgés au minimum de 17 ans peuvent animer, encadrer et organiser des activités en direction des enfants et des jeunes. C'est aussi l'occasion d'une première prise de responsabilité éducative au sein d'une équipe, de s'ouvrir aux autres, d'acquérir et de développer de nouvelles compétences dans le domaine de l'animation, en bref devenir acteur citoyen dans leur commune.

Le déroulement de la formation se fait en 3 étapes :

La première étape est une session de formation générale théorique de 8 jours. Elle est suivie d'une deuxième étape correspondant à un stage pratique de 14 jours, qui est enfin complétée d'une troisième session d'approfondissement de 6 jours.

Les jeunes montpelliérains issus des quartiers sensibles ou déjà acteurs bénévoles du tissu associatif qui souhaitent suivre cette formation peuvent se présenter à l'Espace Montpellier Jeunesse, 1 place Francis Ponge 34000 Montpellier, pour retirer un dossier de demande d'aide au financement du BAFA qui prendra en compte les motivations et le projet professionnel de chacun.

Depuis 2006, l'aide financière apportée par la Ville de Montpellier pour ce dispositif s'élève à 200 euros par jeune. L'aide octroyée venait en déduction du prix total de la formation pour les 3 étapes et était directement versée à l'organisme de formation prestataire.

Afin d'optimiser le processus de gestion de cette aide, il est proposé de financer l'intégralité de la session de formation générale théorique de 8 jours du BAFA.

L'organisme de formation, qui aura été choisi après consultation, sera alors chargé de mettre en place une formation au BAFA pour ces jeunes.

Le montant des aides individuelles accordées par la Ville sera directement versé à l'organisme de formation à l'issue de chacune des sessions de formation générale théorique organisées durant l'année. Un justificatif de présence des jeunes à cette session de formation devra alors être fourni.

Le budget global du dispositif reste inchangé et permet une aide à la formation pour une centaine de jeunes montpelliérains.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver les modifications apportées au dispositif d'aide financière à la formation au Brevet d'Aptitude aux Fonctions d'Animateur (BAFA) ;

- d'accepter les modifications du dossier d'inscription et du règlement ;
- d'accepter que les sommes soient prélevées sur les crédits inscrits au budget 2019 de la Ville, chapitre 933 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0

Abstention : 0

37. Attributions de subventions dans le cadre de la thématique JEUNESSE - Exercice 2019

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant les tableaux ci-dessous.

- Dans le cadre de la thématique **JEUNESSE** :

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
7200	HOGAR SAN JOSE	Projet	BENEVOLAT EN BOLIVIE	1 500 €

Les crédits seront prélevés sur la nature 65748, chapitre 933

- Dans le cadre de la thématique **BOURSE ANIMATION JEUNES** :

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
3051	LEZ' ARTS M3	Projet	HIC !	600 €

Les crédits seront prélevés sur la nature 65748, chapitre 933

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des lettres d'engagement ;
- de prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget sur les imputations citées ci-dessus pour un montant total de 2 100 € ;
- d'approuver la lettre d'engagement type annexée à la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0

Abstention : 0

38. Cimetière municipal Saint Etienne - Travaux d'aménagement

Le cimetière municipal Saint Etienne dispose d'une superficie de 9 hectares et d'une capacité de 4 500 concessions, et sera étendu à l'horizon 2032 par la création du futur cimetière métropolitain, d'une superficie de 15 hectares et d'une capacité de 11 000 places en caveau.

Les cimetières sont, comme le prévoit la loi, des espaces neutres, laïques et non confessionnels, même si la possibilité d'aménagement de regroupements confessionnels respectueux des traditions sépulcrales des communautés religieuses implantées sur le territoire est désormais ouverte aux Maires par la réglementation.

Montpellier a été parmi les villes pionnières en France en matière de respect des traditions religieuses des défunts, et l'aménagement du cimetière municipal Saint Etienne a été pensé dans la volonté de proposer aux familles montpelliéraines des espaces et des services funéraires adaptés à leurs croyances.

Aujourd'hui, l'évolution de la population montpelliéraine nécessite la création au sein du cimetière municipal de quatre rangées de sépultures supplémentaires, correspondant à 89 sépultures.

Le montant des travaux nécessaires est évalué à 80 000 € TTC, les crédits correspondants étant inscrits au budget primitif 2019 de la Ville.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser les travaux d'aménagement du cimetière municipal Saint Etienne, et de déposer à cet effet toutes demandes d'autorisations préalables et nécessaires ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Madame Sonia KERANGUEVEN sort de séance, le pouvoir de Madame Valérie BARTHAS-ORSAL à Madame Sonia KERANGUEVEN est temporairement annulé.

Madame Maud BODKIN sort de séance.

39. Elaboration du Règlement Local de Publicité intercommunal (RLPi) de Métropole Montpellier Méditerranée - Débat sur les orientations du RLPi

L'article L.581-14-1 du Code de l'environnement dispose que les règlements locaux de publicité (RLP) sont élaborés conformément à la procédure d'élaboration des plans locaux d'urbanisme qui prévoit notamment, qu'avant l'arrêt du projet par l'organe délibérant de Montpellier Méditerranée Métropole, un débat sur les orientations du projet d'aménagement et de développement durables (PADD) du plan local d'urbanisme (PLU) soit organisé au sein de cet organe ainsi que dans les Conseils municipaux des communes membres.

Conformément à la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, la transformation, au 1er janvier 2015, de la Communauté d'Agglomération de Montpellier en Métropole, dénommée « Montpellier Méditerranée Métropole », a entraîné le transfert de la compétence Plan Local d'Urbanisme (PLU) des communes membres à la Métropole.

Sur cette base, une délibération du Conseil métropolitain de Montpellier Méditerranée Métropole n°14932 du 27 septembre 2017 a prescrit l'élaboration du règlement local de publicité intercommunal (RLPi) et a défini les objectifs et les modalités de la concertation ainsi que les modalités de collaboration entre les communes membres dans le cadre de l'élaboration du RLPi.

Le Code de l'environnement ne prévoit pas qu'un RLP comporte un PADD, mais son article R581-73 stipule que les orientations du règlement doivent être définies dans son rapport de présentation.

Il convient dès lors que les orientations générales du RLPi fassent l'objet d'un débat en Conseil métropolitain et dans chacun des Conseils municipaux.

La Conférence intercommunale des maires de Montpellier Méditerranée Métropole réunie le 19 février 2019 a permis aux Maires d'échanger et de débattre des orientations du projet de RLPi.

Les orientations sont les suivantes :

LES ORIENTATIONS GENERALES

- Assurer un traitement cohérent de la question de la publicité extérieure à l'échelle de la métropole ;
- Prendre en compte les nouvelles dispositions réglementaires et anticiper la caducité des RLP en vigueur (Castelnau-le-Lez, Juvignac, Lattes, Montpellier et Saint-Jean-de-Védas) ;
- Protéger le cadre de vie, limiter la pollution visuelle et les atteintes à l'environnement, concilier lisibilité des acteurs économiques et protection des paysages ;
- Envisager, là où se rencontrent cœurs de villes, activités économiques et tourisme, la « réintroduction » de certaines formes de publicité dans des espaces où la législation interdit la publicité mais admet qu'une réglementation locale puisse en admettre la présence.

LES ORIENTATIONS PROPRES A LA PUBLICITE

- Valoriser le cadre de vie sur l'ensemble du territoire ;
- Valoriser les axes d'entrée vers la première couronne métropolitaine, pôles d'échange ;
- Encadrer l'affichage publicitaire dans les secteurs remarquables et les centres-villes ;
- Limiter la pollution lumineuse.

LES ORIENTATIONS PROPRES AUX ENSEIGNES

- Réduire l'impact de certaines enseignes, améliorer la visibilité des activités ;
- Valoriser la qualité des centres historiques, améliorer la lisibilité du patrimoine bâti ;
- Limiter la pollution lumineuse.

Le Conseil municipal doit débattre des orientations du projet de règlement local de publicité intercommunal.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de prendre acte de la tenue du débat sur les orientations du projet de règlement local de publicité intercommunal ;
- de prendre acte de la communication des orientations du projet de règlement local de publicité intercommunal jointes à la présente délibération ;
- de se prononcer sur les orientations du projet de règlement local de publicité intercommunal ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 54 voix

Contre : 0

Abstention : 1 voix (Djamel BOUMAAZ.)

Madame Isabelle MARSALA sort de séance.

40. Demande d'autorisation préalable de pose d'un dispositif ou d'un matériel supportant de la publicité, une préenseigne ou une enseigne sur un bâtiment communal - Autorisation de dépôt

La préservation de la qualité du cadre de vie et la mise en valeur de nos paysages est un enjeu majeur pour notre territoire.

En application de la loi du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement, du décret du 30 janvier 2012 portant sur la réglementation relative à la publicité extérieure, aux enseignes et aux préenseignes, et du règlement spécial de publicité approuvé par le Conseil le 24 mars 2003, la Commune de Montpellier est engagée dans une démarche globale de mise en conformité des publicités, enseignes et préenseignes sur son territoire.

La réglementation propre aux enseignes, codifiée dans les articles L.581-18 et R.581-16 du Code de l'environnement, stipule qu'en présence d'un règlement local de publicité les installations de remplacements ou de modifications d'enseignes sont soumises à autorisation.

Il convient, dans le cadre de la mise en conformité des enseignes apposées sur les bâtiments communaux, de déposer les demandes d'autorisation correspondantes.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer et déposer les dossiers de demande d'autorisation d'enseignes sur les bâtiments communaux ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 53 voix

Contre : 0

Abstention : 1 voix (Djamel BOUMAAZ.)

41. Dénomination des voies et espaces publics - Quartier Cambacères

QUARTIER PORT MARIANNE CAMBACERES

L'architecte urbaniste Xaveer de Geyter (cabinet XDGA) propose, à partir du bâtiment de la French Tech et du grand parc urbain de la Mogère (Paysagiste Jacqueline Osty), d'organiser un quartier mixte réunissant établissements de l'enseignement supérieur, logements, bureaux, équipements, et services.

Dans le cadre de ce projet, il convient de dénommer les voies et espaces publics du futur quartier.

Le pont de la route de Vauguières qui enjambe l'autoroute A709, n'est pas dénommé, il est proposé de le dénommer :

**Pont Karl MARX
(1818-1883)
Homme politique et
économiste socialiste allemand**

Karl Marx, né le 5 mai 1818 à Trèves en Rhénanie et mort le 14 mars 1883 à Londres, est un historien, journaliste, philosophe, sociologue, économiste, essayiste, théoricien de la révolution, socialiste et communiste allemand.

Il est connu pour sa conception matérialiste de l'histoire, sa description des rouages du capitalisme, et pour son activité révolutionnaire au sein du mouvement ouvrier. Il a notamment participé à l'Association internationale des travailleurs. L'ensemble des courants de pensée inspirés des travaux de Karl Marx est désigné sous le nom de marxisme. Il a eu une grande influence sur le développement ultérieur des sciences humaines et sociales. Ses travaux ont influencé de façon considérable le XXe siècle, au cours duquel de nombreux mouvements révolutionnaires se sont réclamés de sa pensée.

~

Une voie va être créée au nord de la route de Vauguières au niveau du carrefour de la rue Pierre Gilles de Gennes et de la rue du Mas de Brousse, il est proposé de la dénommer :

**Rue Lady Ada LOVELACE
(1815 – 1852)
Pionnière de la
science informatique**

Ada Lovelace, de son nom complet Augusta Ada King, comtesse de Lovelace, née Ada Byron le 10 décembre 1815 à Londres et morte le 27 novembre 1852 dans la même ville, est une pionnière de la science informatique. Elle est principalement connue pour avoir réalisé le premier programme informatique, lors de son travail sur un ancêtre de l'ordinateur : la machine analytique de Charles Babbage.

Dans ses notes, on trouve en effet le premier programme publié Woolley, destiné à être exécuté par une machine, ce qui fait considérer Ada Lovelace comme « le premier programmeur du monde ». Elle a également entrevu et décrit certaines possibilités offertes par les calculateurs universels, allant bien au-delà du calcul numérique et de ce qu'imaginaient Babbage et ses contemporains. Les

développeurs informatiques ont appelé un langage « ADA » en son honneur.

~

En continuité de la précédente de l'autre côté de la route de Vauguières, une rue qui aboutit sur la rue du Mas de Brousse est créée, il est proposé de la dénommer :

**Rue Steve JOBS
(1955-2011)
Entrepreneur et
inventeur américain**

Steven Paul Jobs, dit Steve Jobs, né à San Francisco (Californie) le 24 février 1955 et mort à Palo Alto (Californie) le 5 octobre 2011, est un entrepreneur et inventeur américain, souvent qualifié de visionnaire. Il est une figure majeure de l'électronique grand public, notamment pionnier de l'avènement de l'ordinateur personnel, du baladeur numérique, du smartphone et de la tablette tactile. Cofondateur, directeur général et président du conseil d'administration d'Apple Inc, il dirige aussi les studios Pixar et devient membre du conseil d'administration de Disney lors du rachat en 2006 de Pixar par Disney.

Steve Jobs, Steve Wozniak et Ronald Wayne créent Apple le 1er avril 1976 à Cupertino. Au début des années 1980, Steve Jobs saisit le potentiel commercial des travaux du Xerox Parc sur le couple interface graphique/souris, ce qui conduit à la conception du Lisa, puis du Macintosh en 1984, les premiers ordinateurs grand public à profiter de ces innovations.

Il supervise le lancement et le développement de l'iMac (1998), de l'iPod, d'iTunes et de la chaîne de magasins Apple Store (2001), de l'iTunes Store (2003), de l'iPhone (2007) et de l'iPad (2010), présentant les différents produits à un rythme pluriannuel lors de ses fameuses keynotes et faisant de son entreprise une des plus riches au monde au moment de sa mort.

~

En continuité de la précédente, de l'autre côté de la rue du Mas de Brousse, au sud du Parc de la Mogère, une voie est créée, il est proposé de la dénommer :

**Rue Alexandre GROTHENDIECK
(1928-2014)
Mathématicien français**

Alexandre (ou Alexander) Grothendieck est un mathématicien français, né le 28 mars 1928 à Berlin et mort le 13 novembre 2014 à Saint-Lizier, près de Saint-Girons (Ariège). Il est resté longtemps apatride tout en vivant principalement en France. Il obtient la nationalité française en 1971.

Il est considéré comme le refondateur de la géométrie algébrique et, à ce titre, comme l'un des plus grands mathématiciens du XXe siècle. Il était connu pour son intuition extraordinaire et sa capacité de travail exceptionnelle. La médaille Fields lui a été décernée en 1966.

~

Reliant la rue du Mas Rouge à la rue du Mas de brousse au droit du Parvis Melvin Jones une rue est créée, il est proposé de la dénommer :

**Rue Maryam MIRZAKHANI
(1977 – 2017)**

Mathématicienne iranienne

Maryam Mirzakhani, née le 5 mai 1977 à Téhéran et morte le 14 juillet 2017 à Stanford, est une mathématicienne iranienne, professeur à l'université Stanford.

Maryam Mirzakhani est connue pour ses travaux en topologie et géométrie (notamment géométrie des surfaces de Riemann). Elle est la première et, à ce jour, unique femme récipiendaire de la médaille Fields, reçue le 12 août 2014.

En septembre 2008, elle est nommée à 31 ans professeur de mathématiques à Stanford après avoir été maître de conférences à l'université de Princeton.

~

Une place va être créée entre la rue du Mas de Brousse et la future Halle French Tech, élément emblématique et « catalyseur » de ce nouveau quartier, il est proposé de la dénommer :

Place Françoise HERITIER (1933- 2017)

**Anthropologue, ethnologue
et féministe française**

Françoise Héritier, née le 15 novembre 1933 à Veauce dans la Loire et morte le 15 novembre 2017 à Paris, est une anthropologue, ethnologue et féministe française.

Directrice d'étude à l'EHESS, elle a aussi succédé à Claude Lévi-Strauss au Collège de France, inaugurant la chaire d'étude comparée des sociétés africaines. Lévi-Strauss voyait en elle son successeur.

De 1998 à 2001, elle est membre du Comité d'éthique du CNRS.

Elle a signé certaines de ses œuvres sous les autres noms de Françoise Izard-Héritier et Françoise Héritier-Augé.

~

Il est proposé de renommer les sections de la rue du Mas de Brousse de part et d'autre du Pont Youri Gagarine :

Rue Jacques DERRIDA (1930- 2018)

Philosophe français

Jacques Derrida (de son vrai nom Jackie Derrida) est un philosophe français né le 15 juillet 1930 à El Biar (Algérie) et mort le 9 octobre 2004 à Paris.

Professeur à l'École normale supérieure, puis directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales, il a créé et développé l'école de pensée autour du déconstructionnisme. Dans la lignée de Freud et de Heidegger, Jacques Derrida remet en question la phénoménologie et la métaphysique traditionnelle et introduit une nouvelle manière de penser les sciences humaines.

Le point de départ de son œuvre est une critique de la linguistique et de la place dominante qu'elle occupe dans le champ des sciences humaines. La pensée de Jacques Derrida, à la base de la French Theory, continue d'avoir une immense audience aux États-Unis : en 2007, Jacques Derrida était considéré par The Times Higher Education Guide comme le troisième auteur le plus cité dans les ouvrages de sciences humaines de l'année.

~

La nouvelle voie qui depuis la rue de la Fontaine de la Banquière permet d'accéder à la Gare Sud de France n'est pas dénommée, il est proposé de la dénommer :

**Rue Fernand BRAUDEL
(1902- 1985)
Historien Français**

Fernand Paul Achille Braudel, né le 24 août 1902 à Luméville-en-Ornois (Meuse) et mort le 27 novembre 1985 à Cluses (Haute-Savoie), est un historien français.

Fermement convaincu de l'unicité profonde des sciences humaines, il est l'un des représentants les plus populaires de « l'École des Annales » fondé par Lucien Febvre et a marqué durablement l'historiographie française et internationale par la définition de concepts « braudéliens » : l'étagement des temporalités, la longue durée, ou encore la civilisation matérielle sont des prismes à travers lesquels il observe le monde et dépasse très largement l'histoire traditionnelle en ouvrant sur des sciences telles que la géographie, l'économie, l'ethnologie, la sociologie, ou encore l'archéologie.

~

Une rue va relier la rue Alexandre Grothendieck nouvellement dénommée à la rue Pierre Gilles de Gennes, nous proposons de la dénommer :

**Rue Emmanuel Gambardella
(1888-1953)
Sportif et journaliste français**

Emmanuel Gambardella, né le 3 juillet 1888 à Sète et mort le 30 août 1953 à Montpellier, est un journaliste sportif français qui devient dirigeant de football.

Emmanuel Gambardella a participé, de 1930 à 1933, à la tentative malheureuse de lancement d'un troisième quotidien montpelliérain : Le Sud.

Il apporte sa compétence à plusieurs feuilles parisiennes, en même temps qu'au Petit méridional, tout en abordant des sujets plus variés au Républicain du Gard, le journal nîmois du soir étroitement lié au Sports du Sud-Est où il est revenu de 1932 à la disparition en 1938.

Chevalier de la Légion d'honneur en 1935, il préside le syndicat des journalistes professionnels de Montpellier.

Membre de l'équipe des fondateurs du Midi libre lancé le 27 août 1944, Emmanuel Gambardella, après la crise qui secoue le quotidien montpelliérain l'année suivante, se trouve porté à la présidence du conseil d'administration. Cette fonction qu'il conserve jusqu'à sa mort, ne l'empêche pas de conduire, à la tête du groupement des clubs autorisés, la restauration du football professionnel, avant de succéder à Jules Rimet à la présidence de la Fédération française de football (FFF).

À côté de ses responsabilités administratives, le journaliste apporte au Midi libre, avec une coopération à la rubrique sportive, une chronique montpelliéraine, tout en assumant la responsabilité des programmes de la station locale de radiodiffusion. Après son inhumation au cimetière marin de Sète, son nom est donné en 1953 à la coupe nationale des juniors.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'adopter ces propositions de dénominations ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer tous les documents relatifs à ces affaires.

M. le Maire

Je vous propose : le pont Karl MARX (1818-1883), homme politique et économiste socialiste allemand ; la rue Lady Ada LOVELACE (1815-1852), pionnière de la science informatique. Les noms de rue sont paritaires. Rue Steve JOBS (1955-2011), entrepreneur et inventeur américain ; rue Alexandre GROTHENDIECK (1928-2014), mathématicien français ; rue Maryam MIRZAKHANI (1977-2017), mathématicienne iranienne ; place Françoise HERITIER (1933-2017), anthropologue, ethnologue et féministe française ; rue Jacques DERRIDA (1930- 2018), philosophe français ; avenue Fernand BRAUDEL (1902- 1985), qui desservira la gare Montpellier Sud de France, historien ; rue Emmanuel GAMBARDELLA (1888-1953), sportif et journaliste français, qui a donné son nom à la coupe de France des juniors, pour laquelle MHSC est encore qualifié, dont la fille est encore des nôtres à Montpellier et qui sera à proximité du stade. Qui demande la parole ? Monsieur COTTE.

Robert COTTE

Pour rappeler que GROTHENDIECK était prof à la fac de Montpellier.

M. le Maire

Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Une abstention. C'est à cause de Karl MARX ?

Intervention hors micro d'Anne BRISSAUD.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 54 voix

Contre : 0

Abstention : 1 voix (Anne BRISSAUD.)

42. Appel à projets - Contrat de Ville Attribution de subventions à l'association ADAGES Exercice 2019

Les partenaires financiers du Contrat de Ville mobilisent des crédits spécifiques dans le cadre d'un appel à projets qui concerne principalement les opérateurs associatifs. Les actions financées doivent répondre aux besoins identifiés sur la base des objectifs et résultats attendus, figurant dans les fiches constituant la déclinaison opérationnelle du contrat de ville.

Au-delà de cet appel à projets, des crédits de droit commun sont également mobilisés par la collectivité sur les territoires, toujours en regard des objectifs poursuivis par le contrat.

L'étude des projets a été réalisée au regard des préconisations de l'évaluation à mi-parcours du Contrat de Ville ainsi que des récentes instructions ministérielles. La mobilisation des opérateurs associatifs, sur les 12 quartiers prioritaires, était attendue sur les 5 axes opérationnels du Contrat de Ville :

- organiser le développement de l'activité économique, de l'emploi et de l'insertion professionnelle en faveur des quartiers ;

- la mixité sociale dans le logement (actions d'accompagnement) ;
- renforcer la mixité sociale à l'école et le soutien aux adolescents ;
- faciliter l'accès de tous aux services et équipements (culturels, sportifs) ;
- offrir un meilleur cadre de vie au quotidien pour les habitants des quartiers par une présence renforcée de proximité.

A l'issue d'une instruction partenariale et territoriale, de l'analyse des dossiers au regard des objectifs inscrits au Contrat de Ville et du bilan intermédiaire du projet, il est proposé que la Ville de Montpellier apporte son soutien à deux projets portés par l'association ADAGES.

FINANCEMENTS JEUNESSE				
N° asso	Association	Intitulé du projet	Quartier Principal	Proposé
64	ADAGES Espace Famille	Espace Jeunesse	Lemasson	500 €
Les crédits seront prélevés sur la ligne 25722, nature 6574, chapitre 924				500 €

FINANCEMENTS COHESION SOCIALE				
N° asso	Association	Intitulé du projet	Quartier Principal	Proposé
64	ADAGES Espace Famille	Espace Jeunesse	Lemasson	1 000 €
		La Langue Française, vecteur d'Intégration	Lemasson	4 000 €
Les crédits seront prélevés sur la ligne 21498, nature 6574, chapitre 925				5000 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d'engagement et des conventions le cas échéant ;
- de prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2019 de la Ville ;
- d'approuver la lettre d'engagement et la convention types annexées à la présente subvention ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, son représentant, à signer ces conventions et tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 54 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Annie YAGUE.)

Monsieur Mustapha MAJDOUL entre en séance.

43. Appel à projets - Contrat de Ville Attribution de subventions à diverses associations Exercice 2019

Les partenaires financiers du contrat de ville mobilisent des crédits spécifiques dans le cadre d'un appel à projets qui concerne principalement les opérateurs associatifs. Les actions financées doivent répondre aux besoins identifiés sur la base des objectifs et résultats attendus, figurant dans les fiches constituant la déclinaison opérationnelle du contrat de ville.

Au-delà de cet appel à projets, des crédits de droit commun sont également mobilisés par la collectivité sur les territoires, toujours en regard des objectifs poursuivis par le contrat.

L'étude des projets a été réalisée au regard des préconisations de l'évaluation à mi-parcours du contrat de ville ainsi que des récentes instructions ministérielles. La mobilisation des opérateurs associatifs, sur les 12 quartiers prioritaires, était attendue sur les 5 axes opérationnels du contrat de ville :

- organiser le développement de l'activité économique, de l'emploi et de l'insertion professionnelle en faveur des quartiers ;
- la mixité sociale dans le logement (actions d'accompagnement) ;
- renforcer la mixité sociale à l'école et le soutien aux adolescents ;
- faciliter l'accès de tous aux services et équipements (culturels, sportifs) ;
- offrir un meilleur cadre de vie au quotidien pour les habitants des quartiers par une présence renforcée de proximité.
-

En 2019, la Ville de Montpellier a été sollicitée pour apporter son concours à la réalisation de 205 projets réalisés à destination des habitants des 12 quartiers prioritaires, pour un montant total sollicité de 661 247 €.

La présente délibération concerne l'affectation de **117 subventions**, pour un montant total de **226 000 €**, aux associations ayant sollicité le soutien financier de la Ville de Montpellier pour mettre en œuvre des projets définis comme prioritaires au regard des axes opérationnels du contrat de ville.

FINANCEMENTS SPORTS				
N° asso	Association	Intitulé du projet	Quartier Principal	Proposé
3659	3MTKD (Montpellier Méditerranée Métropole Taekwondo)	Centre Sportif 14-17 ans	Pas du Loup-Val de Croze	1 000 €
5943	ANSA (Association Nouvelle pour la Solidarité au féminin)	Ateliers Sportifs pour Tous	Paillade	500 €
		Elles'Bougent	Paillade	500 €
6370	BVA (Bien vivre à Aiguelongue)	Sport et Art	Aiguelongue	500 €
4556	MCKEV (Montpellier canoë-kayak eau vive)	L'Aventure Citoyenne en Kayak	Cévennes	500 €
5792	Montpellier Judo Olympic	Ateliers Decouverte Judo Filles	Paillade	500 €

788	MPN (Montpellier Paillade Natation)	Favoriser la Pratique de la Natation des Femmes du Quartier Mosson	Paillade	500 €
4555	Roll'School	Tous au Freestyle	Celleneuve	500 €
Les crédits seront prélevés sur le chapitre 933				4 500 €

FINANCEMENTS JEUNESSE				
N° asso	Association	Intitulé du projet	Quartier Principal	Proposé
3932	ACLE (Association des Cévennes pour l'insertion, les Loisirs et l'Education)	Club des Jeunes	Cévennes	500 €
2004	AJPPN (Association Jeunes Phobos Paillade Nord)	Promotion des Actions Éducatives	Hauts de Massane	500 €
25	APDOC (Association Française des Petits Débrouillards Occitanie)	Aux Sciences Citoyens - Près d'Arènes	Près d'Arènes	500 €
1261	APIEU (Atelier Permanent d'Initiation à l'Environnement Urbain)	Les Clubs de Ville	Cévennes	500 €
4841	AVEC (Association vivre ensemble en citoyens dans le quartier des Cévennes)	Vivre Ensemble en Citoyens	Cévennes	500 €
3675	ESSOR	Vacances et Week Ends Adolescents	Petit Bard - Pergola	500 €
409	Jouons en Ludothèques	Club-Jeux Ados Cité Paul Valéry	Pas du Loup-Val de Croze	500 €
6204	L4C (Les 4 Chemins)	Le cybercitoyen	Paillade	500 €
	PePs	Club Jeune	Figuerolles	500 €
2608	RCL (Racing Club Lemasson)	Le Coup de Pouce	Lemasson	500 €
6036	Strata'j'M Sud	Des jeux dans ton quartier	Ensemble des territoires prioritaires	500 €
789	UFOLEP 34 (Union française des œuvres laïques d'éducation physique)	Sport Citoyen 12/17 ans	Petit Bard - Pergola	500 €
Les crédits seront prélevés sur le chapitre 933				6000 €

FINANCEMENTS EDUCATION				
N° asso	Association	Intitulé du projet	Quartier Principal	Proposé
6370	BVA (Bien vivre à Aiguelongue)	Partage à Aiguelongue3	Aiguelongue	500 €
1469	Francas 34	Centre de Loisirs Mosson	Paillade	4 000 €
409	Jouons en Ludothèques	Ludothèque Paul Valéry	Pas du Loup-Val de Croze	500 €
		Ludothèque Pergola	Petit Bard - Pergola	500 €
4472	La Vista	Actions Culturelles en QPV	Figuerolles	500 €
6250	MTP Accordéon	Musiques du Brésil à Léo Malet	Celleneuve	500 €
3036	REP Gérard PHILIPPE	Améliorer les Relations Ecole-Famille au Service de la Réussite Éducative	Près d'Arènes	500 €
5633	REP Marcel PAGNOL	Agir sur les Représentations Autour de l'École	Gély	500 €
		Améliorer la Relation Ecole-Familles pour Favoriser la Réussite à l'École	Pas du Loup-Val de Croze	500 €
		Renforcer la Coopération École-Famille	Gély	400 €
5454	REP+ Arthur RIMBAUD	Associer les Parents aux Actions d'Éducation et de Scolarisation de Leurs Enfants	Paillade	300 €
		Favoriser la Réussite des Parcours Scolaires	Paillade	500 €
1329	REP+ Escholiens de la Mosson	Alliance Éducative en Réseaux	Paillade	300 €
		Renforcer la Coopération École/Parents	Paillade	500 €
3125	REP+ Les Garrigues	Renforcer la Relation Avec les Familles	Hauts de Massane	500 €
1424	REP+ Simone VEIL	Renforcer la Relation École/Parents	Petit Bard - Pergola	500 €
		Théâtre et Langage, Un Parcours d'Excellence	Petit Bard - Pergola	400 €
5385	ZADIGOZINC	Café des Enfants	Paillade	1 100 €
Les crédits seront prélevés sur le chapitre 932				12 500€

FINANCEMENTS COHESION SOCIALE				
N° asso	Association	Intitulé du projet	Quartier Principal	Proposé
3659	3MTKD (Montpellier Méditerranée Métropole Taekwondo)	Animations Sociales en QPV	Ensemble des territoires prioritaires	3 400 €
3932	ACLE (Association des Cévennes pour l'insertion, les Loisirs et l'Education)	Ateliers Sociolinguistiques	Cévennes	4 500 €
		Club des Femmes/Accès à la Culture	Cévennes	1 000 €
		Club des Jeunes	Cévennes	2 000 €
4360	ACTEURS	Ateliers Acteurs - MLDS Monnet	Paillade	1 500 €
913	AFEV (Association de la Fondation étudiante pour la Ville)	Ambassadeurs du Livre	Ensemble des territoires prioritaires	4 000 €
2004	AJPPN (Association Jeunes Phobos Paillade Nord)	Accès aux Droits et Médiation Sociale	Hauts de Massane	3 500 €
		Guidance Socioéconomique	Hauts de Massane	2 000 €
1755	APAJ (Association Accompagnement de Parcours Adultes et Jeunes)	Accès aux Droits et E-Administration	Figuerolles	2 000 €
		Accompagnement à la Culture	Figuerolles	2 500 €
		Educadrive	Gély	1 000 €
		Prévention Santé et Environnement	Gély	1 500 €
25	APDOC (Association Française des Petits Debrouillards Occitanie)	Aux Sciences Citoyens - Près d'Arènes	Près d'Arènes	500 €
		Les Sciences en Bas de Chez Toi! Mosson	Paillade	1 000 €
		Séjour Scientifique	Petit Bard - Pergola	1 000 €
2142	APIJE (association pour l'insertion par l'économique)	Femmes Vip	Petit Bard - Pergola	2 000 €
1036	APS 34 (Association de	5 Chantiers Éducatifs QPV	Paillade	14 400 €

	Prévention Spécialisée)	Montpellier		
3473	ARDI (Association Renaissance Développement et Insertion)	Accompagnement Socio-Éducatif	Hauts de Massane	4 000 €
4841	AVEC (Association vivre ensemble en citoyens dans le quartier des Cévennes)	Aide Éducative Auprès des Parents	Cévennes	4 000 €
		Aides aux Démarches Administratives	Cévennes	1 500 €
1196	BGE	Cités Lab	Ensemble des territoires prioritaires	11 000 €
4900	CBLR (Compagnons Bâisseurs L.R)	Atelier de Quartier Montpellier	Ensemble des territoires prioritaires	4 000 €
		Espace Ressource Habitat Mosson	Paillade	4 500 €
5233	CDAD (Conseil départemental de l'accès au droit de l'Hérault)	Accès au Droit à la Maison de Justice	Celleneuve	4 000 €
6183	CDD (Chant Dessus Dessous)	Petite Enfance et Langage	Petit Bard - Pergola	500 €
1464	Césam (Césam Migrations Santé Languedoc)	Langage, Environnement et Pouvoir d'Agir	Paillade	2 000 €
		Médiation Interculturelle et Soutien à la Parentalité	Paillade	5 000 €
1909	CIDFF (Centre d'information sur les droits des femmes et des familles de l'Hérault)	Accès aux Droits et Médiation Familiale	Celleneuve	5 000 €
		Femmes Egalite Emploi (Fee)	Paillade	2 000 €
244	CLCV (Consommation Logement Cadre de Vie de Montpellier et environs)	L'Accès aux Droits par le Numérique	Pompignane	1 000 €
1559	CLJ Paillade (Centre Loisirs Jeunes)	Base Nautique	Paillade	1 000 €
2190	CYDM (Collectif Yves Du Manoir)	Médiation Sociale, Réussite Éducative	Pas du Loup-Val de Croze	1 000 €

4773	DéFI (Développement de la Formation et de l'Insertion)	Aims	Paillade	4 500 €
		Ateliers Socio-Linguistiques Adultes	Paillade	5 000 €
4360	EPE Hérault (Ecole des Parents et des éducateurs de l'Hérault)	Point Ecoute pour les Parents	Cévennes	5 000 €
3675	ESSOR	Vacances et Week Ends Adolescents	Petit Bard - Pergola	500 €
		Vacances et Week-Ends Enfants	Petit Bard - Pergola	1 000 €
3075	FRFD34 (Familles Rurales Fédération Départementale de l'Hérault)	Relais d'Information Familles	Près d'Arènes	2 000 €
661	FV 34 (France Victimes)	Aide aux Victimes	Ensemble des territoires prioritaires	6 500 €
1043	HOLISME	L'Entrelacs de Léonard	Paillade	1 500 €
71	i. PEICC (i. projets, Echanges Internationaux, Culture, Citoyenneté)	Espace d'Accueil Jeunes	Paillade	4 000 €
		Tiers Lieu Artistique et Culturel	Paillade	3 500 €
		Université du Citoyen	Paillade	5 000 €
409	Jouons en Ludothèques	Club-Jeux Ados Cité Paul Valéry	Pas du Loup-Val de Croze	500 €
1281	KAINA TV	Le Pailladin	Paillade	2 000 €
6204	L4C (Les 4 Chemins)	Le Jardin Citoyen D Oxford	Paillade	500 €
3064	Lâche les Mots	Les Vacances S'Écrivent	Gély	1 000 €
		On S'Anime à la Cité	Gély	1 000 €
	LAFAM (L'Association de Femmes Actives Mosson)	Sorties Familiales	Paillade	500 €
4556	MCKEV (Montpellier canoë-kayak eau vive)	L'Aventure Citoyenne en Kayak	Cévennes	500 €
494	MDA 34 (Maison des Adolescents de l'Hérault)	Actions Spécifiques pour Ados en QPV	Paillade	1 500 €

6022	métiss'art	Carnaval Enfants Celleneuve	Celleneuve	500 €
777	MFPF 34 (Mouvement Français pour le Planning Familial de l'Hérault)	Femmes Santé Citoyenneté	Ensemble des territoires prioritaires	3 000 €
		Permanence d'Écoute et d'Accueil	Paillade	2 000 €
5854	MMO (Montpellier Mosson Omnisports)	Passerelle pour le Sport	Hauts de Massane	1 000 €
6519	MPBA (Montpellier Petit Bard Athlétique)	Insertion Sociale par le Sport au Quartier Petit Bard et Pergola	Petit Bard - Pergola	1 000 €
775	MS (Montpellier Sauvetage)	Bnssa Solidaire	Lemasson	1 000 €
5846	M'S (Mot'son)	Créative Mot'Son	Paillade	2 500 €
1783	Octopus Expression	Education au Civisme par le Théâtre	Pas du Loup-Val de Croze	1 000 €
1033	PACIM (Passeurs de cultures, passeurs d'images)	Kawa-Rencontres Police-Population Mosson	Hauts de Massane	4 000 €
4388	Passe Muraille	Au Fil de l'Hérault / Août 2019	Paillade	500 €
		Jardins Partagés en Coeur de Paillade	Paillade	1 000 €
	PePs	Club Jeune	Figuerolles	500 €
5480	POUR TOUTES (Association)	De l'Art à la Culture	Pas du Loup-Val de Croze	500 €
29	Radio Clapas	Mots Croisés 2019	Près d'Arènes	500 €
4977	Rank'Art	Familiale des Cévennes 2019	Cévennes	1 000 €
2608	RCL (Racing Club Lemasson)	Le Coup de Pouce	Lemasson	500 €
7162	Rebonds!	Projet Insertion Rugby	Petit Bard - Pergola	1 500 €
1329	REP+ Escholiers de la Mosson	Citoyenneté, Laïcité, Santé	Paillade	500 €
3125	REP+ Les Garrigues	Culture Autour du Livre	Hauts de Massane	500 €

2835	Solidarité Dom-Tom	Accès aux Droits	Paillade	3 000 €
		Pratique Orale du Français (Pof)	Paillade	5 000 €
5249	SOMIS (Service d'Orientation et de Médiation pour l'Insertion Sociale)	Médiation Administrative et Sociale	Paillade	5 200 €
6036	Strata'j'M Sud	Rencontres Autour du Jeu	Gély	500 €
4807	Tin Hinan	Lever les Freins à la Citoyenneté	Paillade	4 500 €
		Renforcer l'Accès aux Droits	Paillade	2 500 €
		Vers Une Intégration Sociolinguistique Réussie	Paillade	5 000 €
789	UFOLEP 34 (Union française des œuvres laïques d'éducation physique)	Sport Citoyen 12/17 ans	Petit Bard - Pergola	500 €
	UR-CIDFF LR (union régionale des centres d'information sur les droits des femmes et des familles)	Agir pour l'Intégration des Femmes Immigrées	Cévennes	2 500 €
4163	VIA VOLTAIRE	Jeunes en Situation de Précarité	Gély	7 000 €
Les crédits seront prélevés sur le chapitre 934				203 000€

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la lettre d'engagement et la convention types annexées à la présente subvention ;
- de décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d'engagement et des conventions le cas échéant ;
- de prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2019 de la Ville ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut son représentant, à signer ces conventions et tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 52 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prennent pas part au vote : 4 voix (Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Clare HART, Caroline NAVARRE.)

44. Attributions de subventions dans le cadre de la thématique SOCIAL - Exercice 2019

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant les tableaux ci-dessous.

- Dans le cadre de la thématique **LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS**:

Code	Structure	Type	Titre	Montant
661	FRANCE VICTIME 34	Fonctionnement		7 500 €
3318	ASSOCIATION NATIONALE LE REFUGE	Fonctionnement		4 000 €
4786	FIERTE MONTPELLIER PRIDE	Fonctionnement		6 500 €
4786	FIERTE MONTPELLIER PRIDE	Projet	26 ^{ème} EDITION MARCHÉ DES DIVERSITÉS - PRIDE DE MONTPELLIER	5 000 €
4786	FIERTE MONTPELLIER PRIDE	Projet	FESTIV'ALL	5 000 €
4904	HABITER ENFIN	Projet	OBJECTIF : LOGEMENTS DECENTS	1 000 €
5751	CONTACT HERAULT	Fonctionnement		500 €
5751	CONTACT HERAULT	Projet	JOURNÉE MONDIALE DU COMING OUT	500 €
TOTAL				30 000 €

Les crédits seront prélevés sur la nature 65748, chapitre 934

- Dans le cadre de la thématique **COHESION SOCIALE**:

Code	Structure	Type	Titre	Montant
296	ASSOCIATION FEMININE JASMIN D'ORIENT	Projet	APPRENTISSAGE ET MAÎTRISE DE LA LANGUE	5 500 €
2971	ASSOCIATION DE MEDIATION PENALE	Fonctionnement		4 000 €

	MONTPELLIERAINE			
5895	ACCORDERIE DE MONTPELLIER	Fonctionnement		1 900 €
TOTAL				11 400 €

Les crédits seront prélevés sur la nature 65748, chapitre 934

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des lettres d'engagement ou des conventions le cas échéant ;
- de prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget sur l'imputation citée ci-dessus pour un montant total de 41 400 € ;
- d'approuver la lettre d'engagement et la convention types annexées à la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

M. le Maire

Monsieur BOUMAAZ a demandé la parole.

Djamel BOUMAAZ

Très court, Monsieur le Maire. Est-ce qu'on a la possibilité de voter séparément ? Non ? Parce que je me demande tout simplement ce que fait la 26^{ème} édition de la Marche de la diversité pride Montpellier au milieu des subventions qui sont, eux, dans un cadre social. Je ne crois pas que la gay pride soit véritablement une action sociale, mais cela se dépend de quel côté on se trouve, car il ne suffit pas d'avoir une position passive sur ce sujet, mais bien une décision active, politique et pragmatique, comme sait le faire votre premier adjoint LEVITA à ce sujet, qui, si je ne m'abuse, n'a marié aucun couple homosexuel alors qu'il est adjoint au Maire depuis 2013, date de la légalisation du mariage pour tous. Monsieur le Maire, je vous demande s'il y a la possibilité de voter... Monsieur LEVITA, il va falloir le prouver. C'est au conditionnel, mais je pense que vous n'avez jamais...

Max LEVITA

J'aimerais bien savoir d'abord pourquoi vous vous intéressez à cela.

Djamel BOUMAAZ

À vous. Je m'intéresse à vous.

Max LEVITA

J'en suis très honoré. Deuxièmement, j'ai fait mon métier d'adjoint au Maire et j'ai marié des couples homosexuels quand ils se présentaient.

Djamel BOUMAAZ

Vous l'affirmez aujourd'hui.

Max LEVITA

J'en ai fait. Vérifiez. Vérifiez auprès de l'administration.

M. le Maire

Franchement, on n'a pas de compte à vous rendre sur ce point.

Max LEVITA

Monsieur le Maire, vous avez raison. Mais un, je ne vois pas pourquoi vous autorisez Monsieur BOUMAAZ, qui ne représente rien, à intervenir sur toutes les affaires. Deuxièmement, depuis le début, il dit un tissu de débilités. Franchement, j'ai honte d'être dans le même Conseil que ce Monsieur. Donc je ne peux pas lui laisser dire n'importe quoi.

M. le Maire

Simplement, il faut raison garder. Je rappelle qu'il ne s'agit pas ici de rendre des comptes à qui que ce soit. Il s'agit là de la loi. Cela n'est pas discutable.

Intervention hors micro de Djamel BOUMAAZ.

Patricia MIRALLES

C'est grave ce que vous faites. Vous êtes en train de dire qu'il est homophobe ? Cela suffit maintenant !

Effervescence sur les bancs de l'Assemblée.

M. le Maire

S'il vous plaît, on n'entre pas là-dedans. S'il vous plaît, soyez responsables vis-à-vis des Montpelliérains. Soyons responsables vis-à-vis des Montpelliérains et essayons de montrer, Monsieur BOUMAAZ, le visage de la République, et pas le visage de l'obscurantisme.

Applaudissements.

Djamel BOUMAAZ

Je ne participe pas au vote.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 54 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prennent pas part au vote : 2 voix (Djamel BOUMAAZ, Clare HART.)

**45. Partenariat entre le département de l'Hérault et la Ville de Montpellier
Convention relative au suivi des pratiques professionnelles des assistant(e)s maternel(le)s du
service municipal d'accueil familial**

En plus de ses équipements d'accueil collectif, la Ville de Montpellier gère un service d'accueil familial (SAF), composé de deux établissements : les crèches familiales « Les petits loups » et « Les elfes ». Son fonctionnement est assuré par une équipe pluridisciplinaire comportant une directrice puéricultrice, une directrice adjointe puéricultrice, deux éducateurs de jeunes enfants et un agent administratif. Au total, l'équipe coordonne et accompagne 29 assistant(e)s maternel(le)s recruté(e)s et salarié(e)s par la Ville.

L'agrément nécessaire pour exercer la profession d'assistant(e) maternel(le) est délivré par le Conseil départemental, qui assure également le suivi des pratiques professionnelles des assistants

maternels lorsqu'ils sont employés par des particuliers. Cependant, en application de l'article L.421-17-1 du code de l'action sociale et des familles, cette mission incombe au gestionnaire lorsque les assistant(e)s maternel(le)s exercent dans une crèche familiale.

Par conséquent, depuis 2013, la Ville de Montpellier, en qualité de gestionnaire d'un SAF, et le Conseil départemental de l'Hérault ont passé une convention dont l'objectif est de préciser et d'améliorer le travail de partenariat en ce qui concerne le suivi des pratiques professionnelles des assistant(e)s maternel(le)s affecté(e)s ce service.

Ainsi, par cette convention, le Conseil départemental confie notamment au SAF de la Ville de Montpellier, le soin de réunir et de lui communiquer, au minimum une fois par an, tous les éléments d'appréciation relatifs aux conditions d'accueil, ceci afin de lui permettre de se prononcer en toute connaissance de cause sur les décisions concernant le renouvellement et les modifications d'agrément des assistant(e)s maternel(le)s rattachées à ce SAF.

En contrepartie, le Département de l'Hérault s'engage à organiser des réunions entre les professionnels des services du Département et ceux du SAF, sur demande de l'une ou l'autre des parties. Le Département de l'Hérault s'engage également à fournir des outils permettant l'évaluation et le suivi des pratiques professionnelles des assistant(e)s maternel(le)s en lien avec les critères juridiques de l'agrément.

La convention précédente étant arrivée à son terme, il convient de renouveler la convention de partenariat pour 5 ans, à compter de 2019.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le principe de ce partenariat et le renouvellement de la convention jointe en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut son représentant, à signer tous documents ou actes relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 56 voix

Contre : 0

Abstention : 0

**46. Réservation de berceaux municipaux au profit d'organismes publics ou privés
Tarif 2019-2020**

Par délibération du 3 avril 2018, le Conseil municipal a autorisé la réservation de berceaux d'établissements municipaux d'accueil du jeune enfant (Eaje) au profit de salariés d'organismes publics ou privés.

La réservation de berceaux municipaux présente en effet l'avantage pour la Ville de favoriser la mixité sociale au sein de certains Eaje municipaux en accueillant des enfants de familles n'étant pas exclusivement issues du quartier.

Conformément à cette délibération, cette réservation de berceaux s'effectue en contrepartie d'une redevance annuelle versée pour chaque berceau réservé. Le montant annuel de cette redevance, au

profit de la Ville de Montpellier, doit règlementairement correspondre au coût net moyen d'exploitation d'une place d'accueil collectif gérée en régie directe.

Par ailleurs, pour mettre en adéquation la clause tarifaire de la convention de réservation de berceaux avec le calendrier d'accueil des enfants courant de septembre à septembre, il a été acté que la périodicité d'application du montant de la redevance annuelle s'établit du 1^{er} septembre au 31 août.

Pour la période du 1^{er} septembre 2019 au 31 août 2020, le montant de la redevance s'élèvera à 6 000 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le montant de la redevance annuelle, mentionné ci-dessus, pour la période d'application du 1^{er} septembre 2019 au 31 août 2020 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 56 voix

Contre : 0

Abstention : 0

47. Travaux de rénovation 2019 dans les établissements d'accueil du jeune enfant.

Approbation et demande de subventions

Dans le cadre de sa politique de la Petite Enfance, la Ville de Montpellier a prévu d'effectuer au cours de l'été 2019 des travaux de rénovation et d'amélioration dans les crèches et haltes garderies pour un montant de 582 600,00 € TTC.

En outre, dans le cadre de la circulaire du 17 août 2016 relative à la sécurisation des établissements de la Petite Enfance face au risque intrusion/attentat, les travaux de mise en sûreté dans divers établissements débutés en 2017 se poursuivront en 2019 pour un montant de 210 000,00 € TTC.

Ainsi, le montant total des travaux prévus s'élève à 792 600,00 € TTC. Ils permettront aux jeunes enfants accueillis dans les établissements concernés de bénéficier de locaux et d'aménagements de cours rénovés et sécurisés.

Le programme des principaux travaux prévus en 2019 est constitué des opérations suivantes :

Etablissements	Libellés des travaux	Montant TTC
Crèche Agropolis	Peinture, section des bébés, office, hall, vestiaire, buanderie, ferrures extérieures	25 900,00 €
Crèche Antigone	Réfection sanitaire et salle d'activité des grands, vestiaire personnel	45 500,00 €
Crèche Blanche Neige	Réfection sanitaire et salle d'activité sections des bébés	54 200,00 €

Halte-garderie André Chamson	Réfection des Sols (2 salles + Sanitaire)	12 800,00 €
Crèche Adélaïde Cambon	Mise en place de stores ; section des bébés	800,00 €
Crèche Cléonice Pouzin	Peinture cours, centrale boiseries, menuiseries	23 200,00 €
Crèche Françoise Dolto	Réfection, salle d'activité oasis, salle découverte, changement lavabo salle peinture	14 700,00 €
Crèche Françoise Dolto	Rénovation de la section des bébés	150 000,00 €
Crèche Edelweiss	Pose d'une climatisation, section des bébés	4 000,00 €
Halte-garderie Europa Assas	Création d'un abri jeu	6 000,00 €
Crèche Galineta	Peinture, office et réserve, store banne, abri jeux	13 200,00 €
Crèche Les 7 Nains	Réaménagement office, réfection vestiaire et bureau sol	29 700,00 €
Halte-garderie Les chats bottés	Sol cuisine et salle de repos personnel et 2 menuiseries	6 600,00 €
Halte-garderie Les coquelicots	Réfection sanitaire moyens/grands, et menuiseries	29 000,00 €
Crèche Louise Guiraud	Cloisons cabines section Cigalous, vestiaire office, stores. Peintures extérieures des boiseries et des ferronneries.	12 900,00 €
Crèche La petite sirène	Mise en place de Caches radiateurs	5 000,00 €
Halte-garderie Mary Poppins	Création d'un Jardin pédagogique	4 500,00 €
Halte-garderie La Maison des Enfants	Nettoyage des stucs et peinture couloir entrée	4 900,00 €
Crèche Petit Prince de Boutonnet	Réfection de Sol dans sas. Remplacement porte coupe-feu. Traitement d'une façade peinture grilles et crépi	9 500,00 €
RAM Croix d'Argent	Création Lavabo	800,00 €
Crèche Robin des bois	Peinture, bureau et section des bébés	1 600,00 €
Halte-garderie Pitchot Nanet	Remplacement menuiserie section des bébés et dortoir des grands	7 100,00 €
Halte-garderie Villeneuve d'Angoulême	Peinture, porte du sas et vestiaire	700,00 €
Divers Etablissements	Travaux confort thermique	22 000,00 €

Divers Etablissements	Modernisation des VMC	20 000,00 €
Divers Etablissements	Travaux non affectés	48 000,00 €
Divers Etablissements	Travaux sécurité incendie	30 000,00 €
Divers Etablissements	Sécurisation anti-attentats	210 000,00 €
Total travaux globalisés		792 600,00 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver ce programme de travaux et solliciter les demandes d'autorisations d'urbanismes nécessaires ;
- de dire que la dépense est inscrite au budget primitif 2019 de la Ville, section investissement, chapitre 904 ;
- de solliciter les subventions les plus larges possibles auprès des organismes compétents ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut son représentant à signer tous documents relatifs à cette affaire et notamment les autorisations d'urbanisme.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 56 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Monsieur Hervé MARTIN sort de séance, le pouvoir de Madame Françoise BONNET à Monsieur Hervé MARTIN est temporairement annulé.

48. Projet de traitement et de valorisation des déchets organiques par lombricompostage - Demande de financement auprès de l'ADEME

La Ville de Montpellier envisage de lancer une étude préalable de faisabilité technico-économique d'un projet de traitement et de valorisation de déchets organiques (fumiers et produits de coupes forestières) par lombricompostage, pour le parc du Lunaret.

Il s'agit, si l'étude est concluante, de pouvoir répondre à la problématique de gestion des effluents solides présents sur le zoo grâce à l'implantation d'une lombri-station.

Contrairement aux systèmes conventionnels de traitement (incinérateur, centre d'enfouissement technique...), le lombricompostage (après une étape de biohygiénisation) est un procédé naturel de transformation de la matière organique en matière minéralisée (humus de bonne qualité) qui respecte la nature et l'environnement. Cet humus pourra être valorisé sur site.

Ce procédé novateur de traitement, de recyclage et de valorisation de l'ensemble des déchets organiques, constitue une solution écologique, économique, respectueuse du milieu naturel, dans

une perspective de développement durable et répond aux exigences du Grenelle de l'environnement à l'échelle nationale et aux Agendas 21 à l'échelle locale.

C'est donc dans ce contexte que la Ville souhaite faire appel à l'expertise d'une association, spécialiste de cette démarche innovante qui pourrait aboutir, si l'étude est concluante, à une proposition novatrice consistant à construire une unité industrielle à vocation pédagogique.

L'étude préalable est estimée à un montant de 15.000 € HT. La Ville envisage de demander un financement par l'ADEME (Agence De l'Environnement et de la Maitrise de l'Energie) à hauteur de 70 % du montant hors taxe soit un financement à hauteur de 10.500 € hors taxe par l'ADEME.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le plan de financement relatif à l'étude de faisabilité technico-économique d'un projet de traitement et de valorisation de déchets organiques (fumiers et produits de coupes forestières) par lombricompostage ;
- d'autoriser Monsieur le Maire à solliciter toute subvention pour financer ce projet, notamment auprès de l'Etat ;
- de dire que les dépenses seront imputées sur le budget de la Ville de Montpellier, chapitre 903 (investissement) / chapitre 933 (fonctionnement) ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 54 voix

Contre : 0

Abstention : 0

**49. Contrat d'exposition entre Mathieu FOULQUIÉ et la Ville de Montpellier
Exposition "Plongées dans les macro mondes par Mathieu FOULQUIÉ"**

Dans le cadre d'un partenariat, la Ville de Montpellier souhaite organiser une exposition mettant à l'honneur Mathieu FOULQUIÉ, photographe biologiste, intitulée « Plongées dans les macro mondes ». Cette exposition dévoile des macrophotographies étonnantes prises dans différents milieux aquatiques de la planète dont les étangs de la région.

Ces photos, réalisées par Mathieu FOULQUIÉ, photographe-plongeur, mettent en évidence la richesse de la microfaune aquatique et montrent une fois de plus que les espèces locales sont d'une beauté tout aussi fascinante que les espèces exotiques.

Cette exposition se déroulera du 30 mars au 30 juin 2019 au parc de Lunaret.

A ce titre, Mathieu FOULQUIÉ, titulaire des droits d'auteur, autorise la Ville à présenter publiquement le contenu de ces fichiers dans le cadre de cette exposition, et lui cède temporairement les droits de représentation publique, d'exposition, de reproduction et de communication.

En contrepartie, la Ville s'engage à promouvoir l'exposition, en prenant à sa charge la

communication de l'évènement sur tous ses supports et documents de communication, et à faire figurer le logo du photographe sur ses supports. Elle s'engage également à imprimer les 29 bâches nécessaires à l'exposition à ses frais et à les céder au photographe une fois l'exposition terminée.

Ces dispositions et l'ensemble des engagements réciproques des parties sont décrites dans un contrat d'exposition annexé à la présente délibération.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le contrat d'exposition avec Mathieu FOULQUIÉ, photographe-biologiste tel que joint en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut son représentant à signer ce contrat d'exposition, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 54 voix

Contre : 0

Abstention : 0

50. Attribution d'une subvention dans le cadre de la thématique ECOLOGIE URBAINE - Exercice 2019

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant le tableau ci-dessous.

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
1457	MOSSON COULEE VERTE	Fonctionnement		3 000 €
6470	RESEAU DES SEMEURS DE JARDINS	Projet	LA CULTURE DU FRUITIER SUR L'ESPACE URBAIN	500 €
TOTAL				3 500 €

Les crédits seront prélevés sur la nature 65748, chapitre 937

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des lettres d'engagement ;
- de prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget sur l'imputation citée ci-dessus pour un montant total de 3 500 € ;

- d'approuver la lettre d'engagement type annexée à la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 54 voix

Contre : 0

Abstention : 0

51. Cœur de Ville en Lumières 2019 - Principes de Financement et règlement de parrainage

La manifestation « Cœur de Ville en Lumières » se déroulera les 28, 29 et 30 novembre 2019. Comme ces 5 dernières années, plusieurs sites seront mis en lumière par vidéo mapping ou structures lumineuses et autres performances visuelles.

Une procédure de marché de prestations intellectuelles relative à la conception, production et réalisation de ces projections est actuellement en cours.

Considérant l'intérêt de cette manifestation pour le tissu économique, tout autant que les fortes retombées en termes de communication et de notoriété qu'elle peut générer, la Ville souhaite encore cette année permettre des actions de parrainage, afin de faciliter son financement et son organisation.

Les modalités proposées sont détaillées dans le règlement joint à la présente délibération : il précise les obligations du parrain et les trois différents niveaux de parrainage avec les contreparties correspondantes.

Il convient donc de valider ledit règlement qui définit les modalités de contreparties offertes aux partenaires en fonction du montant de leur participation.

Une fois ce règlement approuvé, des conventions seront passées avec chaque parrain pour encadrer les engagements réciproques.

Celles-ci seront présentées lors d'un prochain Conseil municipal.

Par ailleurs, le mécénat sera à nouveau proposé cette année aux éventuels prospects intéressés par cette modalité de participation, considérant l'avis favorable reçu par la Direction Générale des Finances Publiques en 2017 pour le lancement du dispositif.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à solliciter tout parrainage permettant le financement de l'opération ;
- d'approuver les termes du règlement de parrainage joint en annexe relatif à la manifestation « Cœur de Ville en Lumières » ;
- d'approuver le maintien du dispositif « mécénat » pour l'édition 2019 de Cœur de Ville en Lumières ;

- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 54 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Madame Sonia KERANGUEVEN (avec la procuration de Madame Valérie BARTHAS-ORSAL) entre en séance.

Monsieur Hervé MARTIN (avec la procuration de Madame Françoise BONNET) entre en séance.

Madame Maud BODKIN entre en séance.

52. Création d'un marché de plein air

Marché Saint Martin

Quartier Prés d'Arènes

A la demande de nombreux habitants, et dans le cadre du développement par la Ville de Montpellier d'une offre d'approvisionnement de proximité, une étude a été menée sur la possibilité de création d'un marché de plein air alimentaire et non alimentaire dans le quartier Prés d'Arènes.

Cette étude a permis d'indiquer que l'implantation d'un marché au sein de ce quartier densément peuplé permettrait sa viabilité, ainsi que de compléter l'offre commerciale environnante.

L'espace situé le long de la rue Jean Vachet (tronçon compris entre la rue du Grau et la rue de Cherchell) offre un potentiel propre à accueillir un marché d'une dizaine d'emplacements au cœur du quartier Saint Martin, à proximité des écoles et du centre commercial.

Lors de la Commission municipale des marchés réunie en séance le 28 janvier 2019, les membres de la commission ont émis un avis favorable à l'ouverture du marché dans ce quartier, et ont validé le principe d'un marché hebdomadaire, qui se tiendra les jeudis de 7h30 à 13h30.

A ce jour, 20 candidatures ont été réceptionnées pour ce marché, ce qui permettra une diversité des produits proposés. Ce marché sera ouvert aux commerçants abonnés et journaliers.

L'ouverture du marché est prévue pour le printemps.

L'arrêté réglementant ce marché précisera les prescriptions concernant les horaires, les conditions de stationnement, l'esthétique de l'étal, des parasols et les conditions d'élimination des déchets ; une attention toute particulière sera portée sur l'esthétique et la qualité des matériels utilisés par les commerçants ainsi que leur homogénéité sur l'ensemble de ce nouveau marché.

En conséquence il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la création de ce marché dans le quartier Prés d'Arènes ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut son représentant à signer l'arrêté de réglementation de ce marché, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

M. le Maire

Engagement tenu avec les habitants de Saint Martin. Mme ROUSSEL, vous avez la parole.

Brigitte ROUSSEL-GALIANA

Merci, Monsieur le Maire. À la demande de nombreux habitants et dans le cadre du développement par la Ville de Montpellier d'une offre d'approvisionnement de proximité, une étude a été menée avec les services de la Ville de Montpellier, sur votre demande, sur la possibilité de création d'un marché de plein air alimentaire et non alimentaire dans le quartier Prés d'Arènes. Ceci nous a permis d'approcher les habitants, de parler avec eux et de savoir que, dans ce quartier, beaucoup de personnes âgées continuaient à habiter leur logement, acheté dans les années 1960. Et il s'est avéré qu'on nous a demandé un marché de plein air, avec fromage, charcuterie, viande, poisson, textile et autres. Donc, avec le service commercial, nous allons répondre à cette demande. Parce qu'en définitive, on se rend compte que, plus cela va, plus les gens font très attention à leur nourriture, à ce qu'ils mangent. Et les produits frais qui sont sur les marchés sont d'une grande importance. Une grande importance à la fois pour la santé, mais également une grande importance économique, parce que nous donnons ainsi la possibilité à des agriculteurs qui se trouvent sur la métropole et en circuit court de pouvoir écouler leur marchandise, soit par le biais de Mercadis, marché gare, à Montpellier, d'intérêt national. Mais également, on voit arriver des petits producteurs qui commercialisent leurs propres cultures. Cela est très important, parce que, quelquefois, cela aide bien ces gens à vivre un peu mieux de leur travail. Cela correspond également au marché que nous avons créé au mois de décembre, qui s'adressait aux horticulteurs, pour pouvoir écouler, pareillement, leur production. Donc ces marchés sont un complément à la vie active des quartiers.

M. le Maire

Merci beaucoup, Madame ROUSSEL, pour cet exposé très clair. Le marché Saint Martin ouvrira, si tout va bien... Donnez le micro à Madame ROUSSEL.

Brigitte ROUSSEL-GALIANA

Normalement, il ouvrirait au mois de juin.

M. le Maire

Parfait. Qui demande la parole ? Monsieur BOUMAAZ.

Max LEVITA

(Hors micro.) Il va envoyer des tomates.

Djamel BOUMAAZ

Monsieur le Maire, encore une affaire qui est un peu à l'image de votre politique autrement, mais surtout qui est à l'image du service des affaires commerciales de la Ville de Montpellier. Je ne vais pas m'attarder sur les affaires qui sont en cours, soulevées par Monsieur Mounir LETAIEF, que je salue à la même occasion – tout le monde le connaît. La justice tranchera et les Montpelliérains jugeront. Mais si nous revenons sur cette affaire d'ouverture d'un nouveau marché ou ancien marché dans le quartier du Prés d'Arènes, je pense que cette affaire, cette synthèse, devrait simplement être réécrite, car le marché du Prés d'Arènes a déjà existé et a été inauguré en 2012 par notre ancienne Maire, Madame MANDROUX, que nous regrettons, et qui, bizarrement, a fermé pour des raisons X lors de votre arrivée, et ce, sans en faire part à cette assemblée. Je veux bien réentendre cette demande des nombreux habitants de ce quartier. Mais cette affaire résume complètement ce flottement qui existe depuis votre arrivée avec cette politique autrement. Voilà, Monsieur le Maire. Ne me parlez pas d'engagements tenus ; parlez-moi de mensonges tenus. C'est à vous.

M. le Maire

Madame ROUSSEL, s'il vous plaît. Qui demande la parole ? Ne répondez pas aux provocations. Vous le connaissez bien. Ne tombez pas dans le piège.

Propos hors micro de Djamel BOUMAAZ et Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

M. le Maire

Vous partez comme un avion Madame ROUSSEL !

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0

Abstention : 0

53. Marché de plein air de la Comédie - Rachat de fonds de commerce

Dans le cadre du renforcement de l'attractivité commerciale du centre-ville, la Ville de Montpellier va entreprendre des travaux d'aménagements de son espace public sur l'axe Comédie Triangle.

A ce titre, des travaux vont prochainement être engagés courant 2018 sur la dalle du Triangle afin de réaliser une réfection globale de son revêtement.

La nécessité de libérer ces espaces combinés aux obligations règlementaires de servitude de passage, implique une réduction du nombre d'emplacement du marché municipal Comédie.

Par délibération du Conseil municipal en date du 29 septembre 2015, prise en application de la Loi 2014- 626 du 18 juin 2014 relative à l'artisanat, au commerce et aux très petites entreprises, dite loi PINEL, tout titulaire d'une autorisation d'emplacement sur un marché peut présenter au Maire un successeur sous réserve d'exercer son activité depuis trois ans.

En effet, l'adoption de la Loi PINEL confère à l'ensemble des commerçants non sédentaires des marchés, un droit assimilable à un fonds de commerce.

Par ailleurs, Madame POITOU-WEIGEL titulaire d'une autorisation d'occupation sur le marché Comédie depuis plus de trois ans, a manifesté son souhait de vendre son fonds de commerce. Il est donc proposé que la collectivité se porte acquéreur de cet emplacement.

Madame POITOU-WEIGEL est commerçante non sédentaire sur le marché Comédie du mardi au samedi. Elle est titulaire de l'emplacement n° 15.

Compte tenu de son ancienneté, du nombre de tenue de marché, du produit commercialisé, de la clientèle attachée à ce commerce, de l'équipement y afférant, la valeur du fonds de commerce est estimée à 45 000 € net vendeur.

En conséquence il est proposé au Conseil municipal :

- d'acquérir le fonds de commerce de Madame POITOU-WEIGEL au prix de 45 000 € net vendeur correspondant à l'emplacement n° 15 ;
- de prélever les crédits nécessaires à cette acquisition et à la prise en charge de tous les frais sur le budget de la Ville, programme action foncière, chapitre budgétaire 905 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut son représentant à signer tout document relatifs à cette affaire.

M. le Maire

Il s'agit là des stands qui étaient illégalement installés sur la dalle du Triangle. Je rappelle que la dalle du Triangle est une propriété privée et que le marché est public. Donc certains stands s'étaient installés sans autorisation sur la dalle du Triangle. Nous les avons rachetés avec la Ville. Nous avons réglé le litige avec les copropriétaires du Triangle, en rachetant peu à peu les stands. Il s'agit là de cette action. Qui demande la parole ? Monsieur COUR.

Christophe COUR

Par curiosité simple, donc vous faisiez payer un loyer, ou quelque chose comme cela, à ceux qui étaient sur la dalle du Triangle, comme les autres ?

M. le Maire

Ce n'est pas nous. C'est depuis le début du marché. Il a fallu trouver de la place.

Christophe COUR

J'avais compris, mais ce n'est pas ma question. Vous leur faisiez payer un loyer.

M. le Maire

Oui, mais vous connaissez, Monsieur COUR, la nature juridique de la propriété de la dalle du Triangle ?

Christophe COUR

Oui. C'est pour cela que je posais la question.

M. le Maire

Elle est en copropriété et nous sommes copropriétaires. Donc on a l'obligation de répondre. C'est le code des collectivités.

Intervention hors micro de Bernard TRAVIER.

Christophe COUR

Ce n'était pas ma question. C'était juste par curiosité. Ne t'excite pas, mon collègue.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0

Abstention : 0

54. Comédie du Livre 2019

**Convention de partenariat entre la Ville et Montpellier Méditerranée Métropole
pour l'organisation de la 34ème Comédie du Livre**

Depuis le 1^{er} janvier 2017, Montpellier Méditerranée Métropole assure l'organisation et la réalisation de la Comédie du Livre, manifestation dont la 34^{ème} édition se tiendra du 17 au 19 mai 2019. La gestion de certains équipements, biens matériels et immatériels utilisés dans le cadre de la manifestation demeure de la compétence de la Ville de Montpellier.

Afin de préserver la bonne organisation de cet évènement, certains lieux et matériels de la Ville doivent être mis à disposition de Montpellier Méditerranée Métropole. La Ville offrira par ailleurs un accompagnement et un soutien logistique, liés à cette mise à disposition.

A cette fin, une convention de partenariat, étroitement liée à la programmation de cette 34^{ème} édition, doit être conclue pour l'année 2019.

Dans le cadre de ce partenariat, la Ville interviendra à titre gratuit ; les coûts indirects liés à l'accueil du public, au nettoyage et à l'accompagnement technique feront l'objet d'une prise en charge directe par Montpellier Méditerranée Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver les termes de la convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, jointe en annexe, pour l'organisation de la 34^{ème} édition de la Comédie du Livre ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou par défaut son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0

Abstention : 0

55. Théâtre Jean Vilar - Convention de partenariat avec l'association Enfance et Partage pour l'organisation d'un stage théâtre

Le théâtre Jean Vilar collabore au maillage social et culturel du quartier de la Mosson, il est largement impliqué dans des actions en matière d'éducation artistique et culturelle.

L'association Enfance et Partage, reconnue d'utilité publique, promeut et défend les droits de l'enfant en France et dans le monde. Le comité Enfance et Partage de Montpellier a souhaité s'associer à la Ville de Montpellier pour proposer aux enfants hébergés avec leur mère au centre Bouissonnade (centre d'hébergement et de réinsertion sociale pour femmes victimes de violences) de participer à un stage au théâtre Jean Vilar.

Ce projet concrétise la volonté commune des parties d'accompagner les enfants témoins de violences familiales, en leur offrant une activité leur permettant de s'exprimer, voire de libérer un non-dit issu de leur histoire, même si le stage proposé n'a pas de vocation thérapeutique.

Les enfants ont ainsi participé du 4 au 8 mars à un stage de pratique théâtrale de 5 jours, clôturé par une représentation publique pour les familles ; ils ont également pu découvrir le théâtre Jean Vilar et

les métiers du spectacle.

Le théâtre Jean Vilar s'est engagé à organiser l'accueil des enfants pendant la semaine de stage et à mettre à disposition le plateau du théâtre.

L'association Enfance et Partage s'est quant à elle engagée à rémunérer l'artiste intervenant, pour un montant global de 1 200 euros, à prendre en charge les droits d'inscription des enfants au stage (50 euros par enfant) et à veiller au bon déroulement des activités autour de l'atelier (notamment les déplacements des enfants du centre Bouissonnade vers le théâtre Jean Vilar).

En conséquence, il est donc proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la convention de partenariat conclue avec l'association Enfance et Partage pour l'organisation d'un stage théâtre ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou par défaut son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0

Abstention : 0

56. Théâtre Jean Vilar - Convention de coopération avec l'Université Paul Valéry Montpellier

3

Un accord cadre a été signé pour trois années, le 20 octobre 2017, dans lequel les partenaires que sont la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Université Paul Valéry-Montpellier 3 affirment comme axe prioritaire l'éducation à la culture. Cet enjeu commun aux signataires s'inscrit dans les stratégies des partenaires sur la défense de la culture. L'accord cadre facilite ainsi les collaborations et permet la mise en œuvre d'un contexte favorable aux politiques de démocratisation culturelle poursuivies par chacun.

Dans ce contexte, il est proposé l'approbation d'une convention instituant une collaboration entre le Théâtre Jean Vilar de la Ville de Montpellier, le Master Création Spectacle Vivant et la Licence Théâtre de l'Université Paul Valéry Montpellier 3.

Pour le Master « Création et Spectacle Vivant », cette coopération vise à mettre en contact les étudiants avec les professionnels de la scène : artistes, techniciens et personnels administratifs. Elle est aussi l'occasion de découvrir les équipements techniques du Théâtre Jean Vilar et de participer aux actions artistiques, pédagogiques et autres dans l'intérêt des deux parties. Ces interventions d'artistes, techniciens ou personnels administratifs du théâtre Jean Vilar se feront à titre gratuit.

La présente convention prévoit la mise en place, par la licence Théâtre et spécifiquement destiné aux étudiants, d'un parcours du spectateur, dans la programmation du Théâtre Jean Vilar. Les étudiants assisteront à au moins deux spectacles de la programmation du théâtre Jean Vilar et pourront également y présenter, selon les besoins du théâtre, différentes formes artistiques (créations partagées, concerts, lectures, performances, spectacles...)

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la convention de coopération entre le théâtre Jean Vilar et L'Université Paul Valéry Montpellier 3 pour la période allant de novembre 2018 à fin juillet 2020 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 56 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prennent pas part au vote : 3 voix (Guy BARRAL, Daniel BOULET, Philippe SAUREL.)

57. Théâtre Jean Vilar - Convention de mise à disposition à titre gratuit à l'association Opéra et Orchestre National Montpellier Occitanie

La Ville de Montpellier ambitionne que son théâtre municipal offre une programmation variée et de qualité à destination du plus grand nombre et plus particulièrement aux personnes les plus éloignées de la culture.

Dans cet objectif de politique culturelle d'un théâtre ouvert s'inscrit l'attraction de nouveaux publics issus du quartier de la Mosson au Théâtre Jean Vilar. Il est ainsi souhaité la construction d'une programmation et d'actions culturelles en collaboration avec des acteurs culturels qui mobiliseront leurs compétences au profit des habitants de ce quartier.

L'association Opéra et Orchestre National Montpellier Occitanie, fidèle à sa mission de rayonnement, se produit au-delà de ses murs. Afin de sensibiliser de nouveaux publics à la musique classique, l'Opéra Orchestre programme ainsi des concerts dans les médiathèques, maisons pour tous, écoles, universités, prisons... et accueille des milliers d'élèves et d'étudiants lors de répétitions générales et de concerts. Il cherche à créer du lien social qui favorise la citoyenneté grâce à la musique.

Afin de participer à ces actions, une mise à disposition à titre gratuit du Théâtre Jean Vilar est consentie pour trois représentations du spectacle *Kalikoukou-Kimboubou et Ophélie* dans le cadre d'Opéra Junior.

Le montant valorisé de cette mise à disposition est de 5 380 euros. Cette somme sera considérée comme une subvention en nature et, à ce titre, inscrite dans les comptes de l'association ainsi que dans le compte administratif de la Ville

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la convention de mise à disposition à titre gratuit du théâtre Jean Vilar à l'association Opéra et Orchestre National de Montpellier ;
- de dire que cette somme, considérée comme une subvention en nature, sera inscrite dans les

- comptes de l'association ainsi que dans le compte administratif de la Ville ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou par défaut son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 53 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prennent pas part au vote : 6 voix (Guy BARRAL, Jean-Luc COUSQUER, Chantal LEVY-RAMEAU, Isabelle MARSALA, Véronique PEREZ, Bernard TRAVIER.)

58. Culture et Patrimoine

Attribution de subventions à des associations culturelles

Exercice 2019

Au titre de sa politique culturelle, la Ville de Montpellier encourage et accompagne les structures culturelles associatives portant leurs projets sur le territoire montpelliérain.

L'engagement du tissu associatif et des acteurs culturels en faveur de la sensibilisation, de l'accès des publics au patrimoine culturel et à la création artistique montpelliéraine est l'un des piliers de la vitalité culturelle de notre Ville.

Les arts, le cinéma-audiovisuel et les industries créatives, la culture scientifique, le patrimoine, la danse, la musique ainsi que le théâtre sont autant de domaines d'intervention soutenus par la Ville de Montpellier.

Afin d'assurer la transparence de notre action en faveur du tissu associatif, nous soutenons des projets innovants et créatifs, en fonction de critères d'analyse objectifs reposant sur la dynamique urbaine des projets ou structures, la mise en œuvre d'actions en direction de tous les publics ou du jeune public, l'originalité du projet (formes innovantes ou expérimentales), la stabilité financière du projet au regard de ses objectifs et la participation financière des collectivités partenaires.

Après examen des dossiers, il est proposé aujourd'hui l'attribution de subventions aux 16 associations figurant dans le tableau ci-après pour un montant total de 101 200 € au titre de l'exercice 2019.

Code	Nom de la Structure	Nature	Montant
ARTS			
2159	BOITE NOIRE UNITE DE RECHERCHE CONTEMPORAIRE	Fonctionnement	7 000
1068	SECOURS POPULAIRE FRANCAIS MONTPELLIER SPF 34	Projet	1 000
CINEMA, AUDIOVISUEL, INDUSTRIES CREATIVES			
992	LE CAMESCOPE APPRIVOISE - VIDEASTES AMATEURS MONTPELLIERAINS	Fonctionnement	700

1748	LE RENCONTRES DU COURT	Projet	3 500
4283	L'EKO DES GARRIGUES	Fonctionnement	8 000
6679	ASSEMBLEE REGIONALE DES RADIOS ASSOCIATIVES	Fonctionnement	3 750
7091	COLLECTIF DES RADIOS LIBRES D'OCCITANIE	Fonctionnement	2 250
CULTURE SCIENTIFIQUE			
5358	ASSOCIATION DES CAFES GEOGRAPHIQUES DE MONTPELLIER	Fonctionnement	500
PATRIMOINE, ARCHEOLOGIE, ARCHIVES			
3930	LA BOURREIO DEL CLAPAS	Fonctionnement	1 200
DANSE			
7159	CEDELADANSE	Projet	500
MUSIQUE			
1966	ASSOCIATION DES PRODUCTEURS DE MUSIQUES EN LANGUEDOC ROUSSILLON	Fonctionnement	1 800
4311	TOUT A FOND TAF	Fonctionnement	4 000
5847	MOT'SON	Fonctionnement	1 000
THEATRE			
3185	LA COMPAGNIE DU PAS'SAGE - RENCONTRES SCENE JEUNESSE CDP RSJ	Projet	500
4472	LA VISTA THEATRE DE LA MEDITERRANEE	Fonctionnement	50 000
4472	LA VISTA THEATRE DE LA MEDITERRANEE	Projet	15 000
5676	ASSOCIATION L'INSTANT PRESENT, L'ART DU MOUVEMENT, DU VIVANT, DU VRAI, THEATRE DE L'EVIDENCE	Fonctionnement	500
TOTAL			101 200

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser l'affectation des subventions aux associations telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d'engagement et des conventions types ;
 - de prélever ces sommes inscrits au budget 2019 de la Ville, chapitre 933, nature 65748, pour un montant total de 101 200 € ;
 - d'approuver les lettres d'engagement et les conventions types annexées à la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer ces conventions et tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0

Abstention : 0

59. Participation au lancement d'un programme global de santé orale sur le territoire de

Montpellier

L'usage du terme de santé orale est important puisqu'il se veut plus large que « bucco-dentaire » et permet ainsi d'associer plusieurs professions de santé dans ce programme : chirurgiens-dentistes, médecins, orthophonistes, kinés, ergothérapeutes...

A l'échelle nationale, plusieurs plans mettent en avant la problématique de la prévention et de la santé orale comme le plan « priorité prévention » et « Ma santé 2022 ». De même, la mise en place du service sanitaire intégré au cursus universitaire des étudiants répond à cet objectif. Le Projet Régional de Santé Occitanie 2022 a pour ambition quant à lui de mieux répondre aux besoins des personnes les plus vulnérables.

Au niveau local, Montpellier Méditerranée Métropole a fait de la santé une priorité, notamment en lançant en 2016 la démarche Montpellier Capital Santé qu'elle pilote et anime, et également, en positionnant sur la thématique santé, son Pacte Métropolitain d'Innovation signé avec l'Etat en 2017. Le projet Montpellier Capital Santé mobilise et engage les acteurs de l'écosystème santé du territoire pour développer des projets d'envergure et faire rayonner Montpellier. Au-delà des enjeux économiques du projet, un de ses objectifs est d'œuvrer pour le bien-être des citoyens en faisant de Montpellier Méditerranée Métropole un territoire « santé », notamment par des actions de prévention.

La Ville de Montpellier est fortement impliquée dans une démarche de promotion de la santé et d'amélioration de l'accès à la santé pour tous depuis plusieurs années, particulièrement auprès des populations les plus fragiles : enfants, étudiants, personnes en situation de précarité, personnes sous-main de justice, personnes en situation de handicap, personnes âgées...

Par ailleurs, le CHU de Montpellier, et l'Université de Montpellier souhaitent déployer un programme ambitieux et global d'amélioration de la santé orale des personnes à besoins spécifiques. Ce programme s'appuie sur les forces existantes (le projet de télémédecine e-DENT, porté par le Dr Nicolas Giraudeau MCU-PH au CHU de Montpellier et la faculté d'Odontologie, et reconnu par le Ministère de la santé) et est découpé en 4 axes :

- assurer une formation à tous les acteurs de santé du territoire ;
- coordonner, innover et évaluer les actions de prévention ;
- systématiser les diagnostics en démocratisant la télémédecine bucco-dentaire ;
- optimiser, personnaliser, innover et intégrer dans un parcours de soins les traitements bucco-dentaires.

Sur le volet de la prévention, de nombreux partenariats existent déjà entre le CHU, l'Université, la Ville, le CCAS, et les acteurs locaux :

- avec la Ville de Montpellier, dans le cadre du projet « J'agis Pour la Santé » pour les enfants des écoles primaires des quartiers prioritaires de la politique de la ville autour d'actions de sensibilisation et d'accompagnement vers le programme « M'T Dents » ;
- avec le CCAS de Montpellier, dans le cadre d'une convention Université / CCAS sur l'accueil des étudiants en odontologie pour leur service sanitaire, des actions de prévention et dépistage ont été mises en œuvre auprès des résidents des EHPAD et des adhérents de l'Age d'Or ;
- avec la Mission Locale des Jeunes de Montpellier Méditerranée Métropole sur le territoire métropolitain, auprès des jeunes en insertion professionnelle ;

- avec le secours populaire des actions de promotion de la santé réalisées en partenariat et de télémédecine avec Adages et l'UNAPEI-LR ou encore les jardins de Sophia.

En octobre dernier, Montpellier a accueilli un atelier de travail sur le programme mOralHealth de l'initiative « Be He@lthy Be Mobile » réunissant les experts internationaux de la thématique et faisant ainsi de Montpellier une place forte de la santé orale mondiale. L'OMS considère que notre territoire, à l'échelle de la ville ou Métropole, représente une opportunité pour expérimenter un programme de prévention dans un pays à haut revenu. Pour poursuivre et intensifier son action, Montpellier projette d'intégrer aujourd'hui cette initiative au côté de l'OMS, faisant ainsi de Montpellier une capitale de la santé orale mondiale.

De nouvelles actions vont être menées avec pour objectif de :

- innover dans les actions de promotion de la santé en étant le premier territoire mondial à lancer le programme mOralHealth de l'OMS avec l'envoi de SMS avec des messages de promotion de la santé orale à destination des publics cibles : personnes seniors et aidants non-professionnels dans un premier temps
- faciliter l'accès aux cabinets dentaires pour les personnes âgées ou en situation de handicap en organisant leur déplacement entre le lieu de vie et le cabinet
- démocratiser la télémédecine bucco-dentaire et ainsi simplifier l'identification précoce des pathologies orales.
- multiplier les actions de promotion de la santé orale sur l'ensemble du territoire et à destination de différents publics cibles mais principalement axés sur les plus fragiles (#noonebehind)
- unifier différentes professions de santé sur la thématique de la santé orale (chirurgiens-dentistes, médecins, orthophonistes, kinés, ergothérapeutes...)

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le lancement d'un programme global de santé orale ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 55 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prennent pas part au vote : 4 voix (Mylène CHARDES, Chantal LEVY-RAMEAU, Chantal MARION, Philippe SAUREL.)

60. Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et la Ligue contre le Cancer de l'Hérault

Avec plus de 150 000 décès par an, le cancer reste la première cause de décès prématuré avant 65 ans en France. Un homme sur deux et une femme sur trois seront touchés par un cancer avant 85 ans. Avec 380 000 nouveaux cas diagnostiqués annuellement, il est impératif d'agir sur les différents facteurs de risques (sédentarité, tabac, alcool, mauvaise alimentation) et de favoriser les actions de prévention et de dépistage.

Créée en 1918, la Ligue contre le cancer est une association loi 1901 reconnue d'utilité publique composée de 103 comités départementaux. Présente sur tout le territoire national, elle développe son action autour de 4 missions principales : le financement de la recherche, l'aide aux malades, la promotion de la prévention et du dépistage.

Membre du Réseau Français des Villes Santé, riche d'une forte tradition médicale, la Ville de Montpellier, acteur de la prévention et de la promotion santé, s'engage autour de nombreuses problématiques de santé publique prioritaires sur son territoire et notamment la lutte contre les cancers.

En effet, la Ville de Montpellier participe au développement des actions de sensibilisation et de promotion du dépistage du cancer du sein (Opération « Octobre rose », soutien de la course « La Montpellier Reine ») et du cancer colorectal (Opération « Mars bleu », soutien de la course « Les Bacchantes »), en relation avec de nombreux partenaires institutionnels et associatifs dont la Ligue Contre le Cancer.

Qualifiée de « Capitale du Sport », Ville active du Programme National Nutrition Santé, elle participe par ailleurs à la lutte contre les facteurs de risques des cancers avec la promotion de modes de vie actifs et sains. Les opérations « J'agis pour ma santé », « Moi(s) sans tabac », « Parcours du cœur » et les nombreuses manifestations sportives organisées sur son territoire illustrant cette dynamique locale.

En s'engageant avec la Ligue Contre Le Cancer, la Ville de Montpellier réaffirme sa volonté de poursuivre le travail accompli sur son territoire et s'inscrit pleinement dans les objectifs de santé publique de la stratégie nationale de santé 2018-2022 qui place la prévention et la promotion de la santé comme un axe majeur de la lutte contre les cancers.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la signature de la convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et la Ligue Contre le Cancer de l'Hérault ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut son représentant, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Dominique MARTIN-PRIVAT.)

61. Mandat spécial, présentation d'une mission opérationnelle d'un membre du Conseil municipal dans le cadre de l'action internationale de la Ville

L'année 2019 marquera le début d'un nouveau chapitre dans les relations entre le Royaume-Uni et ses partenaires européens, dont son plus proche allié et voisin, la France. Plus que jamais, les liens qui unissent les deux pays doivent être maintenus et renforcés. L'amitié et la coopération franco-

britanniques passent avant tout par les territoires. Ce sont les jumelages et les partenariats qui lient les citoyens.

Lors du Sommet franco-britannique en 2018, les gouvernements britanniques et français ont pris la décision de créer en 2019, un Sommet des Maires qui réunirait les dirigeants territoriaux des deux pays afin de célébrer les liens entre les territoires, renforcer les partenariats existants et en créer de nouveaux pour répondre aux défis communs.

Monsieur l'Ambassadeur du Royaume-Uni en France, Lord Llewellyn a rencontré en juillet 2018 à Montpellier, Monsieur le Maire lors d'une visite de courtoisie. Lors de cet échange, il a été question d'envisager la création d'un futur partenariat entre la Ville de Montpellier et une ville britannique. Lord Llewellyn, en ce début d'année 2019, a invité Monsieur Philippe Saurel à participer au Sommet des Maires Franco-Britanniques, à Londres les 6 et 7 mars 2019.

Organisé par l'ambassade du Royaume-Uni en France, le ministère de l'Europe et des Affaires européennes en France, le ministère des Collectivités locales à Londres, l'Association des Maires de France, France Urbaine et l'Association Française du Conseil des Communes et Régions d'Europe, ce Sommet était l'occasion de partager les expériences et les défis que les villes françaises et britanniques rencontrent, et de permettre la création d'une plateforme afin de trouver des solutions communes. Il était également l'occasion de rencontrer des représentants des villes britanniques dans le cadre de futurs partenariats.

Des présidents de régions et de grandes métropoles, ainsi que des maires des grandes villes françaises et britanniques ont participé à cet évènement. Le Sommet a été inauguré mercredi 6 mars par Mme Nathalie Loiseau, Ministre chargée des Affaires européennes en France, et Mr James Brokenshire, Ministre des Collectivités territoriales au Royaume-Uni, en présence des ambassades françaises et britanniques.

Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint au Maire, représentait la Ville de Montpellier lors de cet évènement.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'accorder à Monsieur Max LEVITA, un mandat spécial pour le déplacement à Londres du 6 au 7 mars 2019 ;
- d'autoriser le déplacement d'administratifs qualifiés invités par Monsieur le Maire ;
- d'autoriser Monsieur Max LEVITA à prendre tous les actes relatifs à ces activités de nature internationale ;
- de prélever les dépenses inhérentes à ce déplacement (hébergement, transport, repas) sur la base des frais réels, pour un montant de 1850 euros, sur le budget 2019 de la Ville, chapitre 936.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

Contre : 0

Abstention : 1 voix (Djamel BOUMAAZ.)

62. Adoption du rapport de la Commission Locale d'Évaluation des Transferts de Charges (CLETC) du 8 février 2019

Conformément à l'article 86 de la loi n° 99-586 du 12 juillet 1999 qui organise la procédure d'évaluation des transferts de charges entre les communes et les EPCI à fiscalité propre codifiée au Code Général des Impôts (article 1609 nonies C), la Communauté d'Agglomération de Montpellier a mis en place par délibération n°4693 en date du 24 juin 2002, modifiée par délibération n°12297 du 19 juin 2014, la Commission Locale d'Evaluation des Transferts de Charges (CLETC).

La transformation de la Communauté d'Agglomération en Métropole au 1^{er} janvier 2015, a impliqué des transferts de compétences. Depuis, d'autres transferts de compétences ou d'équipements ont eu lieu et ont donné lieu à des transferts de charges et des modifications des montants d'attributions de compensations.

L'évaluation de ces transferts a été examinée lors de la séance de la CLETC du 8 février 2019. Au cours de cette réunion, le Président de la Commission a présenté le projet de rapport d'évaluation des charges transférées, qui a été débattu et approuvé à l'unanimité par la Commission.

En application de l'article 1609 nonies C du Code Général des Impôts, ce rapport de CLETC, qui vous est présenté aujourd'hui, est soumis à l'approbation des communes.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le rapport de la Commission Locale d'Evaluation des Transferts de Charges, annexé à la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

Contre : 0

Abstention : 1 voix (Djamel BOUMAAZ.)

63. Approbation du montant des attributions de compensation 2019 provisoires suite à la CLETC du 8 février 2019

La transformation de la Communauté d'Agglomération en Métropole au 1^{er} janvier 2015, par décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 a impliqué des transferts de compétences.

Depuis, d'autres transferts de compétences ou d'équipements ont eu lieu et ont donné lieu à des transferts de charges et des modifications des montants d'attributions de compensations.

La fixation de l'attribution de compensation a pour objectif d'assurer la neutralité budgétaire de ces transferts de compétences, en trouvant un juste équilibre entre la préservation des équilibres financiers des communes et la capacité à agir de la Métropole

Dans ce contexte, le calcul des attributions de compensation constitue un élément important du passage en Métropole. Il conditionne les relations financières qui lient Montpellier Méditerranée

Métropole à ses communes membres et détermine le niveau des moyens dont la Métropole disposera pour exercer les compétences transférées. A cet égard, les méthodes d'évaluations ont été établies dans le cadre d'une concertation approfondie entre la Métropole et les communes.

Conformément à l'article 1609 nonies C du Code Général des Impôts, le montant prévisionnel des attributions de compensation a été notifié aux communes le 31 janvier 2019.

Les membres de la Commission Locale d'Evaluation des Transferts de Charges (CLETC) se sont réunis le 8 février 2019 afin de rendre leurs conclusions sur l'évaluation des charges nettes transférées à intégrer dans les attributions de compensation. Ces évaluations portent sur la modification des AC voirie évaluées en 2015 en fonctionnement et en investissement. La CLETC a émis un avis favorable sur ces modifications.

Ainsi et conformément au rapport de CLETC joint au présent rapport pour information, il est proposé d'établir l'AC fonctionnement provisoire 2019 selon le tableau ci-dessous :

Communes	Attribution de Compensation fonctionnement provisoire 2019	Attribution de Compensation fonctionnement provisoire 2019
	versée par la Commune à la Métropole	versée par la Métropole à la Commune
Baillargues	468 460,52	
Beaulieu	153 853,50	
Castelnau-le-Lez	1 298 375,83	
Castries	222 997,40	
Clapiers	443 250,57	
Cournonsec	85 601,42	
Cournonterral	527 253,16	
Fabrègues		179 545,81
Grabels	321 969,24	
Jacou	740 579,75	
Juvignac	976 258,08	
Lattes		288 464,96
Lavérune		609 873,83
Le Crès	698 749,13	
Montaud	55 210,68	
Montferrier-sur-Lez	634 169,82	
Montpellier	33 875 208,29	
Murviel-lès-Montpellier	112 476,13	
Pérols	1 579 188,18	
Pignan	257 356,21	
Prades-le-Lez	714 289,05	
Restinclières	159 959,93	
Saint-Brès	194 839,17	
Saint-Drézéry	166 379,87	
Saint Geniès des Mourgues	190 263,43	
Saint Georges d'Orques	299 787,35	
Saint Jean de Védas	889 663,24	

Saussan	168 187,65	
Sussargues	164 019,53	
Vendargues		1 427 980,58
Villeneuve-lès-Maguelone	427 134,71	
TOTAL	45 825 481,84	2 505 865,18

Il est également proposé d'établir l'AC investissement provisoire 2019 selon le tableau ci-dessous :

Communes	Attribution de Compensation investissement provisoire 2019	Attribution de Compensation investissement provisoire 2019
	versée par la Commune à la Métropole	versée par la Métropole à la Commune
Baillargues	94 905,00	
Beaulieu	22 780,00	
Castelnau-le-Lez	1 091 284,85	
Castries	92 053,00	
Clapiers	210 778,53	
Cournonsec	25 013,00	
Cournonterral	60 586,00	
Fabrègues	13 150,00	
Grabels	500 889,33	
Jacou	4 876,00	
Juvignac	1 122 379,30	
Lattes	1 222 340,80	
Lavérune	8 544,00	
Le Crès	428 086,17	
Montaud	60 583,40	
Montferrier-sur-Lez	2 616,00	
Montpellier	10 501 744,17	
Murviel-lès-Montpellier	74 754,36	
Pérols	356 625,00	
Pignan	236 604,89	
Prades-le-Lez	26 269,00	
Restinclières	51 637,84	
Saint-Brès	2 046,00	
Saint-Drézéry	39 378,00	
Saint Geniès des Mourgues	24 175,00	
Saint Georges d'Orques	10 773,00	
Saint-Jean de Védas	257 051,00	
Saussan	1 066,00	
Sussargues	76 893,91	
Vendargues	12 391,00	
Villeneuve-lès-Maguelone	64 961,86	

TOTAL	16 697 236,41	0,00
--------------	----------------------	-------------

Pour mémoire, en application de la loi n°2015-1785 du 29 décembre 2015 de finances pour 2016, « le montant de l'AC et les conditions de sa révision peuvent être fixés librement par délibérations concordantes du conseil communautaire, statuant à la majorité des deux tiers, et des conseils municipaux des communes membres intéressées en tenant compte du rapport de CLETC ».

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le montant de l'attribution de compensation provisoire 2019 tant en fonctionnement qu'en investissement, conformément aux tableaux sus visés ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

Contre : 0

Abstention : 1 voix (Djamel BOUMAAZ.)

64. Attributions de subventions dans le cadre de la thématique FINANCES - Exercice 2019

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant le tableau ci-dessous.

Code	Structure	Type	Montant
2692	LES BAMBINS DU LEZ	Fonctionnement	19 500 €

Les crédits seront prélevés sur la nature 65748, chapitre 930

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de décider de l'affectation de la subvention telle que définie ci-dessus, sous réserves de signature de la convention ;
- de prélever cette somme sur les crédits inscrits au budget sur l'imputation citée ci-dessus pour un montant total de 19 500 € ;
- d'approuver la convention type annexée à la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix
Contre : 0
Abstention : 0

65. Organisme Extérieur - Société d'Équipement de la Région Montpellieraine (SERM) - Principe de prise de participation dans une SAS patrimoniale - Autorisation accordée aux représentants de la Ville de Montpellier - Approbation

La Ville de Montpellier est l'actionnaire public principal de la SERM au capital de 5 894 000 euros, composé de 368 375 actions. Elle détient 41,38% du capital et occupe à cet effet 5 postes sur 13 au sein du Conseil d'Administration, dont la présidence de la société en la personne de Max LEVITA.

A côté du collège des actionnaires privés représentant près de 29% du capital, Montpellier Méditerranée Métropole est également actionnaire de la SERM. Elle détient 28,73 % du capital soit 105 844 actions et occupe 4 postes sur 13 au Conseil d'Administration de la société.

Dans le cadre de son intervention aux côtés des collectivités en tant qu'outil d'accompagnement du développement économique du Territoire, le Conseil d'Administration de la SERM en date du 27/06/2017 a approuvé le projet de création d'une filiale, société patrimoniale, dédiée au portage immobilier locatif d'entreprise (bureaux, locaux d'activité, commerces et logements accessoires), aux côtés de la Caisse des Dépôts et Consignations, premier actionnaire financier du collège privé, détenant 18,12% de son capital, et de la Caisse d'Épargne Languedoc Roussillon, détenant 8,08%.

La diversification de l'activité de la SERM s'inscrit dans une nécessité de répondre aux besoins du territoire, dans l'accompagnement d'implantation des nouvelles entreprises, dans le redéploiement d'entreprises déjà installées, dans la maîtrise du coût de location des surfaces commerciales, dans l'accompagnement de multiples projets notamment liés aux Industries Culturelles et Créatives, et dans la réalisation d'opérations complexes.

Un plan d'affaires sur les 5 prochaines années a identifié un certain nombre d'opérations à développer, dont quatre projets d'immobilier d'entreprise situés sur le territoire de la Métropole de Montpellier, pour un montant total d'investissement de l'ordre de 50 M€.

Le schéma qui est proposé est le suivant :

1. Création d'une holding de type Société par Actions Simplifiée (SAS patrimoniale) détenue par la SERM, la Caisse des Dépôts et Consignations, et la Caisse d'Épargne (ou une de ses filiales)
2. Cette SAS prendrait des participations dans des sociétés de projets dédiées à chaque type d'investissement (sociétés filles).

Concernant les modalités de création de la SAS Patrimoniale, filiale de la SERM :

- la SERM sera nommée statutairement Présidente de cette nouvelle société ; le capital social de la SAS, a été fixé à 2 800 000 € et détenu à hauteur de :
 - 51% par la SERM (soit une participation de 1 428 000 €) ;
 - 20 % par la Caisse des Dépôts et Consignations (soit une participation de 560 000€) ;
 - 29% par la Caisse d'Épargne (soit une participation de 812 000 €) ;
- les associés s'engagent également à apporter, au maximum, la même somme en compte courant d'associés au fur et à mesure des besoins identifiés par les projets.

La SERM interviendra comme constructeur des futurs investissements dans le cadre de Contrats de Promotion Immobilière (CPI) ou de Vente en l'Etat Futur d'Achèvement (VEFA) pour le compte des sociétés de projets de la SAS Patrimoniale.

Les opérations d'investissements devront satisfaire à des critères d'engagement, notamment l'intérêt stratégique de l'opération pour le territoire, ou la nécessité d'un accompagnement spécifique (entreprises particulières ou innovantes)...

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le principe de création d'une SAS Patrimoniale détenue par la SERM, la Caisse des Dépôts et Consignations et la Caisse d'Epargne ;
- d'approuver le principe de prise de participation de la SERM dans la SAS Patrimoniale à hauteur de 51% du capital soit 1 428 000 € ;
- d'autoriser les représentants de la Ville de Montpellier au Conseil d'Administration de la SERM, Monsieur M. LEVITA, Monsieur D. BOULET, Monsieur P. RIVAS, Monsieur S. TORTORICI et Monsieur P. KRYZANSKI à voter en faveur de cette création ;
- d'autoriser Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

M. le Maire

Oui, Monsieur DELAFOSSE.

Michaël DELAFOSSE

Qu'est-ce que la SAS Patrimoniale ?

M. le Maire

C'est une société d'économie mixte qui est essentiellement créée pour des locaux et des bureaux. C'est le portage de bureaux.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Contre : 0

Abstention : 1 voix (Djamel BOUMAAZ.)

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Marie-Hélène SANTARELLI.)

66. Organisme Extérieur - Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM) - Modifications statutaires relatives à l'objet social - Autorisation

La Ville de Montpellier est l'actionnaire public principal de la SERM au capital de 5 894 000 euros, composé de 368 375 actions. Elle détient 41,38% du capital et occupe à cet effet 5 postes sur 13 au sein du Conseil d'Administration, dont la présidence de la société en la personne de Max LEVITA.

A côté du collège des actionnaires privés représentant près de 29% du capital, Montpellier Méditerranée Métropole est également actionnaire de la SERM. Elle détient 28,73 % du capital soit 105 844 actions et occupe 4 postes sur 13 au Conseil d'Administration de la société.

Le Conseil d'Administration en date du 27/06/2017 a proposé la convocation d'une future AGE (Assemblée Générale Extraordinaire) en vue d'approuver le projet de modifications des statuts de la société relatif à l'objet social.

Cette modification statutaire exige en effet, à peine de nullité, une décision préalable des assemblées délibérantes des entités actionnaires telle que prévue à l'article L. 1524-1 du Code général des collectivités territoriales qui dispose : « A peine de nullité, l'accord du représentant d'une collectivité territoriale ou d'un groupement sur la modification portant sur l'objet social, la composition du capital ou les structures des organes dirigeants d'une société d'économie mixte locale ne peut intervenir sans une délibération préalable de son assemblée délibérante approuvant la modification. Le projet de modification est annexé à la délibération transmise au représentant de l'Etat et soumise au contrôle de légalité ».

L'objet social actuel de la SERM est le suivant : *« Entreprendre, dans le département de l'Hérault et plus spécialement la région montpelliéraine, des opérations d'aménagement, de rénovation urbaine, de restauration immobilière, de construction, d'exploitation et de gestion à caractère industriel et commercial, ou de réaliser toute autre activité d'intérêt général ; ces activités devront participer à l'organisation et au développement de la vie économique et sociale et être, de ce fait, complémentaires entre elles.*

Ces activités sont réalisées soit pour le compte de collectivités publiques, ou leurs émanations, soit pour celui de personnes privées, soit pour le compte de la société elle-même.

A cet effet, la société effectuera toutes études générales, travaux, gestion, opérations mobilières, immobilières, civiles, commerciales, juridiques et financières se rapportant aux objets ci-dessus ou susceptibles d'en faciliter la réalisation.

La société pourra également intervenir, à raison de ses compétences, en dehors des limites de la zone indiquée à l'alinéa 1 et notamment en Région Languedoc Roussillon et ses départements limitrophes intervenir en assistance et conseil et réaliser des études, financer, construire, gérer exploiter et entretenir, directement ou indirectement des équipements et infrastructures liés au développement des énergies renouvelables et à l'utilisation rationnelle de l'énergie. »

La SERM souhaiterait développer de nouveaux projets ayant trait à ses activités de construction et de gestionnaire d'équipements et ouvrir son activité vers d'autres prestations lui permettant d'avoir une intervention dans des domaines plus étendus tant en propre qu'au travers de ses filiales.

Il est ainsi proposé de modifier l'objet social de la SERM en y ajoutant les paragraphes ci-dessous exposés :

« Elle pourra également, dans la même perspective, réaliser des opérations de construction d'immeubles de bureaux, de commerces et/ou de logements, en qualité de promoteur ou pour le compte d'autrui, commercialiser lesdits immeubles ou bien les conserver en patrimoine et les mettre en location, ou en assurer la gestion après leur cession. »

« La société pourra à l'effet de ces activités ou pour en faciliter la réalisation, créer toute société commerciale ou civile, ou toute autre entité de droit privé ou de droit public, participer à cette création ou y prendre des participations. »

Il est par ailleurs proposé de modifier la référence à la Région Languedoc Roussillon en la remplaçant par Région Occitanie dans le paragraphe 3 de l'objet social préalablement indiqué.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver les modifications statutaires de la SERM relative à l'objet social ;
- d'autoriser le représentant de la Ville de Montpellier à l'Assemblée Générale Extraordinaire de la SERM, Monsieur Max LEVITA à voter en faveur de ces modifications ;
- d'autoriser Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Contre : 0

Abstention : 1 voix (Djamel BOUMAAZ.)

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Marie-Hélène SANTARELLI.)

67. Représentations - Organismes internes et externes - Désignations et actualisations

Il est nécessaire de désigner des représentants de la Ville de Montpellier au sein des organismes suivants :

Faculté Lettres, Art, Philosophie, Psychanalyse (UFR1 - Université Paul Valéry)

A la suite du renouvellement de leur Conseil d'Administration, il s'agit de désigner les représentants (un titulaire et un suppléant de même sexe) de la Ville de Montpellier au sein de la Faculté Lettres, Art, Philosophie, Psychanalyse (UFR1 - Université Paul Valéry).

Conseil de discipline de recours pour la région Occitanie et Conseil de discipline de recours des agents contractuels pour la région Occitanie

A la suite des élections professionnelles du 6 décembre 2018, le Conseil de discipline de recours pour la région Occitanie et le Conseil de discipline de recours des agents contractuels pour la région Occitanie ont été créés. Une partie des membres de ces deux nouvelles instances sera tirée au sort parmi les membres des conseils municipaux des communes de plus de 20000 habitants situés dans le ressort de ces conseils. Il s'agit donc de désigner un représentant de la Ville de Montpellier pour chacune de ces instances.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de décider à l'unanimité de ne pas procéder à cette désignation par un vote à bulletin secret mais par un vote à main levée conformément aux dispositions de l'article L2121-21 du Code général des collectivités territoriales ;
- de procéder à la désignation des représentants de la Ville dans cette instance et les autoriser à exercer toutes fonctions dans ce cadre ;
- d'autoriser Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier ou son représentant à signer tout

document relatif à cette affaire.

Il est proposé au Conseil municipal de procéder à ces désignations à main levée, comme le prévoit l'article L 2121-21 du code général des collectivités territoriales.

Monsieur le Maire propose les candidatures suivantes :

- Pour la Faculté Lettres, Art, Philosophie, Psychanalyse (UFR1 - Université Paul Valéry) :
Chantal MARION (titulaire) et **Séverine SCUDIER** (suppléante).

- Pour le Conseil de discipline de recours pour la région Occitanie et le Conseil de discipline de recours des agents contractuels pour la région Occitanie : **Abdi EL KANDOUCI** (au sein des deux instances).

Aucune autre candidature n'est proposée.

Ont été élus :

- Pour la Faculté Lettres, Art, Philosophie, Psychanalyse (UFR1 - Université Paul Valéry) :
Chantal MARION (titulaire) et **Séverine SCUDIER** (suppléante).

- Pour le Conseil de discipline de recours pour la région Occitanie et le Conseil de discipline de recours des agents contractuels pour la région Occitanie : **Abdi EL KANDOUCI** (au sein des deux instances).

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 56 voix

Contre : 0

Abstentions : 3 voix (Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Christophe COUR.)

68. Prise en charge des frais de mission et de représentation des agents et des élus de la Ville de Montpellier, ainsi que des frais de déplacement et d'accueil de personnalités extérieures invitées

Il s'agit de définir pour l'année 2019, pour les agents et les élus de la Ville de Montpellier, les modalités de prise en charge des frais induits par leurs missions et leurs déplacements hors du territoire communal. Il s'agit également, pour les personnalités extérieures invitées par la Ville, de prévoir les conditions de prise en charge des frais liés à leur accueil sur le territoire communal, ainsi que des frais de représentation et de mission dans le cadre de leur participation à des déplacements hors du territoire communal.

1) Prise en charge des frais de mission et de représentation pour les agents de la Ville de Montpellier :

Les seuils de remboursement des agents lors de déplacements à titre individuel (formation, concours, participation à des événements à titre professionnel...) ont été fixés pour la Ville de Montpellier par délibération n° V2017/344 du Conseil municipal du 3 novembre 2018.

Dans le cadre de leurs missions et formations hors du territoire communal, les agents sont remboursés à hauteur de :

- 110 € pour une nuitée pour une mission à Paris intramuros, petit déjeuner compris, comme le prévoit le décret n° 2019-139 du 26 février 2019 ;
- 100 € pour une nuitée pour une mission en Île-de-France ou dans une ville de plus de 200 000 habitants, hors Paris intra-muros, petit déjeuner compris ;
- 80 € pour une nuitée pour une mission dans les autres villes de province, petit déjeuner compris ;
- au réel pour les transports (2^{ème} classe pour les transports en commun, sur la base d'une indemnité kilométrique définie par l'arrêté précité et des justificatifs de péage pour un véhicule personnel) ;
- de façon forfaitaire à 15,25 € par repas (maximum 2 repas/ jour) pour les frais de repas.

En complément, les représentants de l'administration peuvent être appelés à effectuer, dans le cadre d'un mandat spécial, des déplacements nationaux et internationaux afin de participer à des événements ou des réunions au sein des instances ou organismes où ils représentent la Ville à des qualités.

Selon la définition du mandat spécial approuvée par délibération n° V2018-278 du Conseil municipal du 17 juillet 2018, celui-ci concerne :

- une mission répondant à cette définition et encadrée par une délibération ad hoc ;
- une mission répondant à cette définition et entrant dans la limite d'une enveloppe budgétaire annuelle correspondant aux crédits approuvés à cet effet au budget de la Ville de Montpellier.

Dans le cadre strict de ce mandat spécial, il est proposé de rembourser les frais induits au réel et sur justificatif pour les agents en représentation de la Ville.

2) Prise en charge des frais de mission et de représentation des élus de la Ville de Montpellier ainsi que du Directeur général des services et de la Directrice de Cabinet :

Les seuils de remboursement des élus lors de déplacements à titre individuel (formation, concours, participation à des événements à titre professionnel...) ont été fixés pour la Ville de Montpellier par délibération n° V2017-344 du Conseil municipal du 3 novembre 2017.

Dans le cadre de leurs missions et formations hors du territoire communal, les élus sont remboursés à hauteur de :

- 110 € pour une nuitée pour une mission à Paris intramuros, petit déjeuner compris, comme le prévoit le décret n° 2019-139 du 26 février 2019 ;
- 100 € pour une nuitée pour une mission en Île-de-France ou dans une ville de plus de 200 000 habitants, hors Paris intra-muros, petit déjeuner compris ;
- 80 € pour une nuitée pour une mission dans les autres villes de province, petit déjeuner compris ;
- au réel pour les transports (2^{ème} classe pour les transports en commun, sur la base d'une indemnité kilométrique définie par l'arrêté précité et des justificatifs de péage pour un véhicule personnel) ;
- de façon forfaitaire à 15,25 € par repas (maximum 2 repas/ jour) pour les frais de repas.

Hors de ce cadre individuel, le Maire et les élus de la Ville de Montpellier sont amenés à effectuer, en dehors de l'exécution des fonctions dont ils sont habituellement investis, des déplacements indispensables pour le développement et la représentation de la Ville de Montpellier, hors du territoire communal.

Ces déplacements ont essentiellement pour objet la promotion et le développement des intérêts de la

Ville de Montpellier auprès du gouvernement et des institutions européennes voire internationales ou auprès d'autres collectivités locales et groupements au niveau national appartenant à l'Union Européenne ou à des pays situés en dehors de celle-ci, la participation à des congrès, colloques ou autres manifestations organisées par des structures nationales ou internationales d'intérêt général développant de véritables expertises dans des domaines relevant des compétences de la Ville. Ils peuvent aussi concerner la représentation de l'institution au sein des personnes publiques ou organismes précités notamment lors de la remise de prix ou de récompenses consacrant les actions menées par la collectivité.

Dans ce cadre, au titre du mandat spécial, tel que défini dans le point ci-dessus, les élus sont amenés à engager des frais de mission (transport, hébergement, repas) et des frais de représentation. Les frais réels ainsi justifiés dans le cadre du présent mandat spécial seront pris en charge par la Ville de Montpellier, dans la limite des crédits votés au budget à cet effet, et conformément aux dispositions des articles L. 5211-14, L. 2123-18 du Code général des collectivités territoriales et à la circulaire du 15 avril 1992 relatives aux conditions d'exercice des mandats locaux.

En cas d'événement exceptionnel, une délibération dédiée interviendra.

Il convient par ailleurs d'autoriser, dans le cadre de cette délibération, des frais de représentation pour le Maire de Montpellier, conformément à l'article L. 2123-19 du Code général des collectivités territoriales, pour le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier, et pour la Directrice de cabinet de la Ville de Montpellier, conformément à l'article 21 de la loi n°90-1067 du 28 novembre 1990 relative à la fonction publique territoriale et portant modification de certains articles du code des communes. Ces frais ont pour objet de couvrir les dépenses qu'ils engagent à l'occasion de leurs fonctions et dans l'intérêt de la Ville de Montpellier. Le dispositif en vigueur fonctionne notamment par l'attribution d'une carte affaires nominative à débit différé dont le but est de faciliter les modalités de prise en charge et de remboursement des frais exposés. L'ensemble de ces dépenses est remboursé aux frais réels sur présentation des justificatifs originaux.

3) Prise en charge des frais relatifs à l'invitation de personnalités qualifiées lors de missions hors du territoire communal nécessaires à la promotion et au développement de la Ville de Montpellier, et des frais relatifs à l'accueil de personnalités invitées sur le territoire de la Ville de Montpellier :

Dans le cadre d'un mandat spécial ayant pour objet la représentation et le développement de la Ville de Montpellier, des personnalités extérieures peuvent être invitées par la collectivité, en raison de leur compétence ou de leur représentativité dans un domaine particulier, à se joindre à la délégation.

Des personnalités peuvent également être accueillies sur le territoire communal, dans le cadre de manifestations organisées par la Ville de Montpellier.

Dans ce cadre, et toujours dans la limite des crédits votés à cet effet au budget de la Ville de Montpellier, il est proposé de prendre en charge ou de rembourser les frais induits par leur déplacement ou leur accueil, au réel, sur justificatif.

En cas de manifestation d'importance, nécessitant le déplacement ou l'accueil de plusieurs personnalités, une délibération dédiée interviendra.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les modalités de prise en charge ou de remboursement des agents et des élus de la Ville de Montpellier, ainsi que des personnalités extérieures invitées, des frais de transport, hébergement et restauration engendrés au titre du mandat spécial tel que défini ci-dessus ainsi que le principe de remboursement des frais de représentation de Monsieur le Maire, du Directeur Général des Services et de la Directrice de Cabinet sur la base de frais réels et sur justificatifs, dans la limite des crédits votés à cet effet au budget de la Ville de Montpellier ;
- dire que les crédits correspondants seront imputés sur le budget de la Ville de Montpellier, tous chapitres ;
- autoriser Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Contre : 0

Abstentions : 2 voix (Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD.)

69. Fast Track Cities Accueil de personnalités extérieures

Par délibération n° V2019-041 du 6 février 2019, le Conseil municipal a approuvé la signature du label international « Villes sans SIDA ». Montpellier devient ainsi la quatrième ville française à rejoindre ce mouvement et signera le 2 avril prochain la convention « Fast Track Cities ».

Lancé en 2014, le réseau Fast Track Cities (« Les villes s'engagent ») est un partenariat mondial entre les villes signataires (environ 250) et quatre partenaires principaux : l'ONUSIDA, la Ville de Paris, l'International Association of Providers of AIDS Care (IAPAC) et ONU-Habitat. Cette collaboration permet d'accompagner les actions locales dans la lutte contre le SIDA pour atteindre les objectifs 90-90-90 : 90 % des personnes atteintes du VIH qui connaissent leur état sérologique, 90 % de ces personnes sous traitement antirétroviral et 90 % des personnes sous traitement avec une charge virale indétectable. Ces objectifs font écho à la Déclaration de Paris pour l'engagement à l'élimination de l'épidémie de SIDA d'ici à 2030 et de « *lutter contre les inégalités d'accès aux services sanitaires et sociaux de base, à la justice sociale et aux opportunités économiques.* » Ce label intègre également un volet de lutte contre les autres IST ainsi que la tuberculose.

Dans le cadre de la signature de cette convention, la Ville de Montpellier accueillera Madame Françoise BARRE-SINOUSI, Professeure et Prix Nobel de Médecine 2008, ainsi que Monsieur Bertrand AUDOIN, Vice-Président de l'IAPAC (l'International Association of Providers of AIDS Care). Le budget nécessaire à la prise en charge de leur transport, de leur hébergement et de leur accueil est estimé à 1500€ maximum.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la prise en charge de l'accueil de Madame Françoise BARRE-SINOUSI et de Monsieur Bertrand AUDOIN ;

- d'autoriser l'imputation des dépenses afférentes sur le budget 2019 de la Ville, tous chapitres ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

M. le Maire

Qui demande des explications particulières à Madame Caroline NAVARRE, à qui je donne la parole ? C'est une affaire importante.

Caroline NAVARRE

Merci, Monsieur le Maire. Chers collègues, en fait, il s'agit de l'accueil, le 2 avril, du Professeur BARRE-SINOUSI, prix Nobel de 2008, qui a fait la découverte du virus du SIDA et qui nous fait l'honneur de venir être la marraine de notre signature de la convention « Vers Montpellier sans SIDA ». C'est sa prise en charge de Paris. Il faut savoir qu'elle est aussi Présidente de Sidaction International. C'est vraiment un grand honneur, qu'elle vienne sur Montpellier. Elle n'a jamais fait cela sur aucune ville qui a déjà signé ce label en France. Mais elle tenait, vu l'avancement du projet à Montpellier, venir nous soutenir et nous féliciter de cette action. Voilà. C'est la prise en charge de l'avion et de sa journée sur Montpellier.

M. le Maire

Qui demande la parole ? C'est l'occasion pour moi de remercier Caroline NAVARRE pour l'excellent travail.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0

Abstention : 0

70. Précisions relatives aux tarifs - Modification de la délibération n° V2018-514 du 19 décembre 2018

Suite à une erreur matérielle, il convient de modifier les modalités d'application relatives aux tarifs des activités des maisons pour tous et aux tarifs de mobilisation d'un agent de la délibération n° V2018-514 du 19 décembre 2018. Seules des précisions sont apportées, les tarifs applicables au 01/01/2019 restent inchangés.

Les articles ci-dessous viennent se substituer au point 1 de la thématique de politique publique « Maison pour tous » pour les tarifs relatifs aux maisons pour tous et au point 7 de la thématique de politique publique intitulée « Autres » pour les tarifs relatifs à la mobilisation d'un agent.

I. LES ACTIVITES SOCIO-CULTURELLES DES MAISONS POUR TOUS

Les Maisons Pour Tous de Montpellier proposent environ 600 activités dans des domaines variés : activités artistiques, sportives, culturelles, scientifiques, cours de langue, etc.

• Inscription dans les Maisons Pour Tous

Lors de cette inscription unique, pour l'ensemble des Maisons pour tous une carte nominative sera délivrée pour accéder aux activités des Maisons pour Tous encadrées par les animateurs de la Ville

ou par les associations partenaires dans le cadre du programme régulier et ponctuel.

Le dossier d'inscription est à renouveler pour chaque saison au mois de septembre.

Cartes d'abonnement	Tarifs
Adulte	7,00 €
Enfant (moins de 18 ans)	3,50 €

• **Les cotisations annuelles pour les activités (hors vacances scolaires)**

Activités collectives	Tarifs
Tarification pour 30 séances (minimum) de 1h/semaine (pour la saison scolaire)	135,00 €
Tarification par tranche de 30 minutes supplémentaire par séance hebdomadaire	40,00 €

Activités individualisées	Musique	Musique + atelier collectif solfège)*
Tarification séances de musique individualisées à 1 élève (30 séances d'1 heure)	500,00 €	580,00 €
Tarification séances de musique à 2 élèves (30 séances d'1 heure)	380,00 €	460,00 €
Tarification séances de musique à 3 élèves (30 séances d'1 heure)	250,00 €	330,00 €

*(1heure/semaine)

Les activités jardins partagés, club et EPI sont ouvertes aux détenteurs de carte d'abonné uniquement (pas de cotisation annuelle).

Conditions de remboursement :

Le remboursement se fera aux conditions suivantes : cessation de l'activité de la part de la MPT, raison médicale de l'usager, changement d'emploi du temps professionnel de l'usager, déménagement de l'usager, perte d'emploi des usagers (à la date de prise d'effet de la nouvelle situation) et sur présentation des justificatifs afférents.

➤ **Les réductions**

Réductions accordées pour les activités collectifs et cours individuels :	
Réduction comité d'entreprises (COSC ...)	20%
Etudiants (engagés dans un cursus d'enseignement supérieur) et lycéens	50%
Bénéficiaires des allocations temporaire d'attente(ATA), solidarité spécifique, supplémentaire de retraite, revenu de solidarité active (RSA)	
Adhérents de la GEM (Groupe d'Entraide Mutuelle)	
Personnes handicapées ou invalides sur présentation d'une carte d'invalidité de 80% minimum	
Réductions pour les familles nombreuses :	
Pour les enfants de familles de 3 enfants	30%
Pour les enfants de familles de 4 enfants	40%
Pour les enfants de familles de 5 enfants	50%
<i>Pour les inscriptions en cours d'année, il sera appliqué le plein tarif jusqu'à octobre puis une cotisation calculée au prorata temporis à compter de novembre des mois restants à faire jusqu'à la fin de la session.</i>	

➤ **Les cotisations ponctuelles pour les activités**

Soirées et animations organisées en MPT :	Tarifs
Tarif animations / spectacles divers / personne	2,00 €
Supplément transport hors TAM	3,00 €
Supplément repas	2,00 €
Supplément location diverses matériels et/ou prestation externe	2,00 €
Supplément entrée billetterie égale ou supérieure à 10€	2,00 €

Stages :	Tarifs
Tarification / heure (sans fourniture consommable)	1,00 €
Tarification / heure (avec fourniture consommable)	2,00 €

Atelier individualisé :	Tarifs
Tarification initiation atelier individualisé (cours dispensé par animateurs MPT de 1 à 4 personnes) / la séance	5,00 €

Labo Photo Boris Vian :	Tarifs
Tarification / séance	3,00 €

Studio d'enregistrement de Léo Lagrange :	Tarifs
Tarification / heure	15,00 €

Une gratuité de certains événements sera appliquée selon les projets spécifiques des Maisons pour tous.

7. MOBILISATION D'UN AGENT

Prestations	Unité	Tarifs
Tarif de 7h00 à 22h00 du lundi au samedi	H / agent	24,00 €
Tarif de 7h00 à 22h00 dimanche et jours fériés	H / agent	40,00 €
Tarif de 22h00 à 7h00 du lundi au dimanche et jours fériés	H / agent	48,00 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver les précisions tarifaires apportées ;
- de préciser qu'elles seront applicables dès que la présente délibération sera exécutoire ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

Contre : 0

Abstention : 1 voix (Djamel BOUMAAZ.)

Mesdames Julie FRECHE et Véronique PEREZ sortent de séance.

71. Protection fonctionnelle des élus de la Ville

Aux termes des articles L. 2123-34 et L. 2123-35 du Code Général des Collectivités Territoriales, les élus peuvent bénéficier de la protection fonctionnelle.

Cette protection peut leur être accordée d'une part, lorsque l'élu fait l'objet de poursuites pénales à l'occasion de faits qui n'ont pas le caractère de faute détachable de l'exercice de ses fonctions et, d'autre part, lorsqu'il est victime de violences, menaces ou outrages à l'occasion ou du fait de ses fonctions.

L'élu qui souhaite bénéficier de la protection fonctionnelle doit en faire la demande par écrit à l'autorité territoriale en donnant tous les éléments d'information et justificatifs concernant les faits et les circonstances motivant cette demande.

L'octroi de la protection fonctionnelle par la commune de Montpellier se traduit, outre une assistance de l'élu, par la mise en œuvre de différents moyens :

- aide au recours au ministère d'avocat (librement choisi par lui) ;
- prise en charge des honoraires d'avocat utiles à sa défense ainsi que les frais de procédure et consignations, sur justificatifs ;
- prise en charge des dommages et intérêts alloués à l'élu sur la base de la décision juridictionnelle définitive si la personne condamnée ne s'en est pas acquittée (la collectivité se retournant ensuite contre l'auteur du dommage pour recouvrer les condamnations proposées).

En cas de préjudice subi par la commune, celle-ci pourra également se constituer partie civile (recouvrement des frais liés aux accidents de service notamment).

La protection fonctionnelle accordée n'est pas inconditionnelle. Il appartient à la collectivité de pouvoir apprécier jusqu'à quel point elle apporte son soutien. Ainsi, la prise en charge n'est accordée que jusqu'à la date où la juridiction initialement saisie des faits se sera prononcée.

Toute poursuite de la procédure au-delà de cette étape qui pourrait être souhaitée par la victime, donnera lieu à une nouvelle demande de protection afin de permettre à la collectivité de pouvoir apprécier si sa prise en charge est toujours fondée.

Le Conseil municipal étant compétent, il lui est demandé de se prononcer sur les demandes de protection fonctionnelle telles que précisées dans l'annexe à la présente délibération.

En conséquence, il est donc proposé au Conseil municipal :

- d'approuver l'octroi de la protection fonctionnelle dans les modalités ci-dessus évoquées aux élus, et pour les faits tels que désignés dans la pièce annexée à la présente délibération ;
- d'approuver notamment à ce titre les prises en charge financières découlant de cette protection : frais de justice et de représentation, pris en charge des condamnations civiles ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire ;

- de dire que les dépenses relatives à cette affaire seront prélevées sur les crédits inscrits au budget de la collectivité, chapitre 930.

M. le Maire

Qui demande la parole ? Monsieur DELAFOSSE.

Michaël DELAFOSSE

C'est la même intervention à chaque fois. C'est-à-dire que la protection fonctionnelle est de droit. Nous, on ne l'a jamais sollicitée, mais cela aurait pu. Mais on souhaiterait qu'en termes de transparence, nous puissions avoir un vote sur chaque dossier, que cela soit apparent quand cela concerne les élus. On l'a demandé à plusieurs reprises.

M. le Maire

C'est apparent. C'est moi qui vous le dis : c'est apparent. Cela concerne Madame ROUSSEL et moi-même, sur des diffamations dont on a fait l'objet.

Michaël DELAFOSSE

Je crois que du point de vue de la procédure, il serait bien que, sur cette délibération, à chaque fois, on puisse voir qui est concerné 48 heures à l'avance.

M. le Maire

Que cela soit écrit, vous voulez dire ?

Michaël DELAFOSSE

Oui. On vous l'a demandé à plusieurs reprises.

M. le Maire

Je le dis publiquement.

Michaël DELAFOSSE

Mais on pourrait avoir la délibération...

M. le Maire

On l'inscrira dans le compte rendu, Monsieur DELAFOSSE.

Michaël DELAFOSSE

... l'affaire concernée. C'est une demande qu'on a faite à plusieurs reprises. On peut comprendre. C'est important. Cela engage des frais de la collectivité sur des affaires.

M. le Maire

Vous avez raison. Mais votre représentant, lors de la réunion des Présidents de groupes, Monsieur MARTIN, qui est là, a posé la question et je le lui ai dit, comme je vous le dis.

Michaël DELAFOSSE

Je maintiens qu'il faudrait que cela évolue du point de vue de la présentation de ces dossiers, quand cela concerne les élus – pas les agents, évidemment.

M. le Maire

Qui est contre ? Monsieur BOUMAAZ.

Djamel BOUMAAZ

Protection fonctionnelle. Monsieur le Maire, très court, sur cette affaire qui me laisse très perplexe sur l'utilisation abusive de cette protection fonctionnelle, et ce aux frais de la princesse. Perplexe aussi de voir vos dernières déclarations d'un probable dépôt de plainte contre Dieudonné qui vous aurait insulté avec sa fameuse quenelle. Or aujourd'hui, cette protection que vous demandez n'a aucun lien avec ce fameux geste antisystème. Quid de votre dépôt de plainte à ce sujet, en espérant que cela ne ressemblera pas encore, pour la énième fois, à un coup de com' ? Pour être sûr, mais vraiment sûr, que vous irez jusqu'au bout de votre démarche, voici mon vote, Monsieur le Maire, en forme de quenelle, comme cela, vous me rajouterez dans cette procédure. Ce n'est pas honteux. Là, vous expliquez que c'est un signe de nazi à l'envers, alors que c'est un geste antisystème et que vous, Monsieur le Maire, vous étiez le candidat antisystème en 2014. Donc pour être sûr que vous alliez jusqu'au bout de ces dépôts de plainte et pour éviter un coup de com', en espérant que vous me mettiez avec, dans cette affaire, je vous réponds et je vote en quenelle. C'est 3 501 quenelles, avec la mienne.

Réactions sur les bancs de l'Assemblée.

Monsieur le Maire, ce sera tout. Hashtag, comme je vous l'ai dit, je me régale.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 56 voix

Contre : 1 voix (Djamel BOUMAAZ.)

Abstention : 0

Madame Véronique PEREZ entre en séance.

72. Protocole transactionnel avec Madame Danièle MONTAGNAC - Autorisation de signature

Par courrier du 21 mars 2017, la compagnie d'assurance en protection juridique de Madame MONTAGNAC informait la Ville des dégâts et désagréments rencontrés par celle-ci ayant pour cause les platanes plantés dans le parc Tastavin et surplombant son habitation et jardin.

Deux réunions d'expertises ont été réalisées, le 14/03/2018 et le 11/06/2018. A cette occasion, il a été constaté la présence de branches sur le toit de l'habitation et des dommages à la terrasse dallée occasionnés par la poussée racinaire des platanes.

Madame MONTAGNAC souhaite obtenir de la part de la Ville un élagage régulier de ces arbres et l'évacuation des résidus végétaux et branches qui se trouvent sur sa propriété.

De plus, elle a fait réaliser, à sa charge, l'évacuation des branches et végétaux dont le coût s'élève à 616€ et en demande donc le remboursement à la Ville.

Le montant des dommages occasionnés par la poussée racinaire à la terrasse dallée est, quant à lui, pris en charge par la compagnie d'assurance de la Ville à hauteur de 2287.29€ TTC, suivant rapport d'expertise.

En contrepartie du remboursement des frais engendrés pour l'évacuation des branches et végétaux, à hauteur de 616€, ainsi que l'engagement de la Ville de procéder à un élagage régulier desdits platanes (2 fois par an), Madame MONTAGNAC s'engage à renoncer à toutes actions ou instances de quelque nature que ce soit à l'encontre de la Ville.

Compte tenu de ces éléments, il est proposé une résolution à l'amiable du litige via la signature d'un protocole transactionnel.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver les termes du protocole transactionnel à intervenir avec Madame MONTAGNAC ;
- de dire que les dépenses correspondantes sont inscrites au budget de la Ville, chapitre 935 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut son représentant, à signer le protocole transactionnel ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Intervention hors micro de Djamel BOUMAAZ.

M. le Maire

Vous savez, il ne m'impressionne pas. J'ai joué au foot pendant vingt ans. Quand vous jouez au foot, au marquage, le 7 et le 8 – Monsieur MOURE pourra parler : il a joué au foot autant que moi – ce sont des noms d'oiseaux pendant 90 minutes qu'on se distribue. Les vôtres, Monsieur BOUMAAZ, sont ceux d'un petit oiseau.

Intervention hors micro de Djamel BOUMAAZ.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Contre : 0

Abstention : 1 voix (Djamel BOUMAAZ.)

Madame Julie FRECHE entre en séance.

Monsieur Djamel BOUMAAZ quitte définitivement la séance sans laisser de procuration.

**73. Installation et raccordement d'une sirène étatique au Système d'Alerte et d'Information des Populations (SAIP) au parking CIRCE, rue Georges Méliès
Convention Etat / Montpellier Méditerranée Métropole / TAM / Ville de Montpellier
Autorisation de signer la convention**

Dans le cadre du livre blanc sur la défense et la sécurité nationale de 2008, le gouvernement a décidé de doter les autorités de l'Etat ainsi que les communes d'un « réseau d'alerte performant et résistant » constitué de 3 900 sirènes.

Les services de la Direction Générale de la Sécurité Civile et de la Gestion de Crise (DGSCGC) ont en conséquence conçu un nouveau dispositif, le Système d'Alerte et d'Information des Populations (SAIP), qui repose sur une logique de bassins de risques sur lesquels seront positionnés les moyens d'alerte les plus efficaces dont les sirènes d'alerte, eu égard aux circonstances locales (urbanisme, bruit ambiant, sociologie de la population).

Il est aujourd'hui proposé de signer une convention portant sur l'installation et le raccordement au Système d'Alerte et d'Information des Populations d'une sirène d'alerte propriété de l'Etat, installée sur un bâtiment propriété de Montpellier Méditerranée Métropole.

Cette convention fixe les obligations des acteurs dans le cadre de ce raccordement, mais également de l'entretien ultérieur du système pour lequel la Ville de Montpellier devra assurer les actions de maintenance de premier niveau sur l'ensemble des équipements étatiques composant la sirène.

La localisation de la sirène, objet de la présente convention, est établie comme suit :
Parking CIRCE, rue Georges Méliès, 34000 Montpellier.

Cette convention est conclue pour une durée de trois années à compter de la date de signature par les parties du procès-verbal d'installation des matériels de raccordement SAIP, et se poursuit par tacite reconduction jusqu'à expiration du contrat de maintenance assurée par Eiffage, sauf dénonciation par l'une des parties avec un préavis de trois mois minimum.

Le coût des opérations d'installation et de l'achat du matériel installé est pris intégralement en charge par l'Etat/Ministère de l'intérieur.

Le coût du raccordement au réseau électrique et de la fourniture en énergie des installations, ainsi que le fonctionnement des moyens de déclenchement manuels locaux, reste à la charge Montpellier Méditerranée Métropole, propriétaire du bâtiment sur lequel est implantée la sirène.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la convention entre l'Etat, Montpellier Méditerranée Métropole, la TAM et la Ville de Montpellier, jointe en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut son représentant, à signer cette convention et plus généralement tout document relatif à cette affaire.

M. le Maire

Cela fait partie des sirènes que nous positionnons sur les établissements publics de la ville. Il y a une magnifique sirène sur le toit de cette mairie. Cela s'appelle une sirène étatique, parce qu'il faut l'autorisation de l'État pour l'actionner. Nous avons positionné une douzaine de sirènes dans la ville, notamment sur les écoles. Parce qu'en cas de problème majeur, que ce soit un incendie, une inondation, voire un attentat, il est important d'avertir la population de façon immédiate. Lorsque j'ai reçu François de RUGY, Ministre de l'Écologie il y a quelques jours, pour participer au colloque sur les risques majeurs, il a beaucoup apprécié cette méthode d'informer la population, qui est extrêmement simple et ancienne, mais très efficace. Il nous faut, pour pouvoir actionner les treize sirènes en même temps, l'autorisation du Ministère de l'Intérieur, qu'il donne au Préfet, et le Préfet nous la transfère.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 51 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prennent pas part au vote : 7 voix (Mylène CHARDES, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Abdi EL KANDOUSSI, Pascal KRZYZANSKI, Patricia MIRALLES, Véronique PEREZ.)

74. Convention d'occupation du Domaine Public

Occupation Pavillon Jean Nouvel Avenant n°1

Par délibération du 19 décembre 2018, la Ville de Montpellier a renouvelé la mise à disposition du Pavillon Jean Nouvel au profit du Comité de quartier Port Marianne Sud pour l'année 2019. Cette association souhaite diversifier son domaine d'intervention en organisant mensuellement des opérations de nettoyage autour du Lez.

L'occupation du Pavillon Jean Nouvel est autorisée le premier lundi du mois de 9 h à 21 h et les mardis, mercredi et jeudi de 14 h à 21 h.

L'association sollicite une occupation supplémentaire un dimanche par mois soit les dimanches :

- 31 mars 2019 ;
- 28 avril 2019 ;
- 26 mai 2019 ;
- 23 juin 2019 ;
- 15 septembre 2019 ;
- 27 octobre 2019 ;
- 24 novembre 2019.

Les autres articles de la convention restent inchangés

En conséquence il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser la signature de l'avenant n°1 à la convention d'occupation du pavillon Jean Nouvel par le Comité de quartier Port Marianne Sud pour l'utilisation supplémentaire du local à raison d'un dimanche par mois à compter du 31 mars 2019 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0

Abstention : 0

75. Opérations de remise en état et de mise en accessibilité des bâtiments communaux de la Ville poursuite des travaux pour l'année 2019 Demandes d'autorisations d'urbanisme

Dans le cadre de la gestion active du patrimoine et en vue de garantir la valeur de ses biens, la Ville de Montpellier poursuit en 2019 la valorisation de son patrimoine, en procédant à l'entretien et la remise en état de ses bâtiments communaux.

Une première campagne a été lancée en début d'année 2019. Aujourd'hui il convient de poursuivre cette démarche de réalisation de travaux de réfection, d'aménagement, de mise en conformité réglementaire d'accessibilité aux personnes handicapées des équipements communaux.

Ainsi pour mener à bien ces opérations, il est nécessaire de déposer auprès des services compétents, les dossiers de demandes d'autorisations d'urbanisme nécessaires pour la réalisation des travaux qui s'effectueront sur les bâtiments suivant :

Sites	Travaux prévus	Autorisation d'Urbanisme
Eglise Saint-Roch 4 rue Vallat	Travaux nef central	Déclaration Préalable
Eglise Sainte Eulalie 1 rue de la Merci	Réparation toiture	Déclaration Préalable
Résidence le Bénédictin Local associatif 64 rue François d'Orbay	Remplacement fenêtre du local	Déclaration Préalable
Direction Paysage et Diversité – Domaine de Grammont – avenue Albert Einstein	Réaménagement du Hall	Déclaration Préalable
Ecole Voltaire Rue Henri Sellier	Mise en accessibilité	Déclaration Préalable
Ecole Malet 5 allée Pierre Carabasse	Mise en accessibilité	Déclaration Préalable
Groupe scolaire Pottier/Sibelius/Chaplin 120 rue Jalade	Mise en accessibilité	Déclaration Préalable

Le montant total estimé des travaux s'élève à 2 657 010 € TTC.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la réalisation des travaux de réfection, d'aménagement et mise en conformité réglementaire d'accessibilité, telle que précisée ci-dessus ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à déposer les demandes d'autorisations d'urbanisme relatives aux travaux susmentionnés ;
- d'autoriser l'imputation des dépenses sur le budget primitif 2019 sur les chapitres : 900, 902, 903, 904, 906, 909 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

M. le Maire

Max LEVITA vous propose une série d'opérations pour l'accessibilité de ces bâtiments. Je rappelle que nous avons ouvert une autorisation de programme de 35 millions, et que là nous investissons pour 2 657 000 euros. Mettre en accessibilité 350 établissements communaux. Voilà une réponse pour les personnes handicapées, dont on parlait tout à l'heure.

***À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.
Pour : 58 voix***

Contre : 0
Abstention : 0

76. Fixation de l'indemnité représentative de logement des instituteurs (IRL) Année 2018

Par lettre du 14 décembre 2018, Monsieur le Préfet de l'Hérault a informé la Ville de Montpellier que, conformément aux articles R. 212-9 et R. 235-11 du code de l'éducation, il envisageait de reconduire le montant de l'indemnité des instituteurs pour l'année 2018.

Son montant sera arrêté après avis des Conseils municipaux, puis du Conseil Départemental de l'Education Nationale, en tenant compte du taux de progression de la dotation spéciale instituteurs (DSI) versée aux communes pour chaque instituteur logé, ou au Centre National de la Fonction Publique Territoriale (CNFPT) pour chaque instituteur indemnisé.

Les montants proposés pour l'année 2018 sont identiques à ceux de 2017 soit :

- 2 246 € par an pour un instituteur célibataire, veuf ou divorcé sans enfant ;
- 2 808 € par an pour un instituteur marié ou pacsé, avec ou sans enfant à charge et pour les instituteurs célibataires, veufs ou divorcés avec enfant à charge.

Monsieur le Préfet rappelle que l'Indemnité Représentative de Logement (IRL), due aux instituteurs non logés, est versée par le Centre National de la Fonction Publique Territoriale (C.N.F.P.T) au nom de la commune et sollicite l'avis du Conseil municipal sur cette affaire.

En conséquence il est proposé au Conseil municipal :

- d'émettre un avis favorable à la proposition de Monsieur le Préfet de l'Hérault de reconduire comme sus indiquée l'Indemnité Représentative de Logement (IRL) versée par le CNFPT aux instituteurs non logés pour l'année 2018 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0

Abstention : 0

77. Autorisation de signer la convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et les Villes de Villeneuve-lès-Maguelone, Jacou, Prades-le-Lez, Juvignac, Cournonsec et de Saint-Brès pour les achats de vêtements et d'équipements de Police, ASVP et garde square.

Dans le cadre des achats de vêtements et d'équipements de Police, Agents de Surveillance de la Voie Publique (ASVP) et garde square, la Ville de Montpellier doit lancer une consultation d'entreprises afin de conclure un marché à bons de commande.

Dans ce cadre et dans un souci d'économie, il apparaît pertinent de conclure un groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et les Villes de Villeneuve-lès-Maguelone, Jacou, Prades-le-Lez, Juvignac, Cournonsec et de Saint-Brès pour les achats de vêtements et d'équipements de Police, ASVP et garde square conformément à la Convention annexée à la présente délibération.

La Ville de Montpellier est désignée coordonnateur du groupement. La Commission d'appel d'offres du groupement sera celle du coordonnateur. Chaque membre du groupement s'assurera de la bonne exécution du marché pour ce qui le concerne.

La procédure de mise en concurrence implique le lancement d'un appel d'offres ouvert pour la conclusion d'un accord cadre à bons de commande sans minimum ni maximum, pour une période initiale d'exécution d'un an et pour une durée maximale, toutes reconductions comprises, de 4 ans.

Cet accord-cadre est décomposé en 6 lots (*avec des montants estimatifs annuels exprimés en € H.T.*) :

Lot n° 1 Vêtements police :

Ville de Montpellier	65 000 € HT
Ville de Villeneuve-lès-Maguelone	3 550 € HT
Ville de Jacou	2 000 € HT
Ville de Juvignac	4 500 € HT
Ville de Prades-le-Lez	1 500 € HT
Ville de Saint-Brès	1 000 € HT
Ville de Cournonsec	1 500 € HT

Lot n° 2 Vêtements ASVP-Garde champêtre :

Ville de Montpellier	30 000 € HT
Ville de Villeneuve-lès-Maguelone	530 € HT
Ville de Jacou	500 € HT
Ville de Juvignac	300 € HT
Ville de Prades-le-Lez	400 € HT
Ville de Cournonsec	500 € HT

Lot n° 3 Chaussures :

Ville de Montpellier	20 000 € HT
Ville de Villeneuve-lès-Maguelone	740 € HT
Ville de Jacou	700 € HT
Ville de Juvignac	1 000 € HT
Ville de Prades-le-Lez	500 € HT
Ville de Cournonsec	500 € HT

Lot n° 4 Matériels de police :

Ville de Montpellier	25 000 € HT
Ville de Villeneuve-lès-Maguelone	250 € HT
Ville de Jacou	150 € HT
Ville de Juvignac	700 € HT

Ville de Cournonsec 1 000 € HT
Ville de Prades-le-Lez 1 200 € HT

Lot n° 5 Armement, munitions et accessoires :

Ville de Montpellier 100 000 € HT
Ville de Villeneuve-lès-Maguelone 1 420 € HT
Ville de Jacou 100 € HT
Ville de Cournonsec 500 € HT

Lot n° 6 Gilets pare-balles:

Ville de Montpellier 20 000 € HT
Ville de Villeneuve-lès-Maguelone 450 € HT
Ville de Cournonsec 1 000 € HT

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser la signature de la convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et les Villes de Villeneuve-lès-Maguelone, Jacou, Prades-le-Lez, Juvignac, Cournonsec et Saint-Brès, convention aux termes de laquelle la Ville de Montpellier est désignée coordonnateur du groupement, et sa Commission d'Appel d'Offres déclarée compétente pour attribuer ce marché ;
- d'autoriser le prélèvement des dépenses correspondantes de la Ville de Montpellier sur les budgets de fonctionnement et investissement de la Ville, tous chapitres ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut son représentant, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0

Abstention : 0

78. Autorisation de signer la convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole pour les achats d'outillages et d'équipements de protection individuelle

Dans le cadre des achats d'outillages et d'équipements de protection individuelle, la Ville de Montpellier lance une consultation d'entreprises afin de conclure un accord cadre à bons de commande.

Dans ce cadre et dans un souci d'économies, il apparaît pertinent de conclure un groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole pour les achats d'outillages et d'équipements de protection individuelle, conformément à la convention annexée à la présente délibération.

La Ville de Montpellier est désignée coordonnateur du groupement. La Commission d'appel

d'offres du groupement sera celle du coordonnateur. Chaque membre du groupement s'assurera de la bonne exécution du marché pour ce qui le concerne.

La procédure de mise en concurrence implique le lancement d'un appel d'offres ouvert pour la conclusion d'un accord cadre à bons de commande, pour une période initiale d'exécution d'un an et pour une durée maximale, toutes reconductions comprises, de 4 ans.

Cet accord-cadre est décomposé en 6 lots (*avec des montants estimatifs annuels exprimés en € H.T.*) :

Lot n°1 Achat de petit outillage à main de mécanicien :

Ville de Montpellier 30 000 € HT
Montpellier Méditerranée Métropole ... 30 000 € HT

Lot n°2 Achat d'outillages, de consommables et de produits d'atelier et de chantier :

Ville de Montpellier 60 000 € HT
Montpellier Méditerranée Métropole ... 60 000 € HT

Lot n°3 Achat d'équipement de protection individuelle :

Ville de Montpellier 60 000 € HT
Montpellier Méditerranée Métropole ne participe pas à ce lot.

Lot n° 4 Achat d'équipement de protection individuelle pour le risque électrique :

Ville de Montpellier 10 000 € HT
Montpellier Méditerranée Métropole ne participe pas à ce lot.

Lot n°5 Achat d'outillage électroportatif :

Ville de Montpellier 30 000 € HT
Montpellier Méditerranée Métropole..... 30 000 € HT

Lot n°6 Achat de petit outillage à main de jardin et d'arboriculture :

Ville de Montpellier 20 000 € HT
Montpellier Méditerranée Métropole ... 20 000 € HT

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser la signature de la convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, convention aux termes de laquelle la Ville de Montpellier est désignée coordonnateur du groupement, et sa Commission d'Appel d'Offres déclarée compétente pour classer les offres et choisir les attributaires du marché ;
- d'autoriser le prélèvement des dépenses correspondantes de la Ville de Montpellier sur les budgets de fonctionnement et investissement de la Ville, tous chapitres ;

- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0

Abstention : 0

79. Convention de groupement de commandes publiques entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole pour l'achat de formations dans divers domaines

Le droit des marchés publics permet aux entités publiques de se regrouper pour effectuer des achats dans divers secteurs et ainsi réaliser des économies.

Dans cette optique, et suite à la mutualisation du service Formation, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole souhaitent avoir recours à une convention constitutive d'un groupement de commandes.

La présente convention a pour objet de créer un groupement de commande concernant la passation de marchés pour l'achat de formations de natures diverses (notamment langues étrangères, habilitations électriques, secourisme, sécurité et hygiène, ressources humaines, langue des signes, permis de conduire, habilitations électriques, management...) conformément aux besoins définis par chaque membre.

La convention prend effet à compter de sa signature par les deux membres du groupement jusqu'à la date d'expiration du marché, périodes de reconductions comprises.

Montpellier Méditerranée Métropole est désignée coordonnateur du groupement. Chaque collectivité sera en charge de la bonne exécution du marché pour ce qui la concerne.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention de groupement et plus généralement tous les documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0

Abstention : 0

80. Création d'une vacation de médecin pour la Direction de l'Enfance

La réglementation impose de s'assurer le concours régulier d'un pédiatre ou à défaut d'un médecin

avec une spécialité en pédiatrie pour les Etablissements d'Accueil du Jeune Enfant de plus de 10 places, ce qui est le cas de tous les établissements de la Ville de Montpellier.

Le médecin du service Coordination Territoriale au sein de la Direction de l'Enfance garantit les conditions d'accueil sur le plan de la santé, de la sécurité, de l'hygiène, de l'éveil et du bien-être des enfants âgés de moins de 6 ans, en complémentarité de l'équipe pluridisciplinaire. Il procède aux visites d'admission des enfants. Il sensibilise et accompagne les équipes, repère et confirme les troubles du comportement, du développement psychomoteur et d'adaptation psychosociale.

Le contexte national de pénurie de médecins rend difficile les recrutements ainsi que la mise en œuvre de remplacement lors d'absences ou de départs.

Aussi, afin de garantir les conditions réglementaires, d'assurer la continuité du service public, et plus particulièrement de ces missions du médecin du service Coordination Territoriale, et également de pallier de manière temporaire les difficultés de recrutement, il est proposé de créer une vacation pour les fonctions de médecin au sein de la Direction de l'Enfance et de définir des taux horaires de rémunération à 45 € / heure.

Les médecins concernés seront rémunérés en application de ces taux horaires et sur état de présence.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'adopter la création d'une vacation médecin et les dispositions présentées ci-dessus ;
- de prévoir l'inscription au budget du personnel des dépenses correspondantes.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0

Abstention : 0

81. Régime indemnitaire - Prime semestrielle - Approbation

Il est versé aux agents de la Ville de Montpellier un complément de rémunération de 1 048 euros bruts annuels pour les stagiaires et titulaires et de 1 116,38 euros bruts annuels pour les agents contractuels. Versé en 3 fractions, en juin (6/12^e), novembre (5/12^e) et décembre (1/12^e), au prorata de la période d'activité (à condition qu'elle soit supérieure à 3 mois) et du taux d'emploi, ce complément bénéficie aux agents stagiaires, titulaires et contractuels mensualisés, ainsi qu'aux assistantes maternelles et aux contrats emploi d'avenir, à l'exception des collaborateurs de cabinet et des emplois saisonniers.

Dans le cadre du RIFSEEP, régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel créé par le décret n°2014-513 du 20 mai 2014, cette prime sera désormais intégrée, selon des modalités identiques, dans l'IFSE (Indemnité de fonction sujétions et expertise) instaurée pour les agents de la Ville de Montpellier, conformément à l'article 88 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

Pour les agents qui ne peuvent en bénéficier en l'état des textes et dans l'attente de leur publication, afin de garantir son égale attribution à l'ensemble des agents publics concernés et conformément au troisième alinéa de l'article 111 de la loi n°84-53 précitée, ce complément est acquis aux agents de la Ville de Montpellier et son versement est acté par la présente, par exception à la limite résultant du premier alinéa de l'article 88 de la loi n°84-53 précitée.

Ce complément de rémunération est effectivement collectivement acquis depuis son versement avant le 27 janvier 1984 et son inscription au budget primitif, sous forme de subvention spécifiquement identifiée à l'Association des élus du personnel municipal dès avant 1984, avant d'être enfin intégré au budget du personnel de la Ville de Montpellier par délibération en date du 31 janvier 1991.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de valider les modalités de versement du complément de rémunération telles que définies par la présente délibération ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0

Abstention : 0

82. Mise à disposition de deux agents de la Ville de Montpellier auprès de l'association Le Relais, Maison des Enfants dans la Ville

Le Relais, Maison des Enfants dans la Ville, est une association régie par la Loi du 1^{er} juillet 1901 et le décret du 16 août 1901.

Elle a pour but d'offrir un lieu de rencontre et d'échange pour les enfants et les adultes concernés par les questions de l'enfance.

Son action est orientée autour de trois objectifs principaux :

- l'accueil et l'animation des enfants et des jeunes, l'organisation d'activités sportives, sociales et culturelles ;
- la recherche théorique et pratique d'une pédagogie et des équipements adaptés aux conditions actuelles de la vie des enfants ;
- la formation, l'étude et le conseil.

Il est proposé de mettre à disposition deux agents municipaux de catégorie B à temps complet pour une durée d'un an auprès de l'association Le Relais, Maison des Enfants dans la Ville pour assurer les fonctions de Directeur et Directeur adjoint du centre de loisirs Le Relais.

Conformément aux dispositions générales relatives au régime de la mise à disposition, et notamment l'article 61-1 de la Loi 84-53 du 26 janvier 1984, la mise à disposition s'effectue à titre onéreux.

L'association Le Relais, Maison des Enfants dans la Ville rembourse à la Ville de Montpellier les rémunérations perçues par les deux agents mis à disposition ainsi que les contributions et cotisations afférentes.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la mise à disposition auprès du Relais, Maison des Enfants dans la Ville, de deux agents de catégorie B à temps plein ;
- d'autoriser le prélèvement de la dépense correspondante sur le budget de la Ville, chapitre budgétaire 933 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les conventions de mise à disposition ou tout autre document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0

Abstention : 0

83. Mise à disposition de trois agents de la Ville de Montpellier auprès du Comité des Œuvres Sociales et Culturelles (COSC) de la Ville de Montpellier

Le COSC, Comité des Œuvres Sociales et Culturelles pour les personnels du Centre Communal d'Action Sociale et de la Mairie de Montpellier, a été fondé en 1990, sous statut d'association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901. Elle a pour objet de fournir une aide matérielle, financière, morale et culturelle au personnel.

L'association s'interdit toute activité confessionnelle, politique ou syndicale.

Il est proposé de mettre à disposition trois agents municipaux auprès du COSC pour une durée d'un an renouvelable :

- un agent titulaire à temps complet de catégorie B relevant du cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux ;
- deux agents titulaires à temps complet de catégorie C relevant du cadre d'emplois des adjoints administratifs.

Conformément aux dispositions générales relatives au régime de la mise à disposition, et notamment l'article 61-1 de la Loi n°84-53 du 26 janvier 1984, la mise à disposition s'effectue à titre onéreux.

Le COSC rembourse à la Ville de Montpellier la rémunération des agents mis à disposition ainsi que les contributions et les cotisations sociales, au prorata du temps de mise à disposition.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la mise à disposition auprès du COSC d'un agent de catégorie B et de deux agents de catégorie C à temps plein ;
- d'autoriser le prélèvement de la dépense correspondante sur le budget de la Ville, chapitre budgétaire 930 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les conventions de mise à disposition ou tout autre document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 52 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prennent pas part au vote : 6 voix (Luc ALBERNHE, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Abdi EL KANDOUSSI, Nicole LIZA, Annie YAGUE.)

84. Mise à disposition d'agents de la Ville de Montpellier auprès de Montpellier Méditerranée Métropole dans le cadre des services communs

Dans le cadre de la nouvelle gouvernance du bloc communal, la Ville, le CCAS et la Métropole ont placé la coopération et le développement des synergies entre collectivités au cœur de leur projet politique.

Sur ce fondement et dans cet esprit de coopération, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier ont mutualisé plusieurs de leurs directions et créé des services communs.

Afin de faciliter les parcours professionnels et de favoriser les mouvements des agents mais aussi de répondre à des besoins de compétences pour assurer des missions spécifiques, il est proposé au Conseil municipal la mise à disposition de trois agents de catégorie C à temps complet de la Ville de Montpellier auprès du service commun du Pôle Ressources Humaines et Relations Sociales rattaché à Montpellier Méditerranée Métropole, tels que détaillés ci-dessous, à compter du 1^{er} avril 2019 :

- un agent de catégorie C relevant du cadre d'emplois des Auxiliaires de puériculture, pour une durée d'un mois en vue d'assurer les fonctions d'Agent d'accueil ;
- un agent de catégorie C relevant du cadre d'emplois des ATSEM pour une durée de trois mois en vue d'assurer les fonctions de Gestionnaire administratif ;
- un agent de catégorie C relevant du cadre d'emplois des Adjoints Techniques pour une durée de neuf mois en vue d'assurer les fonctions d'Agent d'accueil.

Les modalités relatives à la mise à disposition sont présentées en annexe ci-jointe.

Conformément à l'article 61-1 de la loi 84-53 du 26 janvier 1984, la mise à disposition s'effectue à titre onéreux. Montpellier Méditerranée Métropole rembourse à la Ville de Montpellier la rémunération des agents mis à disposition, ainsi que les cotisations et contributions afférentes à hauteur de 25 %.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la mise à disposition de ces agents de la Ville de Montpellier auprès de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- d'autoriser le prélèvement sur le budget de la Ville : chapitre budgétaire 930 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer les conventions de mise à disposition entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0

Abstention : 0

85. Mise à disposition d'un agent de Montpellier Méditerranée Métropole auprès des services de la Ville de Montpellier

Montpellier Méditerranée Métropole met à la disposition de la Ville de Montpellier un agent de catégorie B relevant du cadre d'emplois des animateurs territoriaux.

Rattaché auprès de la Direction Proximité Citoyenneté de la Ville de Montpellier, l'agent sera mis à disposition à compter du 1^{er} avril pour une durée de 6 mois, à temps complet. Il exercera les fonctions de Responsable de la Maison Pour Tous St Exupéry et aura pour missions d'assurer l'animation et l'encadrement des agents de la Maison pour tous et de proposer un projet d'établissement en adéquation avec les attentes de la population et le projet territorial de la Direction.

Conformément à l'article 2 du décret 2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux, la mise à disposition s'effectue à titre onéreux.

La Ville de Montpellier rembourse à Montpellier Méditerranée Métropole la rémunération de l'agent mis à disposition, ainsi que les cotisations et contributions afférentes sur le chapitre budgétaire 933.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la mise à disposition de cet agent de catégorie B de Montpellier Méditerranée Métropole auprès de la Ville de Montpellier ;
- d'autoriser le prélèvement de la dépense correspondante sur le budget de la Ville, chapitre budgétaire 933 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer la convention de mise à disposition entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0
Abstention : 0

M. le Maire

Chers collègues, merci pour ce Conseil municipal qui s'est passé sous d'excellents auspices, mises à part les quelques incises d'un trublion.

Je vous informe également que Max LEVITA représentera la Métropole demain et après-demain à Toulouse pour l'Assemblée générale de France urbaine.

Plus rien n'étant à délibérer, la séance est levée à 20h20.